
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1924.

Projet de loi relatif

au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Le 9 janvier dernier, le Sénat votait, par 87 oui et 16 abstentions, le projet de loi instituant le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. A leur tour, les sections de la Chambre ont adopté le projet à l'unanimité, sauf une ou deux abstentions. Le principe du contrôle n'est plus guère discuté, et les modalités proposées par le Gouvernement ont rencontré l'adhésion de la très grande majorité des parlementaires de tous les partis.

L'Exposé des motifs (Sénat Doc., 1921-1922, n° 78) et le premier rapport fait par M. le sénateur de Ghellinck d'Elseghem, au nom de la Commission de l'Industrie et du Travail (Sénat Doc., 1920-1921, n° 225) ont mis bien en relief les motifs et le mécanisme du contrôle.

Nous nous contenterons de rappeler les principaux points sur lesquels s'est portée l'attention de l'autre Assemblée.

Ce sont :

- I. Le principe même de la loi de contrôle.
- II. Les modalités du contrôle et la Commission consultative.
- III. La forme juridique des entreprises d'assurances sur la vie.
- IV. La prohibition des opérations tontinières.

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 85.

(2) La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Hubin, Heyman, Debruyne (René), Van Dievoet, Troclet, Lamborelle.

I. — LE PRINCIPE DU CONTROLE.

1. — *Urgence d'une législation spéciale.*

Pareille législation s'impose, nul n'y contredit plus. Que de fois n'a-t-on mis en relief les abus nombreux et criants auxquels donnent lieu les opérations de certaines entreprises d'assurances sur la vie! Nombre de sociétés d'assurances populaires ne naissent pas pour vivre, mais pour disparaître à bref délai, après avoir mangé l'épargne d'un certain nombre de « coopérateurs » et d'assurés bénévoles. Leur capital social est souvent minime et composé en grande partie d'apports plus ou moins fictifs, autres que du numéraire. Voici quelques exemples empruntés à une excellente étude parue en 1908 (1) :

Sociétés.	Capital statutoire.	Parts de fondateurs.	Capital réel.
1	300,000	200,000	100,000
2	1,000,000	250,000	750,000
3	500,000	400,000	100,000
4	260,000	160,000	100,000
5	100,000	50,000	50,000
6	235,000	150,000	85,000
7	1,000,000	600,000	400,000

De plus en plus, d'ailleurs, les sociétés d'assurances populaires sur la vie se sont mises à prendre la forme coopérative, ce qui leur donne un semblant d'œuvre sociale et ce qui... les dispense de réunir un capital de quelque importance.

Les frais généraux de l'assurance populaire sont extraordinairement élevés et cachent souvent des sommes importantes distribuées aux administrateurs, directeurs, commissaires, inspecteurs et autres collaborateurs. Voici un tableau qui donne une idée des frais généraux de quatorze parmi les principales sociétés d'assurance-vie populaire, travaillant en Belgique en 1907 (2) :

Sociétés.	Primes encaissées.	Frais généraux.	P. c. des primes.
1	2,729,800	623,000	22.8
2	182,600	149,000	81.9
3	74,300	54,600	72.4
4	441,000	224,500	50.9
5	774,800	402,000	51.9
6	750,300	344,800	45.5
7	1,014,400	320,600	31.5
8	200,400	124,500	62.1
9	2,009,100	424,500	21.1
10	70,100	29,400	41.9
11	55,500	21,000	37.7
12	70,800	24,000	30.4
13	6,000	6,500	111.1
14	464,000	265,000	58.2

(1) J. JOSSA, *Over Volkslevensverzekeringen in België. De Gids op maatschappelijk gebied*, 1908, pp. 604 et 613.

(2) *Ib.*, *loc. cit.*, p. 618.

Certaines polices d'assurance sur la vie contiennent des clauses de déchéance draconiennes, qui enlèvent à de nombreux assurés le bénéfice de leur contrat. D'une enquête faite avant la guerre par la Société pour l'amélioration des logements ouvriers, il résulte que « en fait la valeur de rachat des assurances populaires n'est jamais remboursée aux assurés et que jamais une assurance populaire n'est convertie en une assurance réduite au profit des assurés » (1). C'est dire que le souscripteur de l'assurance se voit frustré des économies confiées à la Société, si, par la suite, une maladie, un chômage, un revers quelconque l'empêche de poursuivre le paiement des primes. Le cas est très fréquent, un grand nombre d'assurés sur la vie cessant de payer leurs primes en cours de route. Les dirigeants des sociétés comptent sur ces annulations en établissant leurs réserves : « Qu'on le veuille ou qu'on le déplore, lisait-on au *Moniteur des Assureurs belges et étrangers* du 10 mars 1908, ce genre d'assurances donne lieu à des réserves moindres à raison de la proportion des annulations, dont les mathématiciens ne tiennent aucun compte ». Aveu dénué d'artifice !

L'abus le plus considérable, celui qui, en réalité, prime tous les autres, et rend peu recommandable l'assurance sur la vie telle que, trop souvent, elle se pratique, c'est l'absence ou l'insuffisance des réserves mathématiques. Nous aurons à y revenir. Contentons-nous pour l'instant d'épingler cette déclaration du *Bulletin* du syndicat des sociétés d'assurances populaires d'avril 1911 :

« Parmi les quarante-trois compagnies vie-populaire, nous en trouvons juste quatre qui ont un actif réalisable suffisant pour répondre aux obligations contractées envers leurs actionnaires et leurs associés, vingt-six autres présentent un résultat financier sinon déplorable, tout au moins peu enviable ; parmi ces vingt-six compagnies dont le bilan accuse des pertes, il y en a même trois qui n'ont pas constitué un seul centime de réserves mathématiques.

» Enfin, treize compagnies se sont abstenues de publier leurs comptes annuels ; celles-ci ont vraisemblablement peur de la lumière et préfèrent travailler en pleine nuit. Elles sont dans le marasme, c'est certain ».

Depuis cette époque un certain nombre de sociétés se sont efforcées d'assainir leur situation, mais la guerre ne leur a pas permis d'aboutir, les valeurs représentatives des réserves se sont dépréciées dans une certaine mesure, et au lieu de s'améliorer, la situation s'est empirée. Nombre de petites entreprises ont disparu. Et l'on peut dire, sans s'aventurer, qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas dans le pays cinq sociétés d'assurances sur la vie dont les réserves soient rigoureusement suffisantes pour garantir complètement l'exécution des engagements contractés.

Il faut intervenir d'urgence.

Le Sénat a été unanime à désirer une législation spéciale relative aux entreprises d'assurance sur la vie. « Il importe, déclarait M. Digneffe, le plus décidé des adversaires du contrôle, de porter remède à des abus, abus trop nombreux qui ont fait, en Belgique, beaucoup de victimes. En effet, les opérations d'assurance-vie intéressent le grand public et la masse est souvent fort peu au courant du mécanisme de ces opérations. Les contrats d'assurance ont trait à des opérations

(1) *Bulletin de la Prévoyance*, 10^e année, p. 188.

à très longue échéance. Pour se rendre compte de la portée des clauses d'un pareil contrat, pour bien comprendre le bilan d'une société d'assurance, il faut une compétence spéciale. Beaucoup d'assurés ont été indignement trompés par des hommes sans scrupules. Il y a lieu de légiférer pour tenter de faire disparaître le plus d'abus possible » (1).

2. *Le régime de la publicité : son insuffisance.*

Mais s'il y avait accord complet sur le principe de l'intervention, il s'est trouvé au Sénat des adversaires, d'ailleurs très peu nombreux, du contrôle proprement dit. Ils étaient d'avis que l'État ne doit pas se faire le tuteur des assurés ni le surveillant des compagnies d'assurance. Ils craignaient que l'autorisation et l'intervention d'une Commission n'aboutissent à un monopole déguisé et à « l'immobilisme ». A leur sens, l'État assume une responsabilité morale trop lourde, en entreprenant de se prononcer sur des questions fort délicates, sur des opérations diverses et aléatoires; le public ne sera-t-il pas en droit d'imputer à l'État la cause de ses déboires, si une société à laquelle le Gouvernement a donné « des certificats de sagesse et de prudence » vient à manquer à ses engagements?

Le sénateur qui s'exprimait de la sorte voulait voir exercer le contrôle par les intéressés eux-mêmes : à cet effet, il suffirait, croyait-il, d'organiser une large publicité : publicité des contrats et autres documents destinés à la clientèle, publicité des bilans et des comptes. Aux termes d'un certain nombre d'amendements déposés par lui, les entreprises d'assurances sur la vie ne pourraient fonctionner ou continuer à fonctionner qu'après avoir fait au Ministère de l'Industrie et du Travail, le dépôt contre récépissé de certains documents déterminés. L'autorisation de fonctionner devrait être donnée à cette seule condition. Feraient l'objet d'un même dépôt les modifications aux statuts, aux conditions générales des polices, etc. Une commission serait instituée qui, bien entendu, n'aurait d'autres pouvoirs que ceux d'un bureau de réception chargé de réunir et de faire paraître dans un recueil spécial les documents dont le dépôt et la publication seraient rendus obligatoires.

Ces amendements n'eurent aucun succès. Ils ne pouvaient en avoir, car ils ruinaient toute l'économie du projet. Ils laissaient subsister tous les abus.

La publicité est notoirement insuffisante en cette matière. Quelque large qu'on la suppose, elle n'atteindra jamais ceux qu'elle est appelée à protéger : l'assurance sur la vie s'est répandue dans tout le pays, elle se pratique à la ville comme à la campagne, elle intéresse toutes les classes de la société. Croit-on sérieusement que la clientèle des assurances populaires lira les publications de la Commission à instituer? Le petit agriculteur, le petit bourgeois, l'ouvrier qui disposent de quelques économies, deviendront, après comme avant, les victimes des promesses fallacieuses des rabatteurs.

L'auteur des amendements l'avait d'ailleurs proclamé lui-même : il faut protéger le public, le public instruit comme l'autre, parce qu'il lui manque la compétence requise pour saisir le mécanisme, comprendre le bilan, et apprécier la solvabilité des entreprises d'assurances.

(1) *Ann. parl.* Sénat, 20 novembre 1923, p. 13.

Comment d'ailleurs le spécialiste lui-même peut-il se rendre compte de l'exactitude des données fournies ? Comment démêlera-t-il la situation réelle qui peut être facilement dissimulée à l'aide de certains artifices de calcul ? Masquer le passif, faire entrer dans l'actif des valeurs fictives, exagérer les valeurs réellement existantes, toutes ces manœuvres demeurent possibles dans une certaine mesure, et pour y mettre un terme, toute publicité même renforcée par l'emploi obligatoire de formules-types serait inopérante.

Au caractère technique des opérations d'assurance s'en ajoute un autre : c'est l'échéance lointaine des contrats. Supposons, ce qui n'est pas, que le public puisse, par l'inspection des documents publiés, s'assurer que telle société mérite sa confiance. La société conservera-t-elle ce caractère ? Elle peut faire des erreurs : un assureur peut n'être pas lui-même au courant de la technique, et s'imaginer pouvoir fournir sa marchandise au rabais, ce qui doit fatalement amener sa ruine dans un certain délai. Un assureur peut commettre des fraudes, grossir ses frais généraux, distribuer des bénéfices fictifs, bref abandonner en cours de route la loyauté et la saine pratique des débuts.

On a dit au Sénat : le contrat d'assurance est un contrat annuel, l'assuré peut se retirer chaque année. Cela n'est pas conforme à la réalité économique. Car tout d'abord il y a les assurances à prime unique, pour lesquelles l'assuré s'acquitte, dès le début, de l'intégralité de ses obligations. Il y a les assurances de rentes viagères qui ne donnent pas lieu à rachat anticipatif. D'autre part, les primes sont généralement invariables pendant toute la durée du contrat : or, le risque de mort croît continuellement à mesure que l'assuré avance en âge : les primes des premières années sont donc très supérieures au risque effectivement couru, et par ce fait un excédent considérable de primes s'amoncelle entre les mains de l'assureur. Cet excédent constitue le produit de l'épargne de l'assuré, il lui appartient, économiquement parlant. L'assuré ne peut se retirer avant terme, qu'en abandonnant une part importante de cet avoir : donc, en réalité, il est lié pour toute la durée du contrat (1). Supposons une société qui fait de mauvaises affaires : l'avoir des assurés, le dépôt confié par eux aux mains de l'assureur, sera, sans qu'ils puissent s'en douter, entamé et bientôt absorbé par les versements à faire aux affiliés dont le contrat viendra à échéance en premier lieu. Et les autres assurés seront frustrés, alors que rien n'a pu leur faire apercevoir l'état de déconfiture dans lequel leur débiteur se trouvait depuis des années. Lorsque viendra leur tour, l'actif aura, depuis longtemps, disparu.

(1) Le prix de rachat d'un contrat d'assurance sur la vie est nécessairement inférieur au total des versements effectués par l'assuré, attendu que les intérêts réalisés par l'assureur sur ces versements ne lui suffisent pas pour couvrir le risque de décès. Voici un exemple. Il indique la valeur de rachat d'une assurance mixte de 100 francs, âge initial 30 ans, durée 30 ans, prime annuelle fr. 3,42, comparée au total des primes payées :

	Primes payées.	Valeur de rachat.	P. c.
Après trois ans.	10,26	3,86	38
Après dix ans	34,20	17,81	52
Après vingt-cinq ans :	68,40	49,45	72
Après vingt-cinq ans	85,50	71,48	84

(Rapport du Bureau fédéral Suisse des assurances pour 1911, Berne 1913, tabl. VI).

Allons plus loin. Concédonz que la publicité puisse être organisée de telle manière que tout le monde soit en mesure de se rendre compte en tout temps de la situation réelle de toute société d'assurances sur la vie. En quoi ceci profitera-t-il aux assurés ? Il ne suffit pas de savoir, il faut pouvoir. Or, les assurés sont sans pouvoir aucun sur la marche des affaires : ils ne sont pas actionnaires, et ils n'ont aucune part à l'administration : ils sont les clients de l'entreprise; et tant que la faillite n'est pas devenue un fait, ils devront continuer leurs versements (Loi du 11 juin 1874, article 29). La publicité, dans cette hypothèse, loin de leur être utile, ne servira qu'à précipiter la débâcle.

Ce qui est vrai pour certaines entreprises belges, l'est à fortiori pour certaines entreprises étrangères. Il faut, de toute nécessité, que ces sociétés auxquelles nous permettons bénévolement de drainer vers l'étranger une partie de l'épargne nationale, soient contrôlées de très près, et que nous n'ayons pas, dans l'avenir, à déplorer un nouveau désastre semblable à celui des assurances allemandes et autrichiennes après la guerre.

3. *Nécessité du contrôle.*

Le régime de publicité est inopérant : il faut davantage. Il faut un contrôle initial : on n'accordera l'autorisation de travailler qu'aux seules entreprises bien conçues et présentant des garanties suffisantes. Il faut un contrôle en cours d'entreprise : c'est le seul moyen pour connaître la situation réelle des sociétés ; — c'est aussi le seul moyen pour prévenir les ruines : les autorités interviendront par voie de conseil, et, s'il le faut, par voie d'injonction, pour maintenir dans la voie droite ou assainir, éventuellement, les entreprises autorisées.

La chose en vaut la peine. « Il s'agit de défendre contre les embûches des spéculateurs une institution où vient aboutir une vertu infinie de prévoyance ou de sacrifice : institution qui tend à libérer de la misère les générations futures, en accroissant la prospérité de la patrie. Les assurés se trouvent dans une condition spéciale parce qu'ils ne peuvent retirer les primes payées, comme le peuvent pourtant les déposants, mais ils doivent continuer à avoir foi dans l'entreprise jusqu'à ce que se produise l'échéance de leur créance, à moins qu'ils ne veuillent se contenter du prix souvent dérisoire qui est accordé par les compagnies pour le rachat des polices. Le danger de faillite serait d'autant plus irréparable qu'il frapperait le plus durement les assurés les plus vieux, mis désormais par les années ou la maladie dans l'impossibilité de s'assurer de nouveau » (1).

Nous croyons inutile d'insister davantage. Tous les pays civilisés, ou à peu près, ont, les uns après les autres, établi l'autorisation préalable et le contrôle. Les peuples qui, par tempérament, sont adversaires de toute ingérence de l'État, n'ont pu s'empêcher de renforcer la publicité par une inspection de plus en plus serrée : tel est le cas de la France, et plus récemment, de l'Angleterre. On trouvera, en annexe au présent rapport, un aperçu des législations d'une douzaine de pays latins, anglo-saxons et germaniques.

❧ (1) VIVANTE. *Traité de droit commercial*, édition française 1912, tome IV, n° 1888, p. 513.

Depuis la loi belge du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail, les sociétés agréées pour cette branche d'assurance sont soumises au contrôle. Une loi pénale récente a prohibé l'assurance de ce risque par des sociétés non agréées. Nul ne s'en plaint et les ouvriers accidentés y trouvent leur compte.

Il nous revient de plusieurs côtés que les sociétés sérieuses appellent de leurs vœux le contrôle de l'assurance sur la vie. C'est que la concurrence de quelques sociétés gérées sans tenir compte des possibilités techniques suffit pour rendre la vie très difficile aux sociétés sérieuses; attirée par l'appât des merveilles que lui promettent les entreprises peu scrupuleuses, la clientèle s'adresse naturellement à elles pour se trouver déçue au jour de l'échéance et imputer le mal subi à l'assurance sur la vie elle-même.

4. Responsabilité de l'État.

Sans doute l'État assume une lourde charge en prenant sur lui de veiller sur l'honnêteté et sur la régularité technique des opérations d'assurance. Mais, s'il en est ainsi, est-ce une raison pour abandonner les assurés à leur sort? L'État fait la police des marchés, il réglemente le débit des denrées alimentaires, il surveille les entreprises industrielles aux points de vue de l'hygiène et de la sécurité. En conclut-on à la responsabilité de l'État, lorsqu'un marchand réussit à écouler une marchandise avariée ou lorsque, malgré tous les soins des autorités, il survient une maladie ou une catastrophe?

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que l'État délivre des « certificats de sagesse et de prudence ». Ainsi que l'a déclaré au Sénat l'honorable rapporteur de la Commission du Travail, le service du contrôle ne garantit pas aux particuliers « la bonne fin des opérations d'assurance sur la vie ». Il se borne à en faire la police, et, à cet effet, il exige un minimum d'honnêteté et de garanties techniques. L'amateur d'assurance qui s'en remettrait aveuglément au contrôle pour prendre soin de ses intérêts particuliers, serait aussi sot que l'habitant qui, la nuit, laisserait ouvertes portes et fenêtres de son logis... parce que la police veille!

L'Exposé des motifs avait raison d'écrire : « L'État faillirait à sa mission s'il laissait fonder des institutions vicieuses dans leur principe, et s'il s'abstenait d'exercer un contrôle permanent sur le fonctionnement des établissements dont les bases auraient été originellement trouvées conformes aux prescriptions de la technique ».

II. LES MODALITÉS DU CONTRÔLE : LA COMMISSION CONSULTATIVE.

On nous dit : le contrôle doit aboutir à un monopole déguisé, il est de nature à tuer l'initiative, il aboutira à l'« immobilisme » en matière d'assurance sur la vie. Cette objection ne porte pas : elle suppose un contrôle mal conçu et mal exercé, un contrôle tel que nul d'entre nous ne le désire, et, ajoutons-le, un régime autre que celui qui nous est proposé.

1. Caractère général du contrôle.

Le contrôle à instituer est, en réalité, et il ne peut être que d'un ordre purement technique. Il n'appartient pas à l'État de contrecarrer l'initiative privée, en

tant qu'elle n'est pas contraire à l'ordre public. Toutes formes et toutes combinaisons nouvelles d'assurance doivent être autorisées, à la seule condition qu'elles soient honnêtes et conformes à la saine technique.

« La possibilité du contrôle, porte l'Exposé des motifs, est, comme sa légitimité, fondée sur les lois scientifiques de la technique des assurances. Il n'y a donc pas à craindre que l'on verse ici dans l'arbitraire : tout revient à faire en sorte que les assureurs se conforment aux règles de la technique propre de leur industrie » (1).

La même pensée a été exprimée à plusieurs reprises au Sénat par le rapporteur et par le Ministre du Travail. « Il ne s'agit pas ici d'étatisme, disait l'honorable M. de Ghellinek, car qui dit étatisme dit gestion par l'État ou tout au moins immixtion de l'État telle que la liberté des individus s'en trouve entièrement éliminée. Or, ici rien de pareil : l'État ne se substitue pas aux sociétés pour gérer les entreprises d'assurances sur la vie, il ne s'immisce pas dans la gestion intérieure de ces sociétés, il leur laisse la liberté, mais contrôle leur action... Pour être efficace, pour être admis par tous, le contrôle ne peut être draconien, ni trop rigide; il doit être souple, afin de permettre aux entreprises d'assurances sur la vie de suivre le progrès et d'introduire dans leur gestion toutes les innovations susceptibles d'améliorer leur situation, tout en respectant les règles de la technique. Il ne faut pas une surveillance illusoire, car elle serait trompeuse pour le public et, par conséquent, dangereuse. Il faut donc tenir un juste milieu pour que le contrôle soit efficace et bienfaisant. » (*Ann. Sénat*, 20 nov. 1923, pp. 10-11.)

« On a prétendu, disait à son tour l'honorable Ministre du Travail, M. Moyer-soen, que la rigueur des conditions auxquelles serait subordonné l'octroi de l'autorisation aurait pour conséquence de créer une sorte de monopole de fait au profit de quelques entreprises. Tel n'est pas l'esprit de la loi, qui veut permettre la libre concurrence, à la condition que celle-ci s'exerce dans les limites tracées par la technique de l'assurance sur la vie... La tendance générale du projet est de respecter, dans la mesure où le commande le souci de l'intérêt public, la liberté des entreprises d'assurances. » (*Ann. Sénat*, 4 déc. 1923, pp. 33-34.)

L'examen du projet confirme ces déclarations, tant en ce qui concerne l'autorisation qu'en ce qui concerne le contrôle.

2. L'autorisation et les garanties.

L'autorisation est accordée par arrêté royal, sur l'avis de la Commission des assurances privées (art. 4). Afin de renseigner les autorités sur les caractères et sur la valeur de l'entreprise, celle-ci est tenue de fournir au Ministre du Travail un certain nombre de documents, ainsi que toutes justifications et tous renseigne-

(1) « Il existe, en matière d'assurance et de rentes viagères, un ensemble de doctrines, de règles scientifiques auxquelles on doit se conformer de la même façon que l'ingénieur, en construisant un pont, se soumet aux lois de la mécanique et de la résistance des matériaux. Tout organisme de prévoyance qui méconnaît ces règles techniques ira tôt ou tard à la ruine, entraînant avec lui tous ceux qu'auront séduits des promesses fallacieuses.

LEPREUX, O. *Les pseudo-mutualités*, 1899, p. 17.

ments qui lui seront demandés (art. 3). L'autorisation sera accordée si la société requérante justifie : 1° qu'elle est régulièrement constituée, au point de vue juridique ; 2° que son organisation financière répond aux exigences de la technique ; 3° que ses contrats sont conformes aux principes de l'équité. L'examen des autorités de contrôle portera donc sur des questions juridiques et mathématiques. « On a voulu, dit l'Exposé des motifs, marquer au seuil même de la loi, le caractère essentiel de la réglementation, c'est-à-dire que le contrôle préventif doit reposer sur des éléments précis, et doit exclure toute idée d'arbitraire. » Il n'est donc nullement question de l'établissement d'un monopole déguisé, et l'on ne peut que sourire en entendant un sénateur s'écrier qu'au fond de tout ceci il y a surtout la préoccupation de certains dirigeants de grandes sociétés belges de s'assurer tout le marché des assurances à contracter en Belgique.

Mais voyons les choses de près : la loi oblige les sociétés à fournir certaines *garanties*. Ces exigences sont-elles excessives ?

Les garanties sont triples : le capital ou le fonds social, le cautionnement, et les réserves mathématiques.

Le projet exige un *capital* souscrit d'un million de francs au moins pour les sociétés par actions (art. 6) ; un fonds social minimum du même montant dont 200,000 francs versés, pour les sociétés coopératives (art. 14), et un fonds de garantie d'au moins 200,000 francs pour les associations d'assurances mutuelles, réductible à 50,000 francs pour certaines sociétés dont les engagements sont peu importants (art. 8).

Les conditions du *cautionnement* à fournir seront déterminées par le règlement du contrôle (art. 17) : cette disposition a donné lieu à un amendement tendant à fixer invariablement à 100,000 francs le chiffre du cautionnement. Il fut rejeté, l'honorable Ministre du Travail ayant déclaré que ce montant doit dépendre de circonstances diverses, notamment du cours de la monnaie ; que, d'ailleurs, le cautionnement ne doit pas seulement sauvegarder les droits des assurés, mais encore ceux de l'État (*Ann. Sénat*, 5 décembre 1923, pp. 57-58).

Quoi qu'il en soit, un cautionnement considérable ne nous paraît pas s'imposer en notre matière, car la vraie garantie des droits des assurés, c'est la *réserve mathématique* (1). Ici, l'arbitraire ne se conçoit même pas : le chiffre résulte de calculs rigoureusement scientifiques (art. 18). Certains sénateurs auraient voulu voir imposer légalement le mode de placement de la plus grande part des réserves mathématiques : l'amendement présenté à cet effet fut rejeté : il aurait imposé à l'État une responsabilité considérable, et la loi ne peut sans danger régler des questions d'exécution (*Ann. Sén.*, 5 déc. 1923, pp. 58-59) : mieux vaut laisser une certaine latitude au règlement de contrôle (art. 18, al. 2) et à la libre initiative des entreprises intéressées (2).

(1) Nous voulons bien reconnaître qu'il n'en est pas invariablement toujours ainsi. Il est des opérations d'assurances qui ne donnent pas lieu à la constitution d'une réserve mathématique : par exemple, les assurances temporaires. Mais le cas est exceptionnel.

(2) Le Bureau fédéral Suisse des assurances, qui exerce le contrôle depuis 1885, n'a jamais imposé aux sociétés une ligne de conduite uniforme en ce qui concerne leurs placements. Et nous lisons dans le rapport sur l'exercice 1910, ces sages constatations : « Dans leurs placements, les compagnies d'assurances doivent s'efforcer d'unir une grande sécurité à la régularité du revenu et, en seconde

Nous avons dit plus haut que les réserves de primes constituent, en réalité, l'avoir des assurés. Cette idée a donné lieu à la disposition très heureuse de l'article 19, 1^{re}, qui leur accorde un privilège sur les valeurs représentatives de la réserve. Cette disposition correspond à l'article 7 de la loi française du 10 mars 1905. Elle est essentielle : « On doit immobiliser en faveur des assurés sur la vie les biens qui constituent la réserve. On empêchera ainsi que leurs garanties ne soient troublées ou diminuées pour désintéresser d'autres créanciers. Il ne semble pas que ceux-ci puissent se plaindre de ce privilège, attendu que la réserve a été constituée exclusivement avec l'argent des assurés sur la vie et a été destinée depuis l'origine à les satisfaire (1). »

Quel est le rang de ce privilège? La loi française le dit. Le texte qui nous est soumis n'en souffle mot. Il naîtra, nécessairement, de ce silence, des controverses et des doutes qu'il y aurait lieu d'éviter, en fixant la place où le privilège nouveau vient s'insérer dans la liste de ceux établis par la loi hypothécaire.

Passons au *contrôle proprement dit*. Nous avons indiqué les principes sur lesquels il est basé. Certains sénateurs, notamment M. Ronvaux, auraient voulu voir déterminer plus en détail les modalités d'application de la loi. (*Annales Sénat*, 20 novembre 1923, p. 18.) D'autres, au contraire, tel M. Delannoy, croyaient apercevoir dans le projet une tendance à imposer à toutes les compagnies des règles uniformes et rigides, telles que les conçoivent certaines sociétés. (*Annales Sénat*, 4 décembre 1923, p. 32). Les deux opinions sont difficilement conciliables et elles semblent se neutraliser. En réalité, en pareille matière, la législation ne peut fournir que le cadre; la loi suisse de 1885, qui a servi de modèle aux autres, est beaucoup plus imprécise que la nôtre. Faisons crédit au Gouvernement et au règlement de contrôle pour compléter l'œuvre; d'ailleurs ne perdons pas de vue que tous les ans le Ministre de l'Industrie et du Travail devra faire rapport au Parlement sur l'application de la loi (art. 45).

Certains points ont été précisés au cours des travaux préparatoires.

3. *Autorisation simultanée des sociétés existantes.*

Afin d'éviter, au début de l'application de la loi, une concurrence peu loyale de la part de certaines sociétés, il a été demandé que l'autorisation soit accordée le même jour à toutes les sociétés qui auraient introduit leur demande dans un délai à déterminer. Il a été donné satisfaction à ce désir par l'article 4, alinéa 4.

4. *Autorisation provisoire renouvelable.*

La Commission du Sénat a suggéré une disposition heureuse en faveur des nombreuses sociétés existantes dont les réserves mathématiques sont actuellement

ligne, à une réalisation aisée; i, par surcroît, le rendement est élevé, tant mieux; mais il faut se souvenir que le but de l'assurance est mieux atteint par des placements de tout repos que par de gros intérêts. Les conditions que nous venons d'énumérer ne sont pas remplies au même degré en tout temps et en tout lieu par la même espèce de placements. C'est ce qui explique pourquoi les compagnies d'assurances offrent tant de diversité dans l'emploi de leurs fonds. Il faut tenir compte de cette circonstance, tout en se rappelant combien il est utile de diviser ses placements pour diminuer les chances de déconvenues (Rapport pour 1910, Berne 1912, p. XIII et LXXIV).

(1) VIVANTE. *Traité de droit commercial*, tome IV, n° 4887, p. 507.

insuffisantes : on a voulu user à leur égard de modération et de bienveillance. Ainsi est né l'article 42 qui permet d'accorder l'autorisation à titre provisoire pour cinq ans et de la renouveler jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze ans au maximum.

Certains ont trouvé cette concession insuffisante. Ils ont exprimé la crainte de voir la concurrence s'emparer de cette situation pour s'en faire un arme contre les sociétés dont l'autorisation ne serait que provisoire. Pour éviter cet inconvénient, MM. Van Roosbroeck et Ronvaux ont proposé au Sénat un amendement portant que la liste à publier ne pourrait marquer de distinction entre les sociétés autorisées à titre définitif et celles qui ne le seraient qu'à titre temporaire (*Doc. Sénat*, n° 7, p. 2, art. 4). Cet amendement fut repoussé successivement par la Commission et par le Sénat. « On a estimé, dit le rapport, que le public doit savoir si une société fonctionne sur des bases sérieuses ou non, et toute autre solution irait à l'encontre d'un contrôle bien organisé. » (*Rapp. compl., Doc. Sénat*, n° 12, p. 3). Le rapporteur a insisté sur la question au Sénat, pour déclarer qu'il est inadmissible que l'on place sur le même pied les sociétés autorisées, c'est-à-dire qui sont complètement en règle avec la loi, et d'autres qui ne peuvent survivre que pendant une période de transition ». (*Ann. Sénat*, 5 décembre 1923, p. 49).

Il est de fait que, à l'heure actuelle, les réserves mathématiques des sociétés sont généralement insuffisantes. D'autre part, le régime est nouveau, et il n'est pas impossible que le contrôle fasse découvrir des défauts même aux sociétés que, à première vue, on croirait solides et bien organisées.

Nous nous permettons de faire au Gouvernement une suggestion qui paraît devoir concilier tous les intérêts. On pourrait n'accorder d'emblée aucune autorisation définitive. On se contenterait d'appliquer pour cinq années l'article 42 à toutes les sociétés qui présentent les garanties indispensables. Ce délai permettrait à toutes les entreprises de parfaire leurs réserves mathématiques et de se conformer intégralement aux exigences de la loi de contrôle. Après l'expiration de la période d'essai, lorsque viendra l'heure de renouveler l'autorisation, nul ne pourra, semble-t-il, se plaindre de ce que l'on établisse alors, dans l'intérêt du public, une distinction absolue entre les entreprises qui se seront révélées robustes, et celles qui, malgré tout, n'auront toujours qu'une santé chancelante.

5. *Sociétés s'occupant de plusieurs branches d'assurances.*

Une observation s'impose au sujet des sociétés qui s'occupent de plusieurs branches d'assurances. L'article 23 du projet dispose que les entreprises autorisées dont l'objet n'est pas limité aux assurances sur la vie doivent établir, pour ces assurances, une gestion et une comptabilité distinctes. Ce texte est nécessaire, il existe d'ailleurs dans la loi du 24 décembre 1903. Mais le texte primitif ajoutait une disposition qui ne se trouve pas dans la loi sur les accidents du travail : « Le contrôle peut toutefois s'étendre à l'ensemble des opérations de ces entreprises ». Le rapporteur pensait que cette disposition s'imposait pour rendre le contrôle efficace. Mais il ajoutait aussitôt : « Ici surtout une grande discrétion s'impose : ici surtout le contrôle ne devra s'exercer qu'à bon escient et quand il y a des doutes sérieux sur la sincérité des documents fournis relativement à la branche

assurance-vie » (*Ann. Sénat*, 20 nov. 1923, p. 11). Le Gouvernement fut de cet avis et il fit adopter un amendement dont les termes mêmes expriment une préoccupation identique : « Elles peuvent être tenues de fournir des justifications sur l'ensemble de leurs opérations en Belgique et sur leur situation financière générale ». Le rapporteur fit de ce texte un commentaire que votre Section centrale tient à souligner : « Du moment que le comité de contrôle a tous ses apaisements au point de vue de la cloison étanche qui doit exister entre la branche assurances-vie et les autres... il n'a pas à s'immiscer dans les affaires des autres branches. Ce ne serait que dans le cas où des doutes s'élèveraient, où la comptabilité serait tenue d'une manière frauduleuse, où par conséquent, les droits des assurés seraient lésés, que le comité de contrôle aurait le droit de pousser ses investigations plus loin et d'examiner ce qui se passe dans le compartiment voisin... Il est évident que tout ce contrôle devra se faire avec tact et circonspection, il faudra que le ministre compétent autorise le comité de contrôle à faire ces investigations : le comité ne pourrait agir sans cette autorisation » (*Ann. Sénat*, 5 déc. 1923, p. 64). Ceci doit être bien entendu : nous ne légiférons que pour les assurances sur la vie, le contrôle n'a pour objet que cette seule branche : le titre de la loi et tous ses articles protestent contre une interprétation extensive de cette disposition exorbitante.

La loi ne dit pas si la société d'assurances mutuelles sera admise à s'occuper d'autres branches que de l'assurance sur la vie. Elle est placée, semble-t-il, sur le même pied que la société par actions. Nous insistons sur le fait. Il ne faudrait pas que le règlement de contrôle introduise, à propos de l'assurance sur la vie, une disposition analogue à celle de l'arrêté royal du 29 août 1904 (art. 25, 2^e), interdisant aux caisses communes d'assurance contre les accidents du travail, toutes assurances autres que les assurances du risque ouvrier proprement dit. Nous sommes unanimes à désirer le plus large épanouissement de l'idée solidariste, et un règlement traitant les mutuelles en parentes pauvres irait à l'encontre de la volonté bien arrêtée de votre Section centrale.

6. *La participation aux bénéfices.*

La participation aux bénéfices peut être prise dans un sens général, ou dans un sens technique, particulier à l'assurance sur la vie. Il y a lieu de faire soigneusement la distinction.

En matière d'assurance sur la vie, les bénéfices des opérations ont leur source principalement dans l'écart entre la mortalité théorique et la mortalité réelle, dans les économies effectuées sur les frais de gestion, dans la marge existant entre l'intérêt bonifié à l'assuré et celui réellement obtenu, et enfin, dans la plus-value acquise par les placements des fonds.

L'assurance sur la vie peut être conçue comme une entreprise lucrative par un assureur qui fait sa profession de cette branche de commerce. Elle peut se faire avec des visées plus altruistes par les assurés eux-mêmes, se partageant les excédents, sans intervention d'un assureur étranger à la collectivité même des affiliés. L'association mutuelle d'assurance bien gérée n'est pas inférieure comme solidité

à la société par actions. Elle présente des avantages d'ordre moral indéniables. Le projet l'admet à l'égal de la société à primes fixes (1).

Une forme intermédiaire est possible. Il peut se créer des sociétés à primes fixes animées d'un esprit de solidarité, et qui, au lieu de répartir leurs excédents exclusivement entre les actionnaires, en gratifient leurs assurés, en tout ou en partie. Ce procédé n'a rien d'illicite, et les fondateurs de sociétés d'assurances peuvent même se trouver engagés à agir de la sorte, en vue d'échapper aux formalités et aux doutes inhérents à la forme de l'association d'assurance mutuelle, telle qu'elle est réglée au projet.

A notre avis, la loi en discussion ne s'occupe pas de la participation aux bénéfices de l'entreprise, dans le sens général que nous venons d'indiquer. Le contrôle doit se soucier de ceci : la société quelle qu'elle soit, ne distribue-t-elle pas des bénéfices fictifs? Constitue-t-elle des réserves suffisantes, réserves mathématiques et réserves libres? Si oui, l'excédent pourra être distribué conformément aux statuts, et ceux-ci arrêteront librement le mode de partage : le tout aux actionnaires, une partie aux actionnaires et une partie aux affiliés, ou enfin la totalité aux affiliés. La loi n'impose rien ce à point de vue, et elle sortirait de son rôle en le faisant.

Généralement, quand on parle de la participation aux bénéfices en matière d'assurance sur la vie, on vise une chose bien plus spéciale. Il y a, en notre matière, des contrats « avec participation » et des contrats « sans participation ». Les sociétés qui pratiquent le premier système possèdent un double tarif, suivant que le contrat promet à l'assuré certains avantages particuliers. Aux termes d'un tarif que nous avons sous les yeux, l'assurance d'un capital de 4,000 francs payable, soit au décès, soit après dix années d'assurance, donne lieu au paiement d'une prime annuelle de :

Age de l'assuré.	Sans participation.	Avec participation.
—	—	—
20 ans	94.20	99.20
30 ans	94.50	100.80
40 ans	96.50	103.30
50 ans	101.10	108.30

On voit que la prime de l'assuré « avec participation » est plus élevée que celle de l'assuré « sans participation ».

A cet assuré la loi doit garantir la contrepartie de ses versements supplémentaires. Quand donc l'article 21 parle des sociétés qui pratiquent la participation

(1) Il résulte d'un tableau récapitulatif dressé par le bureau fédéral suisse des assurances, que la part des primes encaissées dans ce pays par les associations d'assurance mutuelle, qui atteignait en 1886 52 p. c. du total, contre 68 p. c. pour les sociétés par actions, s'est élevée en 1910, à 51,8 p. c. du total pour les premières et 48,2 p. c. pour les secondes, ce qui fait dire au rédacteur du rapport que la faveur du public se porte visiblement de plus en plus sur les sociétés mutuelles. (Rapport de 1910, publié en 1912, pp. XII et LX.)

aux bénéfices, elle suppose des contrats comportant de la part de l'assureur l'engagement de faire profiter le preneur d'assurance d'une part dans les bénéfices, et de la part de l'assuré, l'engagement de verser une prime plus forte que celle des autres assurés.

La participation aux bénéfices a fait l'objet de vives discussions dans le monde des spécialistes de l'assurance. M. Maingie, un de nos plus éminents techniciens, directeur-adjoint de la Compagnie belge d'assurances générales sur la vie, voudrait voir inscrire dans la loi des dispositions de nature à enlever à peu près toute liberté aux entreprises pratiquant ce système (1). Les actuaires eux-mêmes ne se sont pas ralliés au texte proposé par leur confrère. Indépendamment de sa forme touffue, ce texte présentait le très grave défaut de prescrire à toutes les entreprises une méthode déterminée, bonne sans doute, mais nullement indispensable.

Ce qui est blâmable, ce n'est pas l'usage, c'est l'abus. On charge la prime intentionnellement, en vue de créer des bénéfices artificiels, et d'attirer la clientèle par cet artifice. On pratique le système de l'accumulation de manière que seuls les assurés fidèles jusqu'à l'expiration du contrat obtiennent leur part dans les bénéfices : ceux qui ne sont pas en mesure de persévérer perdent une partie de ce qui devait leur revenir. On enrichit ainsi certains assurés au moyen des sommes payées par d'autres. Tel est l'abus que le projet veut écarter. De là l'article 21 : il y aura un compte séparé pour les participants et les non-participants, la répartition se fera suivant un plan technique approuvé par le service du contrôle, la part de bénéfice sera inscrite au profit de chaque assuré à la fin de chaque exercice, et cette part sera attribuée aux assurés qui obtiennent le rachat ou la réduction de leur police, comme à ceux qui persévèrent jusqu'à l'échéance (2).

Faut-il aller plus loin et prescrire une méthode déterminée? Nous ne le croyons pas. Il faut laisser à l'initiative et au jeu de la concurrence toute la liberté compatible avec la justice et avec l'intérêt général. Et surtout, il faut éviter avec le plus grand soin de rendre la vie difficile aux sociétés nées de l'idée de solidarité : ce serait sacrifier les fruits précieux de la coopération et de la mutualité. Votre Section centrale ne pourrait y souscrire.

7. Les entreprises étrangères.

Dans quelle mesure et dans quelles conditions les entreprises étrangères seront-elles admises à faire chez nous l'assurance sur la vie? L'article 15 répond à cette question.

Le projet portait que « les sociétés étrangères sont autorisées au même titre que les sociétés belges, sous la réserve que leur pays d'origine accorde des

(1) *Bulletin des Assurances* 1921, page 21.

(2) On a fait remarquer à juste titre que la clause de participation différée ou d'accumulation des bénéfices est en réalité une opération tontinière puisque l'accroissement aux survivants de la part des prémourants dans une masse commune constitue le caractère essentiel de l'opération connue sous le nom de tontine. (Dupuich P. *L'assurance-vie*. Paris, 1922, n° 36). L'article 37 du projet prohibe la tontine en tant que contrat principal; l'article 21, alinéa 3 la prohibe en tant que stipulation accessoire d'une opération d'assurance.

avantages équivalents aux sociétés belges ». C'était la reconnaissance du principe de la réciprocité « trop naturelle, disait l'Exposé des motifs, pour demander une plus ample justification ». Tel ne fut pas l'avis de certains orateurs au Sénat. M. DIGNERRE, se plaçant, disait-il, au point de vue de la masse des Belges qui désirent s'assurer, et non au point de vue des assureurs étrangers, désirait voir écarter toute restriction de réciprocité (*Ann. Sén.*, 5 déc. 1923, pp. 54 et 55). Finalement la question fut tranchée dans un sens transactionnel par un amendement laissant une certaine latitude au pouvoir exécutif et que voici : « Toutefois, le Gouvernement peut refuser l'autorisation aux sociétés étrangères dont le pays d'origine refuse des avantages équivalents aux sociétés belges ». (Art. 15, al. 1^{er} *in fine*.)

Quant aux conditions mises à cette autorisation, elles s'imposaient. Il va sans dire, tout d'abord, que les sociétés étrangères doivent satisfaire à toutes les conditions exigées des sociétés belges. D'autres exigences résultent du fait que ces entreprises ont leur siège social et leurs biens à l'étranger : siège d'opération à établir en Belgique, représentation en Belgique par un fondé de pouvoir, compétence des tribunaux belges, établissement d'une gestion et d'une comptabilité distinctes, dépôt et conservation en Belgique des réserves mathématiques afférentes aux contrats conclus en Belgique. Cette dernière disposition, qui est l'œuvre de la Commission du Sénat, a été inspirée à ses auteurs par la triste expérience faite par nos compatriotes assurés à des sociétés allemandes, et qui ont vu émigrer en Allemagne tout l'avoir accumulé par leurs épargnes (1). Le rapporteur avait mille fois raison d'écrire que sans la garantie relative à la réserve mathématique des sociétés étrangères, toutes les autres stipulations deviendraient inutiles.

Les entreprises étrangères doivent être constituées soit sous la forme de sociétés par actions, soit sous la forme d'associations d'assurances mutuelles. Les coopératives étrangères sont exclues (voir ci-dessous, p. 19). Quant à la condition juridique des sociétés étrangères, elle est réglée par les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux sociétés étrangères, ce qui veut dire, d'après une déclaration de l'honorable M. Moyersoen, que ces sociétés conservent leur constitution intérieure dans la mesure où celle-ci est compatible avec les deux lois susmentionnées. (*Ann. Sénat*, 5 déc. 1923, p. 56.)

M. Vauthier avait demandé au Ministre du Travail si le contrat conclu en Belgique par une société étrangère non autorisée serait entaché de nullité. A quoi l'honorable M. Moyersoen a répondu : « Je erois pouvoir dire que lorsqu'une convention a été faite entre l'assureur et l'assuré, cette convention tient, même si la société étrangère n'est pas autorisée à opérer en Belgique. Mais si le contrat a été fait en Belgique, les dirigeants de cette société s'exposent aux sanctions

(1) La constatation est d'autant plus pénible pour nous que, depuis la loi du 12 mai 1901 (art. 90, al. 2) l'Empire allemand exigeait des sociétés étrangères travaillant en Allemagne, qu'elles placent les réserves de leurs contrats allemands conformément aux prescriptions établies par le bureau de surveillance de l'assurance privée, et cela de telle manière qu'elles n'en puissent disposer sans l'assentiment de ce dernier. La loi française prescrit le dépôt de cette partie de l'actif des sociétés étrangères à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 17 mars 1905, art. 7, al. 3).

pénales prévues par la loi. (*Ann. Sénat*, 5 déc. 1923, p. 56.) Nous croyons que cette déclaration n'est pas conforme aux principes du droit. — Il est tout d'abord certain que les seules opérations défendues, ce sont celles qui se concluent en Belgique (art. 33 à 35). Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire (C. c., art. 3). Il en est particulièrement ainsi des lois pénales (C. pén. art. 3). La question se pose donc ainsi : les opérations d'assurance conclues en Belgique par des sociétés non autorisées sont-elles valables ? Ici nous ne pouvons nous ranger à l'opinion de l'honorable M. Moyersoen : il s'agit, en l'occurrence, d'une loi d'ordre public, et toute convention contraire à l'ordre public est nulle (C. c., art. 6 et art. 1131-1133). Faite par une société non autorisée, qu'elle soit belge ou qu'elle soit étrangère, l'opération prohibée et punie est nulle, et l'assuré ne peut être contraint à l'exécuter.

8. *La Commission consultative : son rôle, sa composition.*

Une longue discussion s'est déroulée au Sénat autour de la composition de la Commission consultative. L'article 22 du projet porte qu'il est institué par arrêté royal, auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail, sous le nom de Commission des assurances privées, un comité consultatif composé de neuf membres choisis parmi les personnes spécialement compétentes en matière de technique et de droit des assurances. La mission de ce comité consiste à donner son avis sur les demandes d'autorisation (art. 4); sur certaines questions ayant trait au rachat des polices (art. 20); sur les révocations de l'autorisation (art. 28); sur les renoncements à l'autorisation (art. 31); sur les renouvellements de l'autorisation provisoire (art. 42); enfin, sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre au sujet des assurances privées (art. 22).

Il résulte de cette énumération que la Commission est purement consultative. Elle ne prend aucune décision. Ses avis ne lient pas le Ministre, qui peut s'en inspirer ou s'en écarter. Il est vrai que le renouvellement de l'autorisation provisoire ne peut être accordé que sur l'avis *conforme* de la Commission (art. 42), ce qui apporte sur un point particulier à la libre décision du chef du Département une restriction que nous regrettons, mais qui demeure exceptionnelle. Quant au contrôle proprement dit, il n'est pas exercé par la Commission, mais par le Gouvernement (art. 23), c'est-à-dire par les services de l'Industrie et du Travail, sous la direction du Ministre; celui-ci seul, le cas échéant, applique les sanctions fiscales (art. 25), et propose au Roi la révocation de l'autorisation (art. 28). (*Ann. Sén.*, 20 nov. 1923, p. 11; *ibid.*, 4 déc. 1923, p. 34).

Deux systèmes ont été proposés quant à la composition de la Commission consultative. D'aucuns voulaient en exclure les assureurs et les actuaire attitrés des sociétés s'occupant de la branche-vie. « On voit de suite à quels abus on aboutirait et à quelles suspensions donneraient lieu des nominations de ce genre » portait le premier rapport de M. de Ghellinck qui, il est vrai, a changé d'avis depuis lors (*Ann. Sén.*, 20 nov. 1923, p. 11). « Il me paraît inadmissible d'instituer une commission qui sera composée d'assureurs, chargés de juger de la qualité des opérations d'autres compagnies qui sont leurs concurrentes » déclarait M. Digneffe, (*Ann. Sén.*, 20 nov. 1923, p. 13; *ibid.*, 5 déc. 1923, pp. 48-49), qui a pris

depuis lors une attitude toute différente, et a déposé un amendement tendant à composer la Commission de trois directeurs de sociétés d'assurance, de trois actuaires et de trois autres compétences (*Ann. Sén.*, 5 déc. 1923, p. 62.).

D'autres, au contraire, voulaient organiser au sein de la Commission, la représentation des intérêts : tel M. Van Roosbroeck (deux amendements : *Ann. Sén.*, 20 novembre 1923, p. 19, 5 décembre 1923, p. 62, 9 janvier 1924, p. 197). Ceci est, évidemment, inadmissible. Ce n'est pas d'intérêts qu'il s'agit en l'occurrence, mais de compétences.

Finalement le texte primitif fut conservé, laissant au Ministre du Travail le soin de composer la Commission suivant les directives qu'il avait fournies au Sénat. « Cette Commission, déclara l'honorable M. Moyersoen, doit compter des fonctionnaires, des représentants des sociétés d'assurances et des actuaires, sans que les sociétés représentées soient d'une force telle qu'elles puissent neutraliser l'action des autres membres ou empêcher d'autres sociétés de s'y faire entendre ». (*Ann. Sénat*, 5 décembre 1923, p. 63). « On semble toujours craindre que la Commission ne comprenne des personnalités appartenant à l'un ou l'autre groupement privé, personnalités dont la présence pourrait être une nuisance pour les autres sociétés. La Commission comprendra certes des membres appartenant à des groupements d'assurances, mais je puis affirmer qu'ils n'y auront jamais une influence prépondérante ». (*Ann. Sén.*, 9 janvier 1924, p. 197).

Votre Section centrale est d'avis que cette composition n'est pas sans danger. Il serait désirable d'exclure de la Commission tous les assureurs, quels qu'ils soient, et, s'il se peut, les personnes qui se trouvent vis-à-vis d'eux dans un lien de dépendance. L'article 8 de la loi hollandaise du 22 décembre 1922 en dispose ainsi au sujet des membres de la Chambre d'Assurances : « Zij mogen niet op eenigerlei wijze verbonden zijn aan, of, anders dan als schuldeischer uit eene overeenkomst van levensverzekering, belang hebben bij eene onderneming, waarop deze wet van toepassing is ».

On peut faire crédit au Chef du Département pour composer la Commission de telle manière que l'impartialité de celle-ci soit garantie. Mais il ne nous paraît pas sans inconvénients que des assureurs soient mis à même de se renseigner sur toute l'organisation secrète et sur les petites faiblesses des sociétés concurrentes qui demandent l'autorisation : bases du calcul des primes, méthodes d'amortissement des frais, combinaisons choisies, et toutes autres données qui pourront être demandées par les autorités administratives (art. 3, 3° à 7°). Votre Section centrale insiste vivement pour qu'une déclaration rassurante soit faite à ce sujet par l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail : le régime excellent et indispensable qu'on nous propose, risque d'être faussé dans ses résultats, si la Commission n'est pas composée exclusivement de personnes impartiales et désintéressées. Ceci d'autant plus que la loi ne porte aucune sanction contre les membres du Comité qui divulgueraient les renseignements secrets obtenus dans l'exercice de leur mission : l'arrêté royal organique du contrôle ne pourrait-il prendre des mesures en vue de prévenir et, s'il le faut, en vue de réprimer les indiscretions?

9. Conclusion.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre Section centrale pense que ni l'autorisation, ni le contrôle envisagés ne sont de nature à arrêter l'essor de l'assurance sur la vie dans le pays. Seules les entreprises véreuses et les entreprises mal conçues seront entravées dans leur action : celles de la dernière catégorie jouiront d'ailleurs d'un délai suffisant pour se mettre en règle. L'impopularité de l'assurance sur la vie, provoquée dans certains milieux par les abus nombreux auxquels elle a donné lieu jusqu'à ce jour, s'effacera et le public belge comprendra enfin les grands services que peut lui rendre cette forme la plus perfectionnée de l'épargne.

III. FORME JURIDIQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES SUR LA VIE.

Aux termes du projet de loi, les entreprises d'assurances sur la vie doivent se constituer soit sous la forme de sociétés par actions, soit sous la forme d'associations d'assurances mutuelles sur la vie. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que les sociétés coopératives belges d'assurance sur la vie existant à la date du 25 novembre 1923 peuvent continuer à fonctionner (art. 2).

1. Sociétés par actions.

Les sociétés commerciales d'assurance sur la vie, appelées communément compagnies à primes fixes, sont généralement constituées sous la forme de sociétés par actions. « Toutes les compagnies à primes fixes sérieuses sont des sociétés anonymes », dit l'Exposé des motifs. La loi ne fera donc que sanctionner l'usage en l'érigant en règle invariable, de manière à procurer au public les garanties qui résultent de la législation relative aux sociétés par actions ». A ces garanties le projet en ajoute une autre relative à la formation du capital social (art. 6).

2. Sociétés coopératives.

Le projet primitif excluait absolument les sociétés coopératives d'assurances. L'Exposé des motifs constate que « fréquemment la forme coopérative a été employée pour déguiser une affaire d'argent sous les apparences d'une œuvre désintéressée, cette forme permettant aux fondateurs d'échapper aux garanties que la loi réclame des sociétés par actions et de bénéficier de certains avantages fiscaux ». Or, de deux choses l'une : ou bien la société coopérative est, en réalité, une entreprise lucrative, et alors, qu'elle prenne la forme de la société par actions, qui offre plus de garanties de stabilité et de publicité; ou bien, la société coopérative constitue une œuvre de solidarité, et alors, la forme de l'association d'assurance mutuelle est à sa disposition.

Une vive discussion s'engagea sur cette question. Le groupe socialiste insista pour que la société coopérative fût admise à faire l'assurance sur la vie, et il offrait d'insérer dans la loi les garanties d'ordre juridique qui pouvaient faire

défaut sous le régime actuel (MM. Ronvaux, *Ann. Sénat*, p. 18, De Swarte, *ibid.*, p. 33; Van Roosbroeck, *ibid.*, p. 43).

Le Ministre de l'Industrie et du Travail s'opposa aux amendements proposés dans ce but. Mais il consentit à consacrer la situation des sociétés coopératives existantes, moyennant certaines garanties spéciales. La disposition proposée en faveur des coopératives en général fut rejetée, et on se mit d'accord pour ajouter à l'énumération de l'article 2 les « sociétés coopératives belges régulièrement existantes à la date du 23 novembre 1923, et qui répondent aux conditions de l'article 14 ou s'y seront conformées » : minimum déterminé du fonds social, publication des comptes au *Moniteur*, responsabilité solidaire des administrateurs. La faveur s'applique exclusivement aux coopératives belges : les sociétés étrangères de ce type demeurent exclues. (*Ann. Sénat*, 9 janvier 1924, p. 195.)

3. Associations d'assurance mutuelle sur la vie : leur forme juridique..

Les associations d'assurance mutuelle bénéficient d'un régime de droit commun très libéral : elles sont régies par leurs règlements, par les principes généraux du droit et par les dispositions de la loi sur les assurances, en tant qu'elles ne sont point incompatibles avec ces sortes d'assurances. Elles sont représentées en justice par leurs directeurs. (Loi du 11 juin 1874, art. 2.) C'est tout, et, en principe, c'est très bien.

L'Exposé des motifs déclare que cette réglementation est insuffisante, en ce qui concerne l'assurance sur la vie : elle revient en fait à la suppression de toutes garanties, puisque tout est abandonné, ou peu s'en faut, à la liberté des conventions... Il est indispensable de donner aux associations d'assurance mutuelle un statut juridique propre, qui écarte désormais toute possibilité de confusion et dont les dispositions suppléent à l'insuffisance du texte susvisé. »

De là, dans le projet, un certain nombre d'articles spéciaux à cette forme d'entreprise (articles 7 à 13). Ces dispositions s'inspirent de cette idée qu'il faut emprunter à la loi sur les sociétés coopératives les garanties indispensables.

C'était là une erreur manifeste, un mauvais procédé de technique législative, qui ne pouvait manquer d'entraîner des conséquences absurdes : l'association d'assurance mutuelle n'est pas une société commerciale, et certaines dispositions de la loi sur les sociétés coopératives ne peuvent lui convenir. On commence par dire à l'article 7, que les associations belges d'assurance mutuelle sur la vie sont constituées dans les formes établies pour les sociétés coopératives, sans perdre leur caractère civil. C'est déjà étrange, et l'auteur du projet a aggravé son erreur, en indiquant limitativement les dispositions de la loi sur les sociétés coopératives qui ne s'appliqueront pas à la matière. Heureusement l'honorable M. Secliger s'est aperçu de certaines absurdités où l'on allait, et il a fait observer judicieusement que les articles exceptés n'étaient pas les seuls qui ne soient pas applicables à la matière. Le principe de son amendement était excellent : laisser la société d'assurance mutuelle sur la vie soumise à la loi de 1874, et, au lieu de procéder par comparaison, spécifier les garanties supplémentaires qui s'imposaient (*Ann. Sénat*, 5 déc. 1923, p. 51-52). Il ne fut pas suivi.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail n'a pas admis l'amendement. Le prin-

cipe demeure : l'association d'assurance mutuelle reste soumise à la loi du 11 juin 1874 ; mais elle sera, quant à la forme, société coopérative. Il est bien entendu qu'en prenant cet habit, elle n'en garde pas moins sa substance civile !

Examinons de plus près le régime auquel les associations d'assurance mutuelle seront effectivement soumises. Elles seront constituées dans les formes établies pour les sociétés coopératives : ce qui veut dire, je pense, par acte authentique ou sous signature privée avec publication des statuts au *Moniteur*. (Loi coord. sur les soc., art. 2 et 9.) C'est ce que l'honorable M. Seeliger proposait de dire *in terminis*, et cela valait mieux. Nous croyons que les mêmes formalités sont requises pour les modifications des actes sociaux (Loi soc. art. 12).

Quant aux autres dispositions de la loi sur les sociétés, les unes sont maintenues, les autres remplacées par des dispositions spéciales aux associations d'assurance mutuelle sur la vie, ce qui fait un ensemble assez disparate. On biffe l'article 115, et c'est la substance même de la coopérative qui s'évanouit : l'association ne sera pas une coopérative : qu'est-ce, en effet, qu'une coopérative qui ne se compose pas d'associés dont le nombre ou les apports sont variables et dont les parts sont incessibles ? Ce peut être tout, sauf une société coopérative. Et cependant la loi nous contraint de croire que c'en est une... quant à la forme. Cet article et l'article 117, 4^e sont remplacés par l'article 8 qui impose un fonds de garantie déterminé.

L'article 116 subsiste : dénomination de la société, minimum des associés, administration, tout cela est réglé comme dans les sociétés coopératives ordinaires. Et il en est de même de la responsabilité des membres : article 116, 4^e, article 118, 8^e et 119, 6^e, d'où il résulte que, sauf le cas où les statuts en décident autrement, les membres seront solidairement responsables de tous les engagements sociaux, et ce sur leur patrimoine entier : rédacteurs de statuts, prenez garde !

L'article 117 s'applique également sauf le n° 4 : l'acte constitutif doit donc déterminer la dénomination de la société, son objet, la désignation précise des associés.

L'acte portera, en outre, les mentions prévues à l'article 118, et à défaut de dispositions sur les points y indiqués, l'article 119 réglera la durée de la société, les admissions, départs et exclusions de membres, l'administration et la surveillance, la tenue des assemblées générales, le partage des bénéfices et des pertes. Les affiliés ayant, croyons-nous, la double qualité d'assuré et de membre de l'association, il résulte du n° 2 que, à défaut de dispositions des statuts, c'est l'assemblée générale qui admettra les assurés nouveaux ! Et voici que l'on nous parle de bénéfices et de pertes, ce qui est très naturel pour une société commerciale, mais ce qui paraît inconciliable avec la nature de la mutuelle : il faut lire, comme le disait excellemment M. Seeliger « excédent ou insuffisance de recettes ».

L'article 120 est remplacé par l'article 9 de la loi et, heureusement, l'article 121 est remplacé par l'article 10.

On a conservé l'article 122 disant que les associés ne pourront donner leur démission que dans les six premiers mois de l'année sociale. C'est étrange. Supposons une police d'assurance qui vient à échoir le 1^{er} septembre 1924 : l'ex-assuré restera membre de la société après cette date, s'il n'a donné sa démission

de l'association dans la première moitié de l'année sociale, c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 1924. Il restera membre indéfiniment, s'il n'envoie pas un écrit disant qu'il s'en va (art. 10). La situation sera la même pour l'assuré qui cesse de payer les primes, et demande le rachat de la police. A moins qu'on ne dise la seule chose qu'il aurait fallu dire : la qualité de membre de l'association et la qualité d'assuré se compénètrent en ce sens que l'associé qui cesse d'être assuré cesse par là même et automatiquement de faire partie de la société (1). Mais, s'il en est ainsi, que signifie la restriction de l'article 122?

Les articles 123, 124 et 125 sont sans application : la démission doit être notifiée par écrit. Elle est signée et datée par celui qui a la gestion et la signature sociale : on fait jouer là au directeur de la société un rôle plutôt fastidieux : à quoi bon cette formalité? L'article 11 règle l'exclusion : le fait de la résiliation d'une police entraîne-t-il l'exclusion de l'associé? On l'ignore et votre Section centrale n'ose proposer une solution, vu l'article 122 qui paraît supposer une distinction entre l'assurance et l'affiliation.

Les articles 126 et 127 s'appliquent sans difficulté. Mais voici que l'article 128 nous apprend que la retraite des associés doit être publiée : inadvertance sans doute, puisque les articles 10 et 11 ne font aucune allusion à pareille publication et que la société n'est pas tenue de déposer la liste des membres au greffe, l'article 135 ne devant pas s'appliquer.

Le titre nominatif de l'article 129 se trouve remplacé par la police d'assurance (art. 10), ce qui fait croire que, malgré tout, l'assurance et l'affiliation ne font qu'un.

L'article 131 nous dit que l'administration de la mutuelle dresse chaque année un inventaire.

L'article 132 ne s'applique pas : l'article 12 du projet règle la question.

L'article 133 est remplacé par l'article 13 du projet.

Le bilan annuel doit être déposé au greffe du tribunal de commerce (art. 134). Ne vaudrait-il pas infiniment mieux faire publier le bilan au *Moniteur*, ainsi que la loi l'exige pour les sociétés coopératives admises à faire l'assurance sur la vie (art. 14, 3°)? Cette différence ne s'explique pas; ce qui est indispensable pour la société anonyme et pour la société coopérative proprement dite, l'est aussi pour la société d'assurance mutuelle à forme coopérative...

Et voici, enfin, le comble de l'incohérence : pour les raisons exposées par M. Seeliger (*Ann. Sénat*, 5 décembre 1923, p. 52), la loi n'exige pas que la liste des membres soit déposée au greffe du Tribunal de commerce (art. 135), mais l'article 137 demeure applicable, et le public est admis à prendre gratuitement connaissance de listes... qui n'existent pas.

L'article 153 de la loi coordonnée sur les sociétés porte que les sociétés commerciales sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation. Cette disposition n'est pas spéciale aux sociétés coopératives, elle régit toutes les sociétés commerciales. Nous croyons devoir dire qu'elle s'applique aux associa-

(1) La cessation de l'assurance entraîne la cessation de l'affiliation : M. J.-J. HAGE. *Onderlinge Verzekering*, Rotterdam, 1914, p. 151. PR. ASTRESSE. *Assurances mutuelles*, t. I, 1901, p. 286.

tions d'assurance mutuelle sur la vie, en vertu du texte général de l'article 7 du projet.

4. *Les fausses mutuelles.*

Le projet veut écarter les fausses mutuelles, et il a raison. Ce qu'on leur reproche, dit l'Exposé des motifs, « ce n'est pas l'intention de gagner de l'argent : c'est le déguisement d'une affaire d'argent sous les apparences d'une œuvre désintéressée ». Plus loin : « Il conviendra de prendre des précautions pour empêcher que des entreprises à but lucratif puissent encore se dissimuler sous les apparences de sociétés mutuelles et afficher par là un désintéressement qui n'est ni dans les intentions ni dans les actes ». Et enfin : « l'intérêt public exige ici la franchise et la clarté. Lorsqu'on entend poursuivre une affaire lucrative, il faut l'affirmer sans détour : il n'y a rien d'odieux comme l'exploitation de la philanthropie ».

De là deux dispositions spéciales aux sociétés d'assurance mutuelle sur la vie :

Art. 7, al. 2. — Il leur est interdit de confier la gestion de leurs affaires à des entreprises de gérance. « Une mutualité vraie doit se gérer elle-même » dit encore l'Exposé. « Lorsqu'il n'en est pas ainsi, la soi-disant mutuelle n'est la plupart du temps qu'une filiale de l'entreprise de gérance qui voit dans la combinaison un moyen de faire des bénéfices, sans courir les risques et sans s'exposer aux responsabilités que devrait assumer une société d'assurance à primes fixes se présentant comme telle au public; et la chose n'est pas tolérable. »

Article 8, alinéa 3. Il est interdit de stipuler des avantages particuliers au profit des fondateurs ou d'un groupe d'associés. « Cette disposition, dit l'auteur du projet, s'inspire de la même pensée : il n'y a point de mutualité vraie en dehors de la solidarité et de l'esprit d'égalité. » C'est incontestable.

5. *Les sociétés coopératives peuvent-elles assurer des tiers ?*

Mais ici se pose une autre question : la société coopérative et l'association d'assurance mutuelle peuvent-elles assurer des tiers, autres que les associés et, qui ne participent ni aux excédents ni aux pertes éventuelles ?

Le projet le permet, croyons-nous, aux sociétés, coopératives existantes, admises à continuer leurs opérations, car la société coopérative proprement dite n'exclut pas le commerce, bien au contraire, elle le suppose (M. De Swarte, *Ann. Sén.*, 4 déc. 1923, pp. 37-38). L'amendement du Gouvernement qui est devenu l'article 14 du projet, nous paraît avoir détruit au point de vue législatif, la portée des considérations du rapport complémentaire de la Commission relatives à cet objet. (*Doc. Sén.*, 1923-1924, n° 12, p. 2.) Certaines coopératives, à l'heure actuelle, assurent des tiers, et l'article 14 qui les concerne, ne leur impose aucune modification à ce point de vue. Au fond, ce que voulait le Ministre, c'est que les sociétés coopératives existantes fussent mises sur le même pied que les sociétés par actions (*Ann. Sén.* 4 déc. p. 44).

6. *Les associations d'assurance mutuelle peuvent-elles assurer des tiers ?*

Quant à la société d'assurance mutuelle proprement dite, il a été déclaré au

Sénat, qu'elle ne peut grouper, outre ses membres, une clientèle qui ne participe ni aux avantages ni aux risques de l'entreprise. Répondant à une suggestion de l'honorable M. Digneffe relative aux sociétés de gérance, le rapporteur déclare : « La mutuelle doit se restreindre à assurer ses membres uniquement et elle ne peut étendre ses opérations aux personnes étrangères à la société. Ce qu'elle ne peut faire directement, elle ne peut le faire indirectement par le canal d'une entreprise de gérance. Ce serait tourner la loi, et cela il faut l'empêcher » (Rapp. compl. *Doc. Sénat*, n° 12). La même pensée se trouve exprimée par l'honorable M. Moyersoen, lorsqu'il déclare que « les entreprises d'assurances sur la vie se divisent en sociétés qui font le commerce des assurances et en sociétés mutuelles d'assurances qui travaillent exclusivement pour leurs membres » (*Ann. Sénat*, 4 décembre 1923, p. 43).

La Section centrale désire que le Gouvernement s'explique sur les questions d'ordre juridique suscitées par les dispositions concernant la forme des associations d'assurance mutuelle. Faisons une loi claire, et d'une application aisée. L'imperfection du texte et les doutes qu'il soulève pourraient être mortels pour les associations d'assurance mutuelle.

IV. PROHIBITION DES OPÉRATIONS TONTINIÈRES.

L'article 37 du projet porte ce qui suit :

« Sont assimilées aux loteries et passibles des peines portées aux articles 302 et 303 du Code pénal, toutes opérations d'épargne, de *capitalisation* ou d'*assurance* comportant l'*accumulation de sommes à répartir* entre les intéressés, soit par voie de tirage au sort, soit par l'effet d'une stipulation de survie *exclusive de tout engagement mathématique déterminé* en fonction des contributions ou *participations individuelles*. »

C'est la condamnation et la disparition à bref délai des sociétés tontinières, des sociétés de capitalisation, des pseudo-mutualités de divers genres, sans excepter celles qui sans distribuer des capitaux, se bornent à fournir des rentes à leurs affiliés.

Arrêtons-nous un instant aux trois catégories d'entreprises les plus répandues, et qui, toutes trois, tombent indubitablement sous le coup de cet article :

1. Les sociétés de capitalisation ;
2. Les tontines proprement dites ;
3. Les sociétés dites « Chatelusiennes ».

1. *Les sociétés de capitalisation.*

Voici en quoi consiste le contrat de capitalisation : l'adhérent s'engage à verser pendant un certain temps une mensualité déterminée, et, d'autre part, la société s'engage à lui payer une somme déterminée, soit à l'échéance du contrat, soit par anticipation, si le numéro du contrat sort à l'un des tirages au sort auxquels l'entreprise procède périodiquement.

Les sociétés de capitalisation ainsi entendues ne peuvent opérer en Belgique, sans s'exposer à tomber sous le coup des articles 301 et 302 du Code pénal. Ont été frappées successivement par les tribunaux : La Séquanaise Capitalisation, la

Constantia Capitalisation, le Crédit à l'Épargne, la Caisse Centrale de Capitalisation, la Garantie des Prévoyants, les Prévoyants, la Caisse générale des Familles, et d'autres sociétés, généralement d'origine française (Corr. Liège, 29 juillet 1911 et Appel Liège, 3 février 1912. *Pand. pér.*, 1912, n° 294 et *Pand. pér.*, 1913, n° 413-414; Corr. Bruxelles, 14 mars 1912, *Pand. pér.* 1912, n° 1082; Corr. Tournai, 1^{er} juin 1912, *Pand. pér.*, 1913, n° 47; Appel Bruxelles, 23 décembre 1912, *Pand. pér.*, 1913, n° 406. Comparer Appel Bruxelles, 9 août 1882, *Pas.*, 1882, II, 378).

Avant la guerre la jurisprudence était unanime. Il n'en est plus tout à fait de même à l'heure actuelle. Deux tribunaux correctionnels, celui de Mons (Jug. du 28 nov. 1922) et celui de Courtrai (Jug. du 19 févr. 1923), ont décidé que les opérations des sociétés de capitalisation ne constituent pas des loteries, par le motif qu'elles n'offrent pas au public l'espérance d'un gain exclusivement acquis par la voie du sort, et que le hasard se borne à fixer l'époque du remboursement, le gain étant déjà acquis aux termes du contrat liant les souscripteurs à la société. Ces décisions paraissent erronées. Car, n'est-ce pas un gain dû au sort que celui de se voir payer, anticipativement, un capital que, normalement, on ne devait toucher que vingt ou trente ans plus tard (1)? Nous n'avons pas eu l'occasion de voir un exemplaire des contrats de la « Caisse fraternelle de Capitalisation » visée aux jugements, mais il n'y a aucune témérité à penser que, ici comme partout, la sortie du numéro au tirage au sort dispense l'affilié de tous versements ultérieurs, et cette libération constitue, elle aussi, un gain exclusivement acquis par la voie du sort. Seule la jurisprudence antérieure se justifie, à notre sens.

Est-ce à dire que ces opérations soient toujours frauduleuses et que toutes les sociétés de capitalisation se créent des bénéfices usuraires? Il n'en est pas nécessairement ainsi, mais c'est généralement le cas. Un auteur français décrit les abus graves et nombreux auxquels les sociétés de capitalisation ont donné lieu dans son pays : prospectus alléchants, abus de l'appât illusoire de la loterie, placements de fonds aventureux suivis de débâcles retentissantes, clauses léonines des polices, abus des déchéances, inexistence ou insuffisance des valeurs de rachat, bénéfices excessifs de certaines sociétés, dissimulés d'ailleurs dans les bilans (2).

Le rapport fédéral suisse des Assurances pour 1909 examine la technique de la capitalisation, et il constate que les sociétés qui s'y livrent sacrifient les intérêts de leurs affiliés à ceux de leurs actionnaires, qu'elles compensent par l'appât d'une loterie la cherté de leur tarif, que les valeurs de rachat sont iniques, que les actionnaires et les administrateurs touchent de gros dividendes et d'énormes tantièmes (3).

Ne peut-on légiférer contre ces abus, laisser vivre les sociétés et les soumettre

(1) La somme de 100 francs, touchée aujourd'hui, au lieu de l'être dans trente-trois ans, et placée à 5 p. c. sera devenue 500 francs à l'échéance du contrat. Le sort procure donc au titulaire un gain égal à plusieurs fois le montant de l'engagement de la société.

(2) Projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation. Reproduit dans *Bull. des Assurances sociales*, 1907, pp. 472-488.

(3) *Rapport féd. pour 1909*. Berne, 1911, pp. XLV à XLVIII.

au contrôle? Ce serait un retour en arrière. En effet, le texte proposé ne fait que confirmer la jurisprudence établie : l'opération procure un gain par la voie du sort, elle constitue une loterie. Or, le Code pénal condamne la loterie en elle-même, indépendamment de l'abus qu'on peut en faire. Ce que la loi poursuit, c'est le mal social causé par le développement, dans le public, de l'amour du lucre obtenu par le seul effet du hasard. « Le législateur, dit un arrêt, veut empêcher l'incitation démoralisante à escompter le gain aléatoire et par suite la mésestime du travail » (1).

Le projet n'innove pas sur ce point, et nul, croyons-nous, ne fera un grief au législateur de fixer définitivement sur un point le sens des articles 301 et suivants du Code pénal.

2. *Les tontines proprement dites.*

La tontine est le groupement d'adhérents en une association d'une durée déterminée (10, 12, 15 ans); les cotisations de ces adhérents, déduction faite des frais de gestion, sont placées en valeurs mobilières, souvent en valeurs à lots, et capitalisées en commun. A l'expiration de l'association, son avoir, ainsi constitué par les versements, leurs intérêts, les lots qui ont pu échoir, est réalisé et distribué *entre les survivants*. L'adhérent ne peut prévoir la somme qu'il recevra : elle se trouvera déterminée, d'une part, par le cours des valeurs au jour de la liquidation, d'autre part, par le nombre des survivants, et enfin par le montant de la souscription de chaque adhérent (2).

La tontine présente, pour l'adhérent, un danger spécifique : s'il vient à mourir au cours de l'association, les primes qu'il a versées sont perdues. Il corrigera ce risque, en se faisant membre d'une caisse de contre-assurance : celle-ci, moyennant paiement d'une prime annuelle, remboursera aux ayants-droit, en cas de décès, tout ou partie des cotisations versées, sans les intérêts.

Les associations tontinières ne se gèrent pas elles-mêmes : elles sont administrées par une entreprise de gestion financière, généralement à forme anonyme ou coopérative. C'est cette société qui perçoit les cotisations et les primes de contre-assurance, place les capitaux des affiliés, administre les valeurs acquises au moyen des versements, et, au terme de l'association, distribue le produit entre les survivants.

Telle est la tontine. Elle constitue une « opération d'épargne comportant l'accumulation de sommes à répartir entre les intéressés... par l'effet d'une stipulation de survie exclusive de tout engagement mathématique déterminé en fonction des contributions ou participations individuelles ». Elle est frappée par l'article 37 du projet.

Que lui reproche-t-on ? Distinguons l'opération en elle-même et les abus auxquels elle a donné lieu.

L'opération en elle-même.

L'Exposé des motifs l'appelle « une loterie de la mort qui n'est qu'une sophis-

(1) NYPELS et SERVais. *Code pén. interprété*, t. II, articles 301-302, n° 4, pp. 287-288; *ibid.*, n° 6, p. 291; Cass. b., 25 janvier 1914. Pas., 1914, I, 95.

(2) SUMIEN, P. *Traité des Assurances terrestres et de la réassurance*, 1923, p. 136.

tication de l'assurance vraie, nuisible à l'intérêt général ». Et il s'explique : « Les tontines, qui se présentent sous des variétés multiples, ont toutes ce caractère commun de tendre à la répartition finale, au profit des survivants, des cotisations accumulées, sans qu'il y ait aucun rapport préfixe entre les charges assumées par les participants et les avantages aléatoires qu'on leur fait espérer. La loi d'équilibre est ici méconnue; il n'y a point compensation pécuniaire des effets du hasard. La survie n'intervient qu'à la façon du tirage au sort dans la loterie, avec cette différence que, *dans une loterie, l'égalité des chances peut être effective, tandis que dans la tontine, elle ne l'est jamais*. En effet, tous les participants sont traités de la même manière *quel que soit leur âge*; or, les probabilités de décès varient d'après l'âge. La tontine n'est donc qu'une *loterie injuste*, où l'on chercherait vainement l'élément de moralité qui est à la base de tout acte de prévoyance. Si les loteries sont prohibées, les tontines doivent l'être à plus forte raison ».

Au point de vue social, pareille opération ne présente aucune utilité, au contraire : « Engager un travailleur, père de famille, à conclure une assurance payable uniquement en cas de vie à un certain âge, comme le font une foule de sociétés tontinières et de capitalisation, c'est lui rendre un bien mauvais service; car c'est lui enlever le moyen de remplir un devoir beaucoup plus urgent et plus sacré, celui de mettre sa famille à l'abri du besoin en cas de mort prématurée du chef ». (Rapport suisse de 1910.) Or, on l'a vu, en cas de décès, la société ne rembourse que la part contre-assurée.

Les sociétés tontinières ne garantissent rien. Elles ne s'engagent pas à payer un capital déterminé, ni même un minimum : le produit de l'opération dépendra du cours des valeurs au moment de la liquidation, ainsi que du nombre des décès. L'administration se fait par la société de gestion mais, bien entendu, aux risques et périls des adhérents. La baisse des valeurs de placement constituera une perte pour les affiliés, alors que les caisses d'épargne garantissent le remboursement des fonds versés, avec les intérêts convenus, alors que d'autre part les sociétés d'assurance s'engagent à verser, en cas de vie, un capital déterminé ou une rente convenue.

Les abus.

Dans la pratique, les sociétés tontinières ont donné lieu à de graves abus.

Elles font les promesses les plus alléchantes, mais elles se gardent bien de les inscrire dans leurs contrats. Ceux-ci, il est vrai, portent en grandes lettres, un capital déterminé, mais ce capital n'est pas autre chose que le total des parts souscrites. Les contractants s'imaginent que cette somme leur est garantie avec un supplément considérable, et les agents le leur font accroire (1). Les sociétés

(1) La société X lançait dans le public, il y a quelques années, des prospectus conçus comme suit : « Voulez-vous, avec beaucoup de facilité vous constituer un capital au bout de douze années ? Oui ? Eh bien, voici ce qu'il faut faire :

Faites-vous inscrire dans l'Association d'épargne de la Société X (suit le détail des versements). Ce système d'épargne permet de croire, si l'on s'en rapporte aux résultats acquis par des groupements antérieurs, que le montant de vos économies peut doubler en l'espace de douze années. Les rabatteurs sont moins réservés et ils affirment, cela s'entend.

d'ailleurs, promettent de placer leurs fonds en valeurs de tout repos, de louer des coffres-forts dans les premières banques; elles font désigner des contrôleurs parmi les adhérents, mais tout cela ne donne à ceux-ci aucune garantie sérieuse. Les sociétés énumèrent avec insistance les sources nombreuses de bénéfices qui viendront accroître les versements : les intérêts des fonds placés, les gros lots qui seront encaissés, les intérêts supplémentaires à payer en cas de retard du paiement, la part des décédés, la part des démissionnaires et celle des adhérents frappés de déchéance.

En fait, les résultats ne sont jamais brillants : les sommes touchées au terme de l'association (10, 15 ou 20) ans, sont rarement supérieures au capital placé augmenté d'un intérêt minime (1). La dépréciation des valeurs d'État fait que les associations à liquider à l'heure actuelle le seront dans des conditions beaucoup plus défavorables encore.

La constatation ne doit pas nous étonner. Car, tout d'abord, la mortalité parmi les adhérents est inférieure à la mortalité générale : ne souscrivent à des opérations de cette durée que les personnes jeunes et bien portantes. Mais, surtout, les frais de gestion, c'est-à-dire, les bénéfices des administrateurs sont très élevés.

Une société ayant beaucoup travaillé les campagnes depuis 1918 s'attribue pour frais de gestion 5 p. c. sur le total de la souscription à prélever sur la première annuité; 2.5 p. c. sur les deuxième et troisième annuités, ce qui donne les résultats suivants : le capital souscrit étant de 5,000 francs à payer par annuités de 300 francs, la société s'approprie :

Sur la première annuité de 300 francs	fr.	250
» deuxième	»	125
» troisième	»	125

Sur les trois premiers versements de 900 francs	fr.	500
---	-----	-----

soit 10 p. c. sur le capital souscrit, ou plus de la moitié du total des trois premières annuités. Il faut y ajouter la prime annuelle de contre-assurance qui varie d'année en année et atteint pour 300 francs fr. 1.75 à l'âge de 10 ans, fr. 3.75 à 20 ans, 4 francs à 30 ans, 5 francs à 40 ans, fr. 7.50 à 50 ans, fr. 13.75 à 60 ans, fr. 28.50 à 70 ans. Il faut y ajouter encore 75 centimes de

(1) La plus importante de ces associations annonçait en 1895 que pour 500 francs versés, elle réparait au bout de quinze ans 1,320 francs par tête survivante. Or, pour les versements suivants :

Une part souscrite : principal	fr.	600.00
Droit d'entrée		5.00
Contre-assurance primes		82.00
Contre-assurance droit d'entrée		2.50
Soit en tout	fr.	689.50

les résultats ont été les suivants :

L'association liquidée en 1909 a donné. fr.	923.00
— — 1910 —	823.00
— — 1911 —	801.00
— — 1912 —	750.00

Cela fait à peine 1.25 p. c.

Le placement à la Caisse d'épargne, si peu productif qu'il soit, est encore meilleur et il est plus sûr.
Revue du Travail, janvier 1913.

frais de contre-assurance par an. Il ne faut pas perdre de vue, enfin, que certains frais, tels que les frais de recouvrement, frais de quittance et autres du même genre, ainsi que toutes les contributions demeurent à la charge des affiliés.

Ces chiffres n'ont rien d'anormal, ils correspondent à ceux des entreprises similaires.

Au bout de quinze ou vingt ans, lors de la répartition, l'adhérent voit qu'on l'a joué... Tout le profit qu'il escomptait est absorbé dans les énormes frais de gestion qui représentent le bénéfice de la société (1). Ceci est d'autant moins admissible que l'administration de pareille entreprise est relativement simple et facile, et que, d'autre part, le capital social ne court aucun risque puisqu'il ne répond pas du résultat des opérations.

Nous ne parlons que pour mémoire des déchéances, de l'insuffisance des valeurs de réduction, si elles existent, et d'autres abus signalés à propos des sociétés de capitalisation.

Ce que nous avons dit nous permet de conclure avec la *Revue du Travail* : « les organisateurs de ces sociétés s'enrichissent au détriment des travailleurs et cela sans avoir couru aucun risque et sans avoir pris le moindre engagement personnel. Cette facilité de gain, sans aucun risque, est la cause de l'éclosion de nombreuses sociétés basées sur les mêmes principes. On en rencontre partout en Belgique, ayant à leur tête des personnes très honorables, qui croient aider au développement de la prévoyance, faire de la philanthropie et dont la responsabilité est employée à couvrir les agissements de gens... ingénieux spéculant sur l'ignorance du public spécial auquel ils s'adressent... Les sociétés tontinières détournent la classe ouvrière des œuvres de saine prévoyance et le mal ne cesse de grandir. Elles sont néfastes, et, par conséquent, doivent être combattues énergiquement » (2).

3) Les sociétés dites « Chatelusiennes ».

Les sociétés dénommées « Chatelusiennes » du nom de Chatelus, le fondateur de la plus ancienne d'entre elles, peuvent être considérées comme des tontines d'un genre particulier, plus primitives et plus empiriques que les autres. Elles ont pour objet de partager entre leurs adhérents à partir d'une certaine durée de sociétariat (quinze ou vingt ans) les intérêts annuels du capital accumulé par les versements de tous les affiliés. Pendant les quinze ou vingt premières années d'existence, la société capitalise toutes les cotisations reçues et les intérêts de ces cotisations. Depuis l'expiration de cette période, elle répartit chaque année les intérêts seulement du fonds ainsi réuni, entre tous les adhérents ayant quinze ou vingt ans de sociétariat.

Ces entreprises se distinguent des tontines proprement dites en ce qu'elles ne partagent pas le capital, mais seulement les intérêts, et en ce que les adhérents d'une année ne forment pas une association à part, ayant droit au produit des capitaux versés par eux à l'exclusion des autres : les intérêts produits par tout

(1) Rapp. Suisse 1909, Berne 1911, p. XLIX.

(2) *Revue du Travail*, janvier 1913, p.

le capital sont distribués entre tous les adhérents ayant au moins quinze ou vingt ans de sociétariat. Elles se distinguent des mutualités de retraite, en ce qu'elles ne garantissent pas aux affiliés une rente déterminée, celle-ci devant varier en fonction des intérêts obtenus et du nombre des copartageants.

On a dit au Sénat (*Ann. Sénat*, 6 décembre, p. 71) que deux jurisconsultes éminents auraient déclaré que les sociétés de rentes ne sont pas visées par l'art. 37 du projet. On a peine à le croire, car, sans aucun doute, elles se livrent à des « opérations d'épargne comportant l'accumulation de sommes à répartir entre les intéressés par l'effet d'une stipulation de survie exclusive de tout engagement mathématiquement déterminé ». L'article 37 n'établit aucune distinction entre les capitaux et les intérêts, il parle de la répartition de « sommes » accumulées.

Les Chatelusiennes ont trouvé au Sénat un ardent défenseur en la personne de M. Magnette. Y a-t-il lieu d'étendre la prohibition à ces organismes ? Nous ne pouvons que répondre à *fortiori*, si l'on prohibe les tontines.

Les opérations des Chatelusiennes dépassent en injustice celles des tontines. Elles enrichissent les souscripteurs des premières années au moyen des sommes versées par les adhérents subséquents. Il suffit de réfléchir un seul instant, pour s'en rendre compte. Il faut vingt ans de sociétariat pour participer au partage des intérêts. Supposons une société fondée en 1904 et qui a recruté, au cours de la première année, 1,000 adhérents. Elle continue à progresser, et après vingt ans, elle compte 50,000 adhérents. En 1924, les 1,000 adhérents de la première heure se partageront *tous* les intérêts des sommes versées depuis 19, 18, 17... années par les 49,000 sociétaires qui, au moment du partage, n'ont pas atteint vingt ans de sociétariat.

L'injustice de la combinaison résulte à toute évidence de cette mention que nous trouvons dans un prospectus : ceux qui auront versé leurs cotisations pendant vingt ans profitent : 1° des intérêts du capital qu'ils ont versé ; 2° des intérêts des capitaux versés par les autres adhérents non encore arrivés à l'âge de la pension ; 3° des intérêts des capitaux versés par les associés décédés ou déchus de leurs droits pour cessation des versements.

Les Chatelusiennes ne garantissent pas une rente déterminée. Et, à mesure que le nombre des retraites augmente, le montant de la pension diminue, pour tomber bientôt loin en-dessous de ce que garantit une assurance de rente différée ou une pension de retraite à capital abandonné.

Les partisans des Chatelusiennes répondent : « C'est entendu, les rentes ne sont pas en rapport avec les versements individuels. C'est ce qui distingue la prévoyance « libre » de la prévoyance « officielle », c'est ce qui caractérise la vraie mutualité, la nôtre ». Dans une brochure de propagande intitulée *Pour convaincre* et signée J. VARENDONCK, docteur ès lettres, actionnaire et président de groupe d'une Chatelusienne, celle-ci est représentée sous l'image d'un carosse auquel les adhérents s'attellent à tour de rôle, et dans lequel, lorsqu'ils auront les membres engourdis par l'âge et l'usure, ils monteront pour se reposer, se rassasier et se faire traîner par d'autres plus jeunes. « Cette image, dit l'auteur, n'a d'autre but que de faire voir que la combinaison a un caractère d'entraide et d'assistance mutuelle qui l'ennoblit, la sanctifie et la transforme en une institution humanitaire que tout homme de bien devrait avoir à cœur d'encourager » (p. 17). N'insistons pas.

Il y a une vingtaine d'années, les sociétés créées chez nous faisaient grand état des résultats merveilleux atteints en France et en Italie par les sociétés du même type qui, à cette époque, commençaient à distribuer des pensions : les « Prévoyants de l'Avenir », fondée à Paris en 1880 et la « Cassa mutua cooperativa italiana », fondée à Turin en 1893.

« Depuis le 31 décembre 1901, lit-on dans le prospectus d'une société belge, « les Prévoyants de l'Avenir » ayant vingt années de sociétariat, ont touché une rente qui, pendant plusieurs années, a atteint 360 francs. Ces sociétaires ont versé 1 franc par mois pendant vingt ans, soit 240 francs. Dès la première année, ils ont touché 1 1/2 fois le capital versé ». Ce que le prospectus ne dit pas, c'est que la société avait 757 sociétaires en 1881, 1,432 en 1882, 3,769 en 1883, nombres devenus 262,403 en 1901, 296,092 en 1902 et 347,951 en 1903. C'est des intérêts accumulés par les versements de cette masse, qu'on distribuait une part à quelques privilégiés. La diminution ne tarda pas à venir : en 1906 on ne distribuait déjà plus que 120 francs, et les rentes des années suivantes furent de 54.60 — 38.30 — 33.30 et 31 francs. On a soutenu que, suivant la méthode adoptée, celui qui entrerait en 1900 ne toucherait en 1920 que 12 à 15 francs. Cette inégalité monstrueuse fit erier, la société fut déclarée nulle par jugement du tribunal de la Seine, la question fut portée devant le Parlement, et il intervint une loi qui interdit la création dans l'avenir de sociétés de ce genre, et fit défense aux sociétés existantes de répartir au cours des dix premières années du partage une somme supérieure à une fois et demie le capital versé. La mesure, due à l'initiative parlementaire, était insuffisante (1).

L'histoire de la caisse mutuelle coopérative italienne de Turin n'est pas plus édifiante. Cette société avait commencé par assigner un maximum du 2,000 livres de retraite par cotisation de 1 lire par mois. L'inégalité choquante fut bientôt mise en lumière. A diverses reprises les affiliés invitèrent la société à améliorer les bases techniques de l'institution. On commença la réforme : on réduisit à 200 puis à 100 livres le maximum de la pension de retraite. La discussion publique s'ouvrit non seulement sur les bases techniques de la Caisse, mais encore sur sa marche administrative. La question eut son écho à la Chambre des députés qui ordonna une enquête. Les résultats en furent désastreux, en ce qui concerne le côté technique de la question. Le Gouvernement présenta un projet de loi défendant en Italie l'exercice des associations tontinières et de répartition. Le projet fut absorbé par la loi du monopole, qui interdit la tontine et la répartition, et prescrivit la liquidation des opérations en cours (1).

Tels sont les deux organismes que l'on crut, jadis, devoir proposer en modèles à nos populations.

On a beaucoup insisté, au Sénat, sur l'inaliénabilité du capital versé. Pratiquement cela revient à dire que l'adhérent fait ses versements à capital abandonné, mais sans recevoir de ce chef une augmentation de la pension. En effet, le capital par lui versé servira, après son décès, à produire des intérêts au profit des autres

(1) *Bull. Prévoyance*, mars 1902, p. 54; décembre 1908, p. 19^a.

(1) Dr VINCENZO MAGALDI, « Les assurances populaires et le monopole des assurances sur la vie », *Bulletin des Assurances sociales*, 1913, n° III, pp. 35-37.

adhérents, alors que, dans une caisse de retraite bien organisée, le capital abandonné est lui-même absorbé par la rente qui, dans cette hypothèse, sera supérieure à celle obtenue par les mêmes versements faits à capital réservé.

Mais ces sociétés ne sont pas éternelles : elles se créent pour une durée déterminée. Les statuts prévoient même la dissolution avant terme. A qui le capital appartiendra-t-il en cas de dissolution ? Aux adhérents ? Ils n'y ont en principe aucun droit. A la société ? Il y a lieu de le croire : ce capital constitue, semble-t-il, un bien social et il sera à la libre disposition de la société, dès que toutes les obligations — c'est-à-dire le paiement des pensions —, auront été exécutées, soit après la mort du dernier rentier. Sauf disposition contraire des statuts, l'assemblée générale disposera des millions accumulés. La seule possibilité de pareille liquidation apparaît comme une monstruosité.

Les sociétés intéressées paraissent l'avoir compris. Les statuts d'une société anonyme belge du type étudié portent : « Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins du directeur général et des membres du conseil d'administration alors en exercice, à moins de décision contraire de l'assemblée générale. Après apurement de toutes les charges sociales, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le capital versé sur les (500) actions de capital. Le solde sera partagé entre toutes les actions indistinctement (500 de capital et 2,000 parts de fondateurs) ». Les adhérents auront-ils le droit de participer au partage du capital inaliénable ? Oui, suivant le livret de membre que j'ai sous les yeux : « en cas de liquidation de la société, les rentiers et crédi-rentiers, en règle avec leurs versements, auront droit au partage du capital inaliénable. Les liquidateurs devront tenir compte du montant des versements opérés par chacun d'eux et de la date de ces versements ».

La même disposition fut adoptée par une société mutuelle s'occupant du même objet, mais cette fois dans les statuts mêmes, ce qui donne plus de garanties aux adhérents : « En cas de dissolution, l'actif sera partagé entre les sociétaires dont les livrets sont à jour au moment de la décision de l'assemblée générale et au prorata des versements effectués par eux ».

Ces dispositions sont profondément iniques. Cette fois, en effet, ce n'est plus le revenu des sommes versées par les adhérents prédécédés et déchus qui servent à enrichir les survivants : c'est le capital même. Un jour viendra où les Chatelusiennes auront tout intérêt à ne plus recruter de membres, et même à prononcer leur dissolution : moins il y aura de copartageants, et plus les dernières rentes seront élevées, plus grande aussi sera la part des survivants lors de la liquidation des capitaux dits inaliénables.

Il y a lieu de ne pas faire abstraction des méthodes de propagande de certaines sociétés de rentes. Leurs procédés égalent ou dépassent ceux que nous avons reprochés aux sociétés tontinières. Le public spécial auquel on s'adresse ne s'engage que si on lui promet monts et merveilles. C'est ce qu'on fera.

Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de prospectus et d'articles de propagande répandus par une société anonyme de l'espèce.

En gros caractères : « Une rente de 360 francs pour un capital versé de 240 francs. (Suivent les détails reproduits ci-dessus concernant les Prévoyants de l'Avenir.) Plus loin : Chaque assuré pourra souscrire un maximum de

10 parts... Si cette faculté avait été accordée aux Prévoyants de l'Avenir, les premiers pensionnés auraient touché une rente de 3,600 fr. pour un capital versé de 2,400 fr. (en gros caractères). Le taux de la rente fléchira au bout de quelques années... Nous estimons toutefois que la rente servie ne sera jamais inférieure à 150 francs par part, soit 3 ou 4 fois ce que garantissent, moyennant même versement, la Société générale de Retraite de l'État et les sociétés d'assurance.

» *Paiement de la cotisation.* 1 fr. 05 par mois pour avoir 150 francs de rente après vingt ans de versements.

2 fr. 10 par mois pour avoir 300 francs de pension.

3 fr. 15 » » 450 » »

4 fr. 20 » » 600 » »

5 fr. 25 » » 750 » »

6 fr. 30 » » 900 » »

7 fr. 35 » » 1,050 » »

8 fr. 40 » » 1,200 » »

9 fr. 45 » » 1,350 » »

10 fr. 50 » » 1,500 » »

» *Preuves pratiques et expérience du système.* (Le paragraphe commence par rappeler que les Prévoyants de l'Avenir ont payé, certaines années 360 francs. La réclame est de juin 1907 et elle omet de dire que les Prévoyants ne payaient déjà plus que 120 fr. en 1906. Elle continue :)

« *Exemples :* 4° Une servante, âgée de 25 ans, souscrit quatre parts de 1 franc par mois ; à 45 ans, elle peut cesser de servir, ayant acquis une rente de 600 francs par an.

» 5° Un père de famille a trois enfants ; il souscrit pour chacun deux parts de 1 franc par mois, ce qui lui fait 6 francs par mois, pendant vingt ans. Il a ainsi assuré pour chacun de ses enfants une rente de 300 francs par an, qu'ils toucheront chacun à partir de l'âge de 35 ans.

Ce qui est grave, c'est que de toutes ces prévisions rien n'est assuré, et *rien ne se réalisera*. En effet, l'année 1924 verra les tout premiers rentiers de la société visée toucher pour la première fois, non pas 360 francs, ni même 150 francs, ce qui, au dire des anciens prospectus, devait être un minimum, mais 100 francs : les bénéficiaires ne sont pas plus de 1,459, propriétaires de 2,794 parts. L'avenir nous dira ce que touchera la masse qui les suivra dans quelques années.

La même société se livre à l'égard de la Caisse générale d'épargne et de retraite, à des attaques que nous aimons mieux ne pas qualifier :

« Il importe de démontrer à tous la supériorité incontestable du système de notre société sur la Caisse de retraite. En consultant le tarif officiel, je vois qu'un enfant de 15 ans en versant 1 franc par mois sans interruption, touchera, à capital abandonné, à 50 ans, une rente annuelle de fr. 67.27, rente qui à capital réservé, est ramenée à fr. 38.87. Cet enfant aura versé de 15 ans à 50 ans, donc pendant 35 ans. Un autre enfant du même âge verse également 1 franc par mois, mais chez nous. Vingt ans plus tard, donc à 35 ans, il touchera une rente viagère de

150 francs. Quand le premier touchera sa première année de rente à 50 ans, le second aura touché la sienne pendant quinze ans, soit donc 2,250 francs ».

Dans les grands centres du pays, la même société organise des fêtes d'hiver, des fêtes d'été, des banquets et des bals à grand orchestre, ainsi qu'elle s'exprime elle-même. Et je lis dans une de ses publications : « Nos adhérents viennent à bout de tout : bœuf, gibier, poulet, dessert. Par-dessus bordeaux et bourgogne, on vide évidemment, la coupe de la « Victoire ».

Faut-il s'étonner que les frais de gestion s'élèvent à des sommes considérables? Suivant les données mêmes fournies par les statuts et les livrets de deux sociétés, l'une anonyme (A) et l'autre mutuelle (B), les frais de gestion et retenues diverses s'élèvent à des taux variant de 10 à 23 p. c. du montant de la souscription. Nous faisons suivre le détail.

Société A (livret art. 22).

Montant de la souscription.	Droit d'inscription.	Frais de gestion.	Charge mensuelle.	Abonn. journ.	Total.	Frais p. c.
A. 300 (20 ans) .	3	15 (1)	12 (2)	40	70	23,33
B. 500 (14 ans) .	3	35 (3)	25,20 (4)	28	91,20	18,24
C. 600 (10 ans) .	3	42 (5)	18 (6)	20	83	13,82

La société s'attribue outre cela : le reliquat de la caisse de réserve, après règlement des charges annuelles et constitution de la réserve nécessaire pour effectuer les remboursements statutaires ; 25 p. c. des intérêts de retard appliqués aux souscripteurs en retard de paiement ; un prélèvement de 5 p. c. sur le montant des dividendes payés annuellement au credi-rentier.

Société B. (Statuts.)

Montant de la souscription.	Droit d'entrée art. 10.	Livret art. 10.	Taxe contrib. art. 8.	Gestion 4 p. c. art. 51.	Recouvr. 2 p. c. art. 51.	Total.	Frais p. c.
180 (15 ans) . .	5	1	15	7,20	3,60	31,8	17,66
360 (15 ans) . .	7,50	1	15	14,40	7,20	45,1	12,53
540 (15 ans) . .	10	1	15	21,60	10,80	58,4	10,81

Il y a lieu de noter que la contribution aux frais est relativement plus lourde pour les petites souscriptions que pour les grandes.

(1) 5 p. c. sauf pour les souscriptions libérées anticipativement : 7 p. c.

(2) 5 c. par mois pendant vingt ans.

(3) 7 p. c. sauf pour les souscriptions libérées anticipativement : 10 p. c.

(4) 15 c. par mois pendant quatorze ans.

(5) 7 p. c. sauf pour les souscriptions libérées anticipativement : 10 p. c.

(6) 15 c. par mois pendant dix ans.

Les frais de gestion sont, comme dans les tontines proprement dites, prélevés sur les versements de la première ou des trois premières années, et ces sommes sont définitivement acquises à la société gérante, quel que soit le sort ultérieur de la souscription.

Il y a lieu, enfin, de ne pas perdre de vue que certains frais ne sont pas supportés par la société de gestion, mais demeurent à la charge du capital productif de rentes. Ce sont ceux résultant de l'achat, de la vente, du transfert, de la garde et de l'entretien des propriétés ou des titres, etc., en un mot, toutes les dépenses qui ne rentrent pas dans la catégorie des dépenses faites par la société pour assurer le recrutement des souscripteurs et l'encaissement de leurs versements (société A).

L'assainissement de la Chatelusienne est-il possible? Peut-on combattre et détruire les abus constatés, sans entamer le principe même de l'opération? On l'a prétendu.

Les entreprises intéressées ont pris ou se déclarent prêtes à prendre certaines mesures, en vue de corriger l'inégalité qu'on leur reproche : fixation d'un maximum pour les premières années, constitution d'un fonds de réserve en vue de parer les pensions dans les années maigres, retardement du paiement des intérêts jusqu'à un âge déterminé pour les plus jeunes, diminution de la rente dans une certaine mesure pour les mêmes, etc. Tous ces procédés sont purement empiriques, et, ainsi que le déclarait au Sénat M. de Ghellinck, « ceci condamne tout le système ». Ou bien on formera au moyen des cotisations un fonds commun et on partagera le montant total des intérêts entre tous les membres ayant atteint une ancienneté déterminée, et, dans ce cas, on ne supprimera jamais les inégalités : toujours les uns payeront pour les autres, il n'y aura pas équivalence des engagements individuels. Ou bien, on fera servir les sommes versées par chacun des adhérents à la constitution d'une rente à son profit exclusif, à capital réservé ou à capital abandonné : il y aura égalité des prestations, la valeur de la rente sera mathématiquement déterminée : le système des chatelusiennes aura disparu pour faire place à l'assurance d'une rente viagère personnelle déterminée, la seule forme de la prévoyance en concordance avec les exigences de la technique et de l'équité.

Le Parti ouvrier belge et les Syndicats chrétiens, l'un sur rapport de M. G. Grimard, les autres sur rapport de M. De Queker, ont pris position avant la guerre contre les Chatelusiennes. Ils ont rendu service à la classe populaire en montrant les écueils et les abus des pseudo-mutualités. Il appartient au législateur d'achever l'œuvre d'assainissement commencée, et d'interdire désormais les opérations du genre chatelusien.

Au Sénat, un amendement a été déposé, en vue de soustraire à l'application de la loi les sociétés d'épargne et de capitalisation. En effet, disait-on, l'article 37 constitue un hors-d'œuvre, il faut sérier les problèmes et s'occuper de l'épargne et de la capitalisation demain. (De Swarte, *Ann. parl.* 12 déc. 1923-1924, p. 83-84; Magnette, *ibid.*, p. 86.) Il fut répondu que ces sociétés font de l'assurance (M. de Ghellinck, *Ann. parl. Sénat, ibid.*, p. 97 et M. Moyersoen, *Ann. Sénat*, 13 déc. 1923, p. 107).

Certaines formes accessoires de la tontine, de la capitalisation et de l'association de rentes empruntent la technique de l'assurance, tandis que d'autres font de la loterie ou de l'empirisme pur. Mais qu'importe cette question ! Nous retenons que leur principe même est détestable, et qu'il y a lieu de les frapper tant à cause de cela qu'à cause des nombreux abus auxquels elles donnent lieu.

Ne voit-on pas d'ailleurs que ne pas prohiber les tontines, les sociétés de capitalisation et les chatelusiennes, c'est laisser subsister dans la législation sur les assurances une fissure qui pourrait devenir mortelle pour l'édifice : ainsi que le déclarait le rapporteur du Sénat : « Le rejet de l'article 37 déforcerait toute la loi et rendrait celle-ci inutile et illusoire ». Tel financier véreux, se voyant fermer l'accès à la profession d'assureur, se rejeterait sur l'épargne et la capitalisation, et ferait librement des victimes, parce que le législateur aurait cru ne pas devoir s'occuper sans délai de ces opérations. Ce serait d'un illogisme flagrant, et ce serait une faute impardonnable.

On s'est plaint de ce qu'on s'attaque à des sociétés existantes, ce qui constituerait une atteinte à des droits acquis. C'est une erreur. Il sera interdit à ces sociétés de traiter de nouvelles affaires aussitôt que la loi entrera en vigueur. Mais, en vertu de l'article 43, il leur sera permis de poursuivre l'exécution des contrats souscrits auparavant. La société se trouvera donc dans l'alternative, ou de prononcer sa dissolution à plus ou moins bref délai, ou de se transformer en une entreprise susceptible de recevoir l'autorisation... Tous les droits et tous les intérêts respectables sont donc sauvegardés (M. Moyersoen, *Ann. Parl. Sénat*, 6 déc. 1923, p. 77, 2^e col., 78, 1^{re} col. au bas, et *ibid.*, 13 déc. 1923, p. 107).

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre Section centrale vous propose l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

E. VAN DIEVOET.

Le Président

L. BERTRAND.



ANNEXE

Aperçu des principales législations étrangères.

1. — FRANCE.

Loi du 17 mars 1905. — Cette loi soumet à un même régime de surveillance toutes les entreprises d'assurances sur la vie, françaises et étrangères, à primes fixes et mutuelles, les tontines, et, depuis les lois du 26 mars 1921 et du 20 février 1922, les sociétés d'assurances-nuptialité et natalité, et les sociétés qui acquièrent des immeubles à rente viagère. Elle a été complétée par une série de décrets d'exécution. Notre projet s'inspire dans une large mesure des principes de la loi française.

Toute société, avant de pouvoir fonctionner, doit solliciter du Ministre du Travail son enregistrement. La demande est soumise au Comité consultatif des assurances sur la vie et l'enregistrement est donné par arrêté ministériel. Ce n'est pas à proprement parler une « autorisation ». Si les conditions légales et réglementaires existent effectivement, c'est un droit pour la société d'être enregistrée, et le refus du ministre peut être déféré au Conseil d'État « pour excès de pouvoir ».

La société doit fournir certaines garanties : elles sont relatives aux énonciations, au capital social, à la réserve de garantie, aux tarifs de prime ou cotisation, aux frais de premier établissement : un décret du 20 janvier 1906 établit un tarif de primes minimum pour empêcher la concurrence au rabais.

Le Ministre du Travail exerce un contrôle permanent sur les sociétés, avec le Comité consultatif des assurances sur la vie. Le service de contrôle a le droit de vérifier sur place toutes les opérations des sociétés. Le Ministre peut leur faire des injonctions, prescrire tous redressements, toutes rectifications utiles, notamment en ce qui concerne le calcul des réserves mathématiques ; les décrets règlent l'emploi des valeurs appartenant à la société.

Certaines mesures de publicité sont imposées aux sociétés. Les résultats de la surveillance de l'État et la situation des entreprises contrôlées font l'objet d'un rapport annuel publié au *Journal officiel*. Ces prescriptions sont sanctionnées par des pénalités diverses, dont la plus importante est le retrait de l'enregistrement.

L'article 7 de la loi institue un privilège au profit des assurés, jusqu'à concurrence du montant des réserves mathématiques et de la réserve de garantie, ainsi que du montant des comptes de bénéfices accumulés.

Les sociétés étrangères doivent avoir en France un siège spécial et une comptabilité spéciale.

Le même régime s'applique, mais avec certaines particularités, aux sociétés d'assurances à forme mutuelle ou tontinière, aux entreprises de capitalisation et aux sociétés d'épargne.

(Voir sur la loi française, SUMIEN, P., *Traité des Assurances terrestres et de la réassurance*, Paris 1923, n° 597-616, pp. 240-250.)

2. — SUISSE.

Loi fédérale du 25 juin 1885 concernant la surveillance des entreprises privées en matière d'assurance. — Cette législation qui a servi de modèle à la plupart des autres, et dont le projet s'est inspiré dans une certaine mesure, soumet à la surveillance du Conseil fédéral toutes les entreprises privées en matière d'assurance, qui veulent opérer en Suisse, quels que soient leur forme, leur nationalité et leur objet. Pour pouvoir exercer leur industrie en Suisse, les entreprises doivent remplir certaines conditions déterminées, soumettre au Conseil fédéral des documents indiquant les bases fondamentales et les conditions générales des polices, et notamment en ce qui concerne les assurances sur la vie, les tables de mortalité, le taux d'intérêt, les primes nettes et le chargement; les bases et les méthodes du calcul de la réserve, etc. Elles doivent fournir un cautionnement. Le Conseil fédéral prononce sur les demandes d'autorisation. Chaque année la société doit soumettre au Conseil un compte-rendu et un compte annuel détaillés. Sur réquisition elles doivent fournir toutes informations que le Conseil désire, produire leurs livres, etc. Le Conseil prend en tout temps les décisions qui lui paraissent nécessaires dans l'intérêt général et dans l'intérêt des assurés. Il peut retirer l'autorisation et interdire à l'entreprise de faire de nouvelles opérations. Le Bureau fédéral des assurances publie chaque année un rapport détaillé sur la situation des entreprises d'assurance soumises à sa surveillance. Les rapports du Bureau sont d'un grand intérêt et très instructifs pour les assureurs eux-mêmes.

Le cautionnement doit être versé en espèces ou en titres : il sert de gage aux assurés. Il est interdit aux compagnies de faire mention de ce cautionnement dans leurs annonces ou prospectus (Règlement du 12 octobre 1886). En cas de retrait de l'autorisation, le cautionnement ne sera restitué que lorsque l'entreprise prouvera qu'elle a liquidé tous ses engagements en Suisse.

Une loi du 2 avril 1908 régit le contrat d'assurance. Elle est généralement considérée comme un modèle du genre, et elle sauvegarde les droits de l'assuré infiniment mieux que notre texte vieilli du 11 juin 1874.

3. — AUTRICHE.

La question était régie jusqu'en ces derniers temps par un arrêté ministériel du 5 mars 1896 dit *Assekuranz Regulativ*. Un projet de loi avait été déposé avant la guerre. On prévoyait que les principes fondamentaux du contrôle, qui sont ceux de la législation suisse, ne seraient guère modifiés. Le contrôle est confié à un service technique institué par le Ministère de l'Intérieur, auquel est adjoint un comité d'experts.

4. — ALLEMAGNE.

Loi fédérale du 12 mai 1901. — Cette loi règle pour tout l'Empire l'autorisation et le contrôle des entreprises. Elle n'a fait que suivre les modèles suisse et autrichien. Le service compétent est l'Office impérial des assurances.

5. — LUXEMBOURG.

Loi du 20 novembre 1891. — Soumet les sociétés d'assurance sur la vie à l'autorisation préalable, au cautionnement et au contrôle.

6. — SUÈDE.

Loi du 25 juillet 1903. — S'inspire des mêmes idées : autorisation préalable, cautionnement et sûretés, contrôle sévère, et, en cas de liquidation : administration par le service d'inspection lui-même. La loi s'applique à toutes entreprises d'assurances, quel que soit leur objet.

7. — DANEMARK.

Loi du 1^{er} avril 1914. — Soumet au contrôle les sociétés d'assurances sur la vie, tant nationales qu'étrangères, d'après les mêmes principes que la loi suédoise.

8. — NORVÈGE.

Loi du 29 juillet 1911. — Autorisation préalable, cautionnement, contrôle permanent d'un conseil des assurances.

9. — ÉTATS-UNIS.

Les États ont promulgué un certain nombre de lois qui organisent l'autorisation préalable, le contrôle, et astreignent les assureurs étrangers à certains dépôts. Elles règlent le calcul des réserves mathématiques et prescrivent des modèles de police (Standard policies). La législation de New-York est particulièrement sévère : elle instaure une surveillance rigoureuse et minutieuse par un surintendant élu pour trois ans par le Gouverneur de l'État.

10. — ANGLETERRE.

Assurance Companies Act 1909 entré en vigueur le 1^{er} juillet 1910. Publicité réglementée, dépôt d'un cautionnement important, examen des bases techniques et des comptes de l'entreprise par le Board of Trade, autorisation et contrôle du pouvoir judiciaire en cas de fusion, de cession de portefeuille, de liquidation. Si le principe de la publicité demeure à l'avant-plan, la loi de 1909 n'en marque pas moins un grand pas dans la voie du contrôle en usage sur le continent et au-delà de l'Océan.

11. — ESPAGNE.

Loi du 14 mai 1908. — Autorisation et contrôle de l'« Inspeccion de Seguros » dépendant du Ministère du Travail. Toutes publications émanant des sociétés d'assurances sont assujetties à l'approbation préalable du service d'inspection. 50 p. c. de la réserve mathématique à verser à la caisse des dépôts ou à la Banque d'Espagne. La loi prévoit même le séquestre et l'administration forcée, en cas de besoin.

12. — HOLLANDE.

Loi du 22 décembre 1922 sur l'exercice de la profession de l'assurance sur la vie (Wet op het Levensverzekeringsbedrijf).

Le principe est emprunté à la loi anglaise : c'est la publicité renforcée par un contrôle restreint. La loi porte certaines prescriptions sur la forme juridique des sociétés anonymes et des sociétés d'assurances mutuelles. En principe le capital (ou le fonds social) doit s'élever à un million de florins au moins. Avant de commencer ses opérations, l'entreprise soumet à un organisme appelé Chambre d'Assurance (*Verzekeringskamer*), des documents d'où il doit résulter que son organisation est conforme à la loi ; — dans le mois, la Chambre fait savoir à l'entreprise si, à son avis, elle satisfait aux exigences fixées ; — éventuellement, recours à la Reine qui décide, le Conseil d'État entendu.

Chaque année les entreprises autorisées fournissent tous renseignements utiles sur l'exercice à la Chambre d'assurance. Cette dernière peut examiner les livres et documents des assureurs, ou les faire examiner par des mandataires munis de pouvoirs spéciaux. Le dépositaire des livres ou documents est obligé de les produire à toute réquisition.

La Chambre d'assurance peut donner des avis, et publier ces avis, si l'assureur n'y donne suite dans un délai déterminé. Le public intéressé peut donc se rendre compte.

Les assurés n'ont pas de privilège sur la réserve mathématique de l'assureur, mais celui-ci ne peut s'occuper que de la seule branche-vie.

La loi prend certaines mesures relatives à la cession et à la fusion des entreprises. Elle règle comme suit le cas d'insolvabilité : le tribunal de première instance peut prononcer l'état précaire d'une entreprise (*toestand welke bijzondere voorziening behoeft*). Dès lors la Chambre d'assurance prend soin de la sauvegarde des intérêts des créanciers ; elle peut même se substituer aux administrateurs et commissaires. Si la situation s'empire, la société pourra être mise en faillite.

Suivent une série de dispositions pénales.

On a fait remarquer, au cours des travaux préparatoires, que la loi n'est pas suffisamment préventive : au moment où la Chambre d'assurance et le tribunal interviennent activement, le mal est fait, et le plus souvent irréparable.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 APRIL 1924.

Wetsontwerp

betreffende de Controle op de levensverzekeringsondernemingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

MIJNE HEEREN,

Met 87 stemmen en 16 onthoudingen, heeft de Senaat, op 9 Januari j. l., het wetsontwerp goedgekeurd betreffende de controle op de levensverzekeringsondernemingen. Op hunne beurt hebben de leden van de afdelingen der Kamer het ontwerp eenparig, behoudens één of twee onthoudingen, aangenomen. Over het beginsel der controle wordt niet meer geredetwist, en de wijzigingen door de Regeering voorgesteld worden bijgetreden door de groote meerderheid van de parlementsleden uit al de partijen.

De Memorie van Toelichting (Senaat, stuk n° 78, 1921-1922) en het eerste verslag uitgebracht door den heer senator de Ghellinck d'Elseghem, namens de Commissie voor Nijverheid en Arbeid (Senaat, stuk n° 223, 1920-1921) hebben de beweeggronden en de werking der controle op voldoende wijze doen uit-schijnen.

Wij zullen er ons bij bepalen de hoofdzakelijke punten aan te raken, welke de aandacht der andere Kamer hebben gaande gehouden.

Het zijn :

- I. Het eigenlijk beginsel van de controle-wet.
- II. De wijze waarop de controle wordt uitgeoefend en de Raadgevende Commissie.
- III. De rechtsvorm van de levensverzekeringsondernemingen.
- IV. Het verbod der tontine-verrichtingen.

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n° 83.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Hubin, Heyman, Debruyne (René), Van Dievoet, Troclet, Lamborelle.

I. — HET BEGINSEL DER CONTROLE.

1. — *Hoogdringendheid van eene bijzondere wetgeving.*

Niemand nog betwist dat zulke wetgeving noodzakelijk is. Hoe menigmaal heeft men niet de talrijke en schreeuwende misbruiken aan de kaak gesteld, waartoe de verrichtingen van sommige levensverzekeringsondernemingen aanleiding geven! Tal van volksverzekeringsmaatschappijen ontstaan niet om in 't leven te blijven, maar verdwijnen na een korte wijl, doch niet dan na de spaarpenningen van een zeker aantal « vennooten » en van goedgegunstige verzekerden te hebben opgegeten. Het maatschappelijk kapitaal is vaak onbeduidend en grootendeels samengesteld uit min of meer schijnbare inbrengen, andere dan klinkende munt. Ziehier eenige voorbeelden ontleend aan een voortreffelijke studie verschenen in 1908 (1) :

Maatschappijen.	Kapitaal volgens de statuten.	Stichtersaandeelen.	Wezenlijk kapitaal.
1	300,000	200,000	100,000
2	1,000,000	250,000	750,000
3	500,000	400,000	100,000
4	260,000	160,000	100,000
5	100,000	50,000	50,000
6	235,000	150,000	85,000
7	1,000,000	600,000	400,000

Overigens, hebben de maatschappijen voor volksverzekering op het leven meer en meer zich er op toegelegd den cooperatieven vorm aan te nemen, hetgeen hun het uitzicht geeft van een sociaal werk en hetgeen hen vrijstelt... een min of meer belangrijk kapitaal samen te brengen.

De algemeene kosten der volksverzekering zijn buitengewoon hoog en verhalen soms aanzienlijke sommen die uitgedeeld worden aan de beheerders, bestuurders, commissarissen, inspecteurs en andere medewerkers.

Ziehier eene tabel die een gedacht geeft van de algemeene kosten van veertien onder de voornaamste volkslevensverzekeringsmaatschappijen welke in België, in 1907, werkzaam waren (2) :

Maatschappijen.	Geïnde premien.	Algemeene kosten.	P. c. der premien.
1	2,729,000	623,000	22.8
2	182,600	149,000	81.9
3	74,300	54,600	72.4
4	441,000	224,500	50.9
5	774,800	402,000	51.9
6	750,300	341,800	45.5
7	1,014,400	320,600	31.5
8	200,400	124,500	62.1
9	2,009,100	424,500	21.1
10	70,100	29,400	41.9
11	55,500	21,000	37.7
12	70,800	24,000	30.4
13	6,000	6,500	111.1
14	464,000	265,000	58.2

(1) J. Jossa. *Over Volksverzekeringen in België. De Gids op maatschappelijk gebied.* 1908, bl. 604 en 613.

(2) *Id. loc. cit.*, bl. 618.

Sommige polissen van levensverzekering behelzen draconische bepalingen van verval, welke aan talrijke verzekerden het voordeel van hunne overeenkomst ontnemen. Uit een onderzoek vóór den oorlog gedaan door de Maatschappij voor de verbetering der arbeiderswoningen, blijkt dat « feitelijk de terugkoopwaarde der volksverzekeringen nooit aan de verzekerden wordt uitgekeerd en dat nooit een volksverzekering wordt omgezet in een ingekorte verzekering ten bate van de verzekerden (1). » Dit beteekent, dat de aangeslotene bij de verzekering beroofd wordt van de spaarpenningen die hij aan de maatschappij heeft toevertrouwd bijaldien, hij naderhand, door ziekte, werkloosheid of door gelijk welken tegenslag belet wordt de premiën voort te betalen. Het geval doet zich dikwijls voor, een groot aantal verzekerden op het leven staken op een gegeven oogenblik hun betalingen. De leiders der maatschappijen houden met deze gebeurlijkheden rekening bij het opmaken hunner reserves: « Het kan ons lief zijn of ons ergeren. las men in den *Moniteur des Assureurs belges et étrangers*, van 10 Maart 1908, dit soort van verzekeringen laat de reserves verminderen in verhouding van de evenredigheid der te niet gegane overeenkomsten, waarmee, wiskundigen geen rekening houden. » Ongekunstelde bekentenis !

Het aanzienlijkste misbruik, dat, werkelijk, al de andere te boven gaat en dat de levensverzekering — zooals zij maar te al dikwijls wordt beoefend — weinig aanbevelenswaardig maakt, is het gebrek aan of de ontoereikendheid van de wiskundige reserves. Wij zullen er op terugkomen. Voor het oogenblik willen wij deze verklaring uit het *Bulletin* van het syndicaat der volksverzekeringsmaatschappijen, d. d. April 1911 aanstippen :

« Onder de drie en veertig volkslevensverzekeringen vinden wij er juist vier die een voldoende te gelde maakbaar actief bezitten om te kunnen instaan voor hare verplichtingen jegens aandeelhouders en hunne vennoten, zes en twintig andere komen tot een financieel resultaat dat, zooniet betreurenswaardig, toch min benijdenswaardig is; onder deze zes en twintig compagnieën, wier balans in mali sluit, zijn er zelfs drie die geen enkelen centiem in wiskundige reserve hebben gevestigd.

« Eindelijk, dertien compagnieën hebben nagelaten hunne jaarlijksche rekeningen bekend te maken; deze duchten waarschijnlijk het licht en verkiezen in vollen nacht te arbeiden. Zij verkeeren gewis in een kwijnenden toestand. »

Sindsdien, hebben een zeker aantal maatschappijen gepoogd hun toestand op te klaren, doch de oorlog liet hen niet toe tot daar te geraken; de waarden die de reserves moesten vertegenwoordigen verloren in zekere mate hunne waarde en, in plaats van te verbeteren, verslechterte hun toestand. Tal van kleine ondernemingen zijn verdwenen. En, zonder zich te ver te wagen, mag men zeggen dat, op dit oogenblik, er in het land geen vijf levensverzekeringsmaatschappijen meer bestaan, wier reserves streng genomen volstaan om op volledige wijze de naleving te waarborgen van de aangegane verbintenissen.

Men moet spoedig tusschenbeide komen.

De Senaat was het eens om te wenschen dat eene bijzondere wetgeving zou

(1) *Bulletin de la Prévoyance*, 10^e jaar, bl. 188.

tot stand komen in zake de levensverzekeringsondernemingen. « Het is noodig, verklaarde de heer Digneffe, hij, de meest besliste van de bestrijders der controle, het is noodig de misbruiken te keer te gaan, die veel te talrijk zijn geworden en die, in België, veel slachtoffers hebben gemaakt. Inderdaad, de levensverzekeringsverrichtingen zijn van belang voor het groote publiek en de massa is dikwijls zeer weinig op de hoogte van de werking dezer verrichtingen. De verzekeringsovereenkomsten betreffen verrichtingen op zeer langen termijn. Om zich van de gewichtigheid der bepalingen van zulk eene overeenkomst te vergewissen, om de balans van eene verzekeringsmaatschappij goed te begrijpen, is er eene bijzondere bevoegdheid van noode. Vele verzekerden zijn onrechtstreeks bedrogen geworden door gewetenlooze kerels. Het is noodig eene wet te maken om te trachten zooveel misbruiken mogelijk te doen verdwijnen (1) ».

2. Het stelsel der publiciteit is niet voldoende.

Behoudens die volledige erkenning van het beginsel der tusschenkomst, waren er in den Senaat tegenstanders, al waren ze niet talrijk, van de eigenlijke controle. Zij waren van meening dat de Staat geene voogdij voor de verzekerden en geen toezicht over de verzekeringsmaatschappijen moet instellen. Zij vreesden dat de toelating en de bemoeiing van eene Commissie zouden leiden tot een verkapt monopolie en tot het stilleggen van alle werking. Naar hunne meening, neemt de Staat eene al te zware moreele verantwoordelijkheid op zich door te willen uitspraak doen over zeer kiesche vraagstukken, over verschillende en wisselvallige verrichtingen. Zal het publiek niet te recht den Staat aansprakelijk stellen voor zijn tegenslagen, wanneer eene maatschappij, waaraan de Regeering een getuigschrift van wijsheid en van voorzichtigheid heeft gegeven, aan hare verbintenissen te kort schiet!

De senator, die in dezen zin sprak, zou de controle door de belanghebbenden zelf willen zien uitoefenen; daartoe zou volstaan, meende hij, eene ruime bekendmaking op touw te zetten: bekendmaking van de contracten en andere bescheiden welke voor de cliënteel zijn bestemd, bekendmaking van de balansen en rekeningen. In zekere door hem ingediende amendementen stelde hij voor dat de ondernemingen van levensverzekering niet zouden mogen werken, noch hare werking voortzetten, tenzij na het overleggen, tegen ontvangstbewijs, bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, van sommige bepaalde documenten. Alleen mits die voorwaarde zou de toelating om te werken mogen gegeven worden. Zouden evenzoo moeten overgelegd worden de wijzigingen aan de standregelen, aan de algemeene voorwaarden van de polissen, enz. Eene Commissie zou opgericht worden die, wel te verstaan, geene andere macht zou hebben dan deze van een ontvangstbureel, belast met het verzamelen en het doen verschijnen in een bijzondere uitgave van de stukken welke moeten overgelegd en bekendgemaakt worden.

Deze amendementen werden niet bijgetreden. Dat was ook niet mogelijk, daar zij heel den samenhang van het ontwerp vernietigden. Al de misbruiken zouden daardoor blijven bestaan.

(1) *Handelingen Senaat*, 20 November 1923, bl. 13.

De publiciteit is in deze volstrekt onvoldoende. Hoe ruim men ze ook opvatte, zal zij toch nooit degenen bereiken die zij moet beschermen : de levensverzekering is verspreid over het geheele land, zij bestaat in de steden en op het platteland, alle standen van de maatschappij stellen er belang in. Kan men zich inbeelden dat de cliënteel van de volksverzekeringen de uitgaven van die ontworpen Commissie lezen zal? De kleine landbouwer, de kleine burger, de werkmán, die eenige spaarpenningen bezitten, zullen even als vroeger de slachtoffers worden van de bedrieglijke beloften der klantenjagers.

De indiener van de amendementen had het ten andere zelf gezegd : het publiek moet beschermd worden, het ontwikkeld publiek zoowel als het andere, omdat het niet de noodige bevoegdheid bezit om het mechanisme te verstaan, de balans te begrijpen en het betaalvermogen van de verzekeringsondernemingen te beoordeelen.

Hoe kan, ten andere, de vakman zelf zich rekenschap geven van de juistheid der hem voorgelegde gegevens? Wat zal hij doen om klaar te zien in een toestand die zoo gemakkelijk kan vervalscht worden met sommige rekenkundige bedrogmiddeltjes? Het passief verbergen, en bij het actief denkbeeldige waarden plaatsen, de werkelijk bestaande waarden overdrijven, al deze middeltjes blijven in zekere mate mogelijk, en om daar een eind aan te maken zou eender welke bekendmaking, zelfs met het verplicht gebruik van model-formules, niet het gewenschte doel bereiken.

Bij het technisch karakter der verzekeringsverrichtingen komt er een ander de verwijderde vervalltermijn van de overeenkomsten. Onderstellen we voor een oogenblik dat het publiek, door het nazien van de uitgegeven documenten, de zekerheid kan verkrijgen dat deze of gene maatschappij zijn vertrouwen verdient. Zal de maatschappij dit karakter behouden? Zij kan vergissingen begaan : het kan gebeuren dat een verzekeraar zelf niet op de hoogte is van de techniek en zich inbeeldt dat hij zijne waar tegen verminderden prijs kan leveren, wat hem onvermijdelijk ten ondergang moet brengen binnen een zekeren tijd. Een verzekeraar kan bedrog plegen, zijne algemeene onkosten aandikken, denkbeeldige winsten uitdeelen, kortom, kan in den loop van zijn werkzaamheden de eerlijkheid en de gezonde praktijk van zijn eerste jaren laten varen.

Men heeft in den Senaat gezegd : het verzekeringcontract is een contract van een jaar, de verzekerde kan zich elk jaar terugtrekken. Dit stemt niet overeen met de economische werkelijkheid. Vooreerst zijn er de verzekeringen met eenige premie, waardoor de verzekerde van 't begin af de geheele som stort die hij te betalen heeft. Daar zijn de verzekeringen van lijfrenten die niet vatbaar zijn voor vervroegden afkoop. Anderzijds zijn de premiën over het algemeen onveranderlijk gedurende den heelen duur van het contract; welnu, het overlijdensrisico stijgt voortdurend naarmate de verzekerde ouder wordt; de premiën van de eerste jaren zijn dus veel hooger dan het werkelijk ondergane risico, en door dit feit komt er in de handen van den verzekeraar een aanzienlijk overschot van premiën. Dit overschot vormt de opbrengst van het spaargeld van den verzekerde; economisch gesproken hoort het hem toe. De verzekerde kan zich voor den termijn slechts terugtrekken mits een belangrijk deel van dit vermogen af te staan : dus is hij

in werkelijkheid gebonden voor heel den duur van het contract (1). Onderstellen wij eene maatschappij die slechte zaken doet : het vermogen van de verzekerden, het geld doorhen aan den verzekeraar toevertrouwd, zal buiten hun weten gebruikt worden en weldra opgeslorpt zijn door de stortingen die moeten gedaan worden aan de aangeslotenen wier contract het eerst den vervalltermijn bereikt. En de andere verzekerden zullen te kort gedaan zijn, terwijl niets hen liet vermoeden in welken hachelijken toestand hun schuldenaar zich sedert jaren bevond. Komt dan eindelijk hunne beurt, dan zal het actief al lang verdwenen zijn.

Gaan wij verder. Laten wij toegeven dat de bekendmaking derwijze kan geregeld worden dat iedereen bij machte is zich ten allen tijde rekenschap te geven van den werkelijken toestand van eender welke levensverzekeringsmaatschappij. Wat baat zullen de verzekerden daar bij vinden? Het is niet voldoende te weten, men moet kunnen. Welnu de verzekerden hebben volstrekt niets te zeggen over den gang van de zaken; zij zijn geene aandeelhouders, en zij nemen geen deel aan het beheer; zij zijn de cliënten van de onderneming; en zoolang het faillissement niet is uitgesproken, zullen zij hunne stortingen moeten voortzetten. (Wet van 11 Juni 1874, art. 29). In plaats van hun voordeelig te zijn, zal de bekendmaking in deze veronderstelling eenvoudig de ramp verhaasten.

Voor sommige buitenlandsche ondernemingen geldt deze waarheid nog meer dan voor bedoelde Belgische ondernemingen. Het is volstrekt noodig dat deze maatschappijen, aan dewelke wij goedgunstig toelaten een gedeelte van 's lands spaarpenningen naar den vreemde over te brengen, van dichtbij worden gecontroleerd, en dat wij in de toekomst rampen vermijden als deze van de Duitsche en Oostenrijksche verzekeringen na den oorlog.

3. Noodzakelijkheid van de controle.

Het stelsel van de bekendmaking is ontoereikend; er is meer noodig. Daar is eene aanvangs-controle noodig: alleen aan de wel ingerichte ondernemingen, die voldoende waarborgen opleveren, zal toegelaten worden te werken. Daar moet een doorlopende controle zijn van de onderneming: dit is het eenige middel om den werkelijken toestand van de maatschappijen te kennen; — het is ook het eenige middel om rampen te vermijden; de overheden zullen met raadgevingen tusschenkomen, en desnoods met aanmaningen, om de toegelaten maatschappijen in den rechten weg te houden, of om ze er eventueel terug op te helpen.

(1) De prijs van den afkoop van een levensverzekeringscontract is noodzakelijkerwijze lager dan de gezamenlijke som van de stortingen door den verzekerde gedaan, vermits de interesten die de verzekeraar van deze stortingen heeft getrokken niet toereikend zijn om het overlijdensrisico te dekken. Ziehier een voorbeeld. Het duikt de afkoopwaarde aan van eene gemengde verzekering van 100 frank, aanvangsleeftijd 30 jaar, duur 30 jaar, jaarlijksche premie fr. 3.42, vergeleken bij het totaal der uitgekeerde premien.

	Betaalde premien	Afkoopwaarde	T. h.
Na drie jaar	10,26	3,86	38
Na tien jaar	34,20	17,81	52
Na twintig jaar	68,40	49,45	72
Na vijf-en-twintig jaar	85,50	71,48	84

(Verslag van het Zwitsersche Bondsbureau der Verzekeringen voor 1911, Bern 1913, tabel VI).

De zaak is het waard. « Het geldt de verdediging tegen de hinderlagen der speculeerders, van eene instelling waarin de edelste hoedanigheden van voorzorg of opoffering hun einddoel vinden ; eene instelling die, door den voorspoed van het vaderland te vermeerderen, de komende geslachten van de ellende redt. De verzekerden leven in een bijzonderen toestand, daar zij de betaalde premien niet kunnen afhalen, zooals spaarders het kunnen : zij moeten hun vertrouwen blijven schenken aan de onderneming tot op den vervalldag van hunne schuld-vordering, tenware dat zij zich willen tevreden stellen met den zeer geringen prijs die door de maatschappijen verleend wordt voor het afkopen der polissen. Het gevaar van het faillissement zou des te meer onherstelbaar zijn, daar het de oudste verzekerden, door hun leeftijd of door ziekte in de onmogelijkheid gesteld nog eene nieuwe verzekering aan te gaan, het hardst zou treffen (1). »

Wij meenen niet verder te moeten aandringen. Bijna al de beschaafde landen hebben, de eene na de andere, de voorafgaande toelating en de controle ingesteld. De natiën, die uiteraard gekant zijn tegen alle Staatsinmenging, hebben niettemin de bekendmaking verscherpt door een steeds strenger toezicht : dit gebeurde namelijk in Frankrijk, en nog onlangs in Engeland. Als bijlage van dit verslag zal men een overzicht vinden van de wetgevingen in een twaalfstal Latijnsche, Angel-Saxische en Germaansche landen.

Sinds de Belgische wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen, worden de maatschappijen — voor dezen tak van verzekering toegelaten — aan controle onderworpen. Eene onlangs afgekondigde strafwet heeft de verzekering van dit risico door niet-aanvaarde maatschappijen verboden. Niemand klaagt daarover en de slachtoffers van ongevallen vinden er zich goed mede.

Van verscheidene zijden vernemen wij dat ernstige maatschappijen roepen om controle van de levensverzekering. Dit komt, omdat de naijver van enkele maatschappijen, die beheerd worden zonder rekening te houden met de technische mogelijkheden, volstaat om het leven aan de ernstige maatschappijen zeer bezwaarlijk te maken ; de klienteelen, die zich aangetrokken gevoelt door het lokaas der voordeelen welke de weinig kiesche ondernemingen beloven, richt zich natuurlijk tot hen en op den vervalldag staan zij ontgoocheld en al het overkomen kwaad wijten zij aan de levensverzekering zelf.

4. *Verantwoordelijkheid van den Staat.*

Ongetwijfeld neemt de Staat op zich een zwaren last met aan te nemen te zullen waken over de eerlijkheid en over de technische regelmatigheid van de verrichtingen der verzekering.

Is dit echter eene reden om de verzekerden aan hun lot over te laten ? De Staat bezit politietoezicht over de markten, hij verordent den verkoop in 't klein van de voedingswaren, hij oefent toezicht op de nijverheidsondernemingen voor wat de hygiëne en de veiligheid betreft. Besluit men daaruit dat de Staat

(1) VIVANTE. *Traité de droit commercial*, Frausche uitg., 1912, tome IV, n° 1888, bldz. 548.

verantwoordelijk is, wanneer een koopman er in gelukt een bedorven koopwaar te verkoopen of wanneer, ondanks al de zorgen door de overheid genomen, er eene ziekte of eene ramp ontstaat ?

Het ware trouwens verkeerd te gelooven dat de Staat « getuigschriften van wijsheid en van voorzichtigheid » aflevert. Zooals de achtbare verslaggever van de Senatoriale Commissie van den Arbeid het heeft verklaard, waarborgt de controledienst aan de particulieren niet « het goede verloop van de levensverzekeringsverrichtingen ». Hij beperkt er zich bij, toezicht daarop te oefenen en een minimum van eerlijkheid en van technische waarborgen te eischen. De liefhebber van verzekering die zich blindelings zou verlaten op de controle om zijne bijzondere belangen te doen verzorgen, zou even dwaas zijn als de huisbewoner die, 's nachts, deuren en vensters zou laten openstaan... omdat de politie waakt !

De Memorie van Toelichting had gelijk te schrijven :

« De Staat zou aan zijn opdracht te kort komen, indien hij tot de oprichting liet overgaan van instellingen, wier grondslag wankel is en die aan het algemeen belang alleen schade kunnen berokkenen, alsmede indien hij zich onthield een bestendig toezicht te oefenen op de werking der instellingen, wier grondslagen aanvankelijk in overeenstemming werden bevonden met de vereischten van de techniek. »

II. — DE WIJZE WAAROP DE CONTROLE WORDT UITGEOEFEND. DE RAADGEVENDE COMMISSIE.

Men zegt ons : de controle moet op een verkapt monopolie uitloopen, zij is van aard om het initiatief te dooden, zij leidt tot « stilstand » in zake van levensverzekering.

Deze opmerking treft geen doel : zij veronderstelt een slecht opgevatte en slecht uitgeoefende controle, eene controle zooals niemand onder ons er eene verlangt en, voegen wij er bij, een andere regeling dan die welke ons wordt voorgesteld.

1. *Algemeene aard der controle.*

De in te richten controle is in werkelijkheid, en kan ook niet anders zijn, dan van louter technischen aard. Het is niet aan den Staat om het privaat initiatief tegen te werken, in zoo verre het niet strijdt met de openbare orde. Alle nieuwe vormen en combinaties van verzekering moeten toegelaten zijn, onder voorbehoud alleen dat zij eerlijk zijn en met de gezonde techniek overeenstemmen.

« De mogelijkheid der controle, zegt de Memorie van Toelichting, is, zooals hare wettigheid, gegrond op de wetenschappelijke wetten der verzekerings-techniek. Men hoeft dus niet te vreezen dat men hier in de willekeur vervalt : alles komt hierop neer, dat de verzekeraars zich voegen naar de regelen der eigenlijke techniek van hun bedrijf » (1).

(1) « In zake van verzekering en van lijfrente, bestaat er een complex van leerstellingen, van wetenschappelijke regelen waarnaar men zich moet gedragen op dezelfde wijze als de ingenieur, die een brug bouwt, zich onderwerpt aan de wetten der mechanica en van het weerstandsvermogen der

Dezelfde gedachte is herhaaldelijk uitgedrukt geworden in den Senaat door den verslaggever en door den Minister van Arbeid. « Het geldt hier geen Staatsbemoeïing, zegde de achtbare heer de Ghellinck, want wie Staatsbemoeïing zegt, zegt beheer door den Staat of ten minste inmenging van den Staat zoodanig dat de vrijheid der individuen er geheel door uitgeschakeld is geworden. Welnu, hier is het geheel anders : de Staat stelt zich niet in de plaats van de Maatschappijen om de levensverzekeringsondernemingen te beheeren, hij mengt zich niet in het huishoudelijk beheer dezer maatschappijen, hij laat hun de vrijheid, maar gaat hunne verrichtingen na... Wil de controle afdoende zijn en door iedereen worden aangenomen, dan mag zij noch draconisch, noch ontwrikbaar zijn ; zij moet lenig wezen opdat de levensverzekeringsondernemingen met den vooruitgang kunnen medegaan en in hun beheer al de nieuwigheden invoeren, van aard om hun toestand te verbeteren, met inachtneming van de regelen der techniek. Een denkbeeldig toezicht mag gerust achterwege blijven, want het ware bedrieglijk voor het publiek en, dienvolgens, gevaarlijk. Men moet dus een goede middelmaat behouden opdat de controle afdoende en heilzaam weze ». (*Handel. Senaat*, 20 November 1923, bl. 10-11.

« Men heeft beweerd, zegde op zijne beurt de achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid, de heer Moyersoën, dat de gestrengheid der vereischen voor het bekomen der machtiging het ontstaan zou verwekken van een soort feitelijk monopolie ten bate van eenige ondernemingen. Dit is niet de geest der wet, welke de vrije mededinging wil toelaten, mits deze uitgeoefend wordt binnen de grenzen getrokken door de techniek der levensverzekering... De algemeene strekking van het ontwerp is, de vrijheid der verzekeringsondernemingen te eerbiedigen, en alleen tusschen te komen waar zulks door de zorg voor het algemeen belang wordt gevraagd. » (*Handel. Senaat*, 4 December 1923, blz. 33-34.)

Deze verklaringen worden door het onderzoek van het ontwerp gestaafd, zoowel voor wat betreft de toelating als inzake de controle.

2. — Toelating en waarborgen.

De toelating wordt bij Koninklijk besluit verleend het advies van de Commissie voor private verzekeringen. (Art. 4.) Om de overheden in te lichten omtrent het karakter en de waarde van de onderneming, moet deze aan den Minister van Nijverheid en Arbeid een zeker getal documenten onderwerpen, alsook alle bewijzen en inlichtingen die haar gevraagd worden. (Art. 3.) De toelating wordt verleend wanneer de maatschappij bewijst : 1° dat zij, onder rechtskundig oogpunt, regelmatig werd opgericht ; 2° dat hare financieele inrichting beantwoordt aan de technische vereischen ; 3° dat hare contracten overeenstemmen met de beginselen van de rechtvaardigheid. Het onderzoek van de overheden, die de controle uitoefenen, zal dus gaan over juridische en wetenschappelijke vraagstukken.

« Men heeft bij den aanhef zelf der wet, zegt de Memorie van Toelichting, willen wijzen op de kern van de in te voeren regeling ; de aanvangs-controle

materiëlen. Iedere inrichting van voorzorg die deze technische regelen miskent, zal vroeg of laat ten onder gaan en met haar al degenen meesleepen die zich door ijdele beloften hebben laten misleiden ».

LEPREUX, O. *Les pseudo-mutualités*, 1899, bl. 17.

moet op nauwkeurige gegevens beruſten, zij moet elke gedachte van willekeur uitsluiten. » Er is dus volſtrekt geen ſprake van een verkapt monopolie te veſtigen, en wij moeten de ſchouders ophalen wanneer wij een ſenator hooren zeggen dat de grondslag van dit alles hoofdzakelijk is de bezorgdheid van sommige beſtuurders van groote Belgische maatschappijen om al de verzekeringen die in België geſloten worden tot zich te trekken.

Beschouwen wij echter de zaken van dichtbij: de wet verplicht de maatschappijen zekere waarborgen te leveren. Zijn deze eischen overdreven?

Die waarborgen zijn drievoudig: het kapitaal of het maatschappelijk fonds, de zekerheidſtelling, en de wiſkundige reserves.

Het ontwerp eischt een onderschreven *kapitaal* van 1 miljoen frank ten minſte voor de maatschappijen op aandelen (art. 6); een minimum maatschappelijk fonds van hetzelfde bedrag, waarvan 200,000 frank geſtort voor de ſamenwerkende maatschappijen (art. 14), en een waarborgfonds van ten minſte 200,000 fr. voor de onderlinge verzekeringsvereenigingen, dat kan worden verminderd op 50,000 frank voor sommige maatschappijen wier verbintenissen niet aanzienlijk zijn (art. 8).

De voorwaarden van de te ſtellen *zekerheid* zullen veſtgeſteld worden door het reglement van toezicht (art. 17): deze bepaling gaf aanleiding tot een amendement waarin wordt voorgeſteld het bedrag der zekerheidſtelling overanderlijk op 100,000 frank te brengen. Het werd verworpen na de verklaring van den Miniſter van Arbeid dat dit bedrag moet afhangen van verſchillende omſtandigheden inzonderheid van den koers van het geld; dat bovendien de zekerheidſtelling niet alleen de rechten van de verzekerden, maar ook die van den Staat moet vrijwaren. (*Ann. Senaat*, 5 December 1923, bl. 57-58.)

Wat er ook van weze, eene hooge zekerheidſtelling ſchijnt ons te dezer zake niet vereiſcht, want de echte waarborg van de rechten der verzekerden is de *wiſkundige reserve* (1).

Aan willekeur kan men hier zelfs niet denken: het cijfer vloeit voort uit ſtreng wetenschappelijke berekeningen (art. 18). Eenige ſenatoren ſtelden voor door de wet te doen voorgeſchrijven op welke wijze het grootste deel der wiſkundige reserves zou belegd worden. Het amendement werd verworpen, daar het aan den Staat eene zware verantwoordelijkheid zou hebben opgelegd, en daar het gevaarlijk is door de wet uitvoeringsmaatregelen te treffen (*Ann. Sen.*, 5 Dec. 1923, bl. 58-59). Het is beter eene zekere vrijheid te laten aan de controleverordening (art. 18, lid 2) en aan het vrije initiatief van de belanghebbende ondernemingen (2).

(1) Wij geven wel toe dat het niet volſtrekt altijd zoo is. Er zijn verzekeringsverrichtingen die het veſtigen van eene wiſkundige reserve niet meebrengen, bij voorbeeld, de tijdelijke verzekeringen. Het is echter een uitzonderlijk geval.

(2) Het Zwitſerſch Bondsbuureel voor verzekeringen, dat ſedert 1885 de controle uitoefent, heeft aan de maatschappijen nooit eene gelijkvormige gedragslijn voorgeschreven voor hare geldbeleggingen. En in het verſlag over het diensjaar 1910 lezen wij deze verſtandige woorden: « Bij hare geldplaatsingen moeten de maatschappijen er naar ſtreven alle onzekerheid te weren, zich geregelde inkomsten te verſchaffen, alsmede de mogelijkheid om de waarden te allen tijde te gelde te maken; kan bovendien een hooge opbrengſt worden verkregen, zooveel te beter; maar men mag niet

Wij hebben hooger gezegd dat de premie-reserven eigenlijk het vermogen der verzekerden uitmaken. Dit heeft geleid tot de zeer gelukkige bepaling van artikel 19, 1°, welke hun een voorrecht toekent op de waarden ter vertegenwoordiging van deze reserve. Deze bepaling stemt overeen met artikel 7 der Fransche wet van 10 Maart 1905. Zij is van hoofdzakelijken aard : « Men moet ten voordeele der verzekerden op het leven de goederen, die de reserve vormen, om zoo te zeggen onvervreemdbaar maken. Aldus zal men vermijden dat hunne waarborgen worden verbruikt of verminderd om andere schuldeischers schadeloos te stellen. Ons dunkt dat dezen daarover niet kunnen klagen, vermits de reserve werd gevestigd uitsluitend met het geld van de verzekerden en van den aanvang af was bestemd om hen te voldoen (1). »

Welke is de rang van dit voorrecht ? De Fransche wet geeft hem aan. De tekst die ons wordt onderworpen spreekt er niet over. Daaruit zullen onvermijdelijk betwistingen en twijfel voortvloeien die men zou moeten vermijden door de plaats te bepalen waar dit nieuwe voorrecht moet worden ingeschakeld in de lijst van de voorrechten gevestigd door de hypotheekwet.

Beschouwen wij nu het eigenlijke toezicht zelf. Wij hebben de grondbeginselen aangegeven waarop het steunt. Eenige senatoren, namelijk de heer Ronvaux, hadden graag gewild dat de modaliteiten van toepassing der wet meer bepaald werden aangegeven. (*Handel.* Senaat, 20 November 1923, bl. 18.) Anderen daarentegen, zooals de heer Delannoy, meenden in het ontwerp eene strekking te bemerken om aan al de maatschappijen dezelfde eenvormige en strakke regelen voor te schrijven, zooals sommige maatschappijen die opvatten. (*Handel.*, Senaat, 4 Dec. 1923, bl. 32). De twee meeningen zijn moeilijk met elkaar overeen te brengen en schijnen elkander te neutraliseeren. In dergelijke zaken kan de wetgeving eigenlijk alleen het kader verschaffen. De Zwitsersche wet van 1885 die als model heeft gediend van de andere, is veel minder precies als de onze. Laten wij vertrouwen hebben in de Regeering en in de controle-verordening om het werk te voltooien; verliezen wij ten andere niet uit het oog dat elk jaar de Minister van Nijverheid en Arbeid zal moeten verslag uitbrengen aan het Parlement over de toepassing van de wet (art. 45).

Sommige punten werden nader omschreven in den loop van de voorbereidende werkzaamheden.

3. *Gelijktijdige toelating van de bestaande maatschappijen.*

Om bij het eerste toepassen der wet eene oneerlijke mededinging van wege sommige maatschappijen te vermijden, werd er gevraagd dat de toelating zou verleend worden denzelfden dag aan al de maatschappijen die hare aanvraag zouden ingezonden hebben binnen een te bepalen termijn. Door artikel 4, lid 4, werd aan dien wensch voldaan.

vergeten dat het doel van de verzekering beter bereikt wordt met soliede beleggingen dan met groote interesten. De voorwaarden die wij hebben opgesomd worden niet in denzelfden graad vervuld altijd en overal door hetzelfde soort beleggingen. Dit verklaart waarom de maatschappijen op zoo veel verschillende manieren hare fondsen gebruiken. Men moet met deze omstandigheid rekening houden, en zich tevens herinneren hoe nuttig het is de geldbeleggingen te verdeelen om de kansen van mislukking te verminderen. »

(Verslag over 1910, Bern 1912, bl. XIII en LXXIV.)

(1) VIVANTE. *Traité de droit commercial*, tome IV, n° 1887, bl. 507.

4. *Hernieuwbare voorloopige toelating.*

De Commissie van den Senaat heeft eene deugdelijke bepaling ingegeven ten bate van de talrijke bestaande maatschappijen wier wiskundige reserves thans ontoereikend zijn : men heeft te hunnen opzichte getracht met gematigdheid en welwillendheid te werk te gaan. Aldus ontstond artikel 42 dat toelaat de machtiging, voorloopig voor vijf jaar te verleen en ze telkens te hernieuwen tot het verstrijken van een termijn van hoogstens vijftien jaar.

Sommigen vonden deze toegeving onvoldoende. Zij drukten de vrees uit dat de mededinging uit dezen toestand een wapen zou gaan smeden tegen de maatschappijen wier machtiging slechts voorloopig zou zijn. Om dit bezwaar te keeren, hebben de heeren Van Roosbroeck en Ronvaux aan den Senaat een amendement voorgesteld houdende, dat « op de bekend gemaakte lijst geen onderscheid mag worden gemaakt tusschen de maatschappijen welke voorgoed en die welke slechts tijdelijk worden toegelaten ». (*Stuk. Senaat*, n^o 7, bl. 2, art. 4). Dit amendement werd achtereenvolgens door de Commissie en door den Senaat verworpen. « Men was van gevoelen, zegt het Verslag, dat het publiek moet weten of een maatschappij werkt op ernstige grondslagen of niet, en dat elke andere oplossing zou strijdig zijn met een goed ingerichte controle. » (*Aanvullend Verslag, Stuk, Senaat*, n^o 12, bl. 3).

De verslaggever heeft op de quaestie in den Senaat aangedrongen om te verklaren, dat het onaanneembaar is dat men de toegelaten maatschappijen, te weten die welke geheel in regel zijn met de wet, op gelijke wijze behandelt als die andere welke slechts gedurende een overgangstijdperk kunnen in leven blijven. » (*Handel. Senaat*, 5 December 1923, bl. 49.)

Het staat vast dat, op dit oogenblik, de wiskundige reserves der maatschappijen over 't algemeen ontoereikend zijn. Anderzijds, is het regime nieuw, en is het niet onmogelijk dat men door de controle gebreken zal ontdekken bij de maatschappijen die men, in eerste opzicht, voor sterk en goed ingericht zou houden.

Het weze ons toegelaten aan de Regeering een regeling voor te stellen, welke al de belangen schijnt te moeten overeenbrengen. Bij den aanvang zou men geen enkele definitieve machtiging verleen. Men zou zich tevreden stellen met voor vijf jaar artikel 42 toe te passen op al de maatschappijen die de onontbeerlijke waarborgen opleveren. Deze termijn zou aan al de ondernemingen toelaten hunne wiskundige reserves aan te vullen en zich geheel te schikken naar de eischen van de controle-wet. Na het verstrijken der proefperiode, wanneer het oogenblik daar zal zijn om de machtiging te hernieuwen, zal, gewis, niemand zich kunnen beklagen dat men, in 't algemeen belang, een scherp onderscheid maakt tusschen de ondernemingen die zullen getoond hebben een sterken ruggegraat te bezitten en die welke, ondanks alles, nog maar steeds zwak zullen blijven.

5. *Maatschappijen die zich met verscheidene takken van verzekering bezighouden.*

Er moet een opmerking worden gemaakt betreffende de maatschappijen welke zich met verscheidene takken van verzekering bezighouden. Artikel 23 van het ontwerp bepaalt dat de toegelaten ondernemingen, wier doel niet beperkt is tot de levensverzekeringen, voor deze verzekeringen een onderscheiden beheer en boekhouding moeten hebben.

Deze tekst is noodzakelijk; overigens, hij bestaat in de wet van 24 December 1903. Doch de eerste oorspronkelijke tekst voegde er eene bepaling bij, welke in de wet op de arbeidsongevallen niet voorkomt : « Het toezicht mag evenwel geoefend worden over de gezamenlijke verrichtingen dier ondernemingen. » De verslaggever dacht dat deze bepaling noodig was om de controle afdoende te maken. Doch hij voegde er dadelijk bij : « Hier vooral is een groote bescheidenheid van noode; hier vooral zal de controle uiterst voorzichtig optreden en alleen wanneer er ernstige twijfel bestaat omtrent de geloofwaardigheid der bescheiden voorgebracht betreffende den tak levensverzekering. » (*Handel. Senaat*, 20 Nov. 1923, bl. 11.) De Regeering was van dezelfde zienswijze en zij deed een amendement aannemen dat van een gelijke bezorgdheid doet blijken : « Zij kunnen gehouden zijn verantwoording te geven over hare gezamenlijke verrichtingen in België en over haren algemeenen geldelijken toestand. »

De verslaggever gaf van dezen tekst eene verklaring welke uwe Middenafdeeling wenscht te onderlijnen :

« Van zoodra de controledienst alle voldoening heeft bekomen wat betreft de scheiding welke er moet bestaan tusschen den tak levensverzekering en de andere... zal hij zich niet mengen in de zaken der overige takken. Alleen in het geval dat twijfel zou oprijzen, dat de boekhouding op bedrieglijke wijze zou worden gehouden, dat — dienvolgens — de rechten der verzekerden zouden benadeeld zijn, zou het controlecomité het recht hebben zijn opsporingen verder uit te strekken en na te gaan wat in het naastgelegen compartiment plaats grijpt... Het is klaar, dat heel die controle met kiesheid en omzichtigheid moet geschieden, dat de bevoegde minister het controlecomité hoeft te machtigen om die opsporingen te doen : het comité zou zonder die machtiging niet kunnen handelen ». (*Handel. Senaat*, 5 Dec. 1923, bl. 64).

Dit weze wel verstaan : wij maken slechts eene wet voor de levensverzekeringen : de controle beoogt slechts dezen enkelen tak : de titel der wet en al hare artikelen verzetten zich tegen een ruime uitlegging van bovengezegde uitzonderlijke bepaling.

De wet zegt niet of de onderlinge verzekeringsmaatschappij zal toegelaten worden om zich bezig te houden met andere takken dan de levensverzekering. Zij schijnt op denzelfden voet te zijn geplaatst als de vennootschap op aandeelen. Wij vestigen daarop de aandacht. Het zou niet mogen zijn, dat het reglement van controle, in zake van levensverzekering, eene gelijkaardige bepaling invoere als die van het Koninklijk besluit van 29 Augustus 1904 (art. 23, 2^o), waarbij aan de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen de arbeidsongevallen alle verzekeringen worden ontzegd die geene verzekeringen zijn van het eigenlijk gezegd arbeidsrisico.

Wij zijn het allen eens om de ruimste uitstraling te wenschen van het solidariteitsbeginsel, en een reglement, dat de onderlinge vereenigingen als arme bloedverwanten zou behandelen, zou rechtstreeks ingaan tegen den uitdrukkelijken wil van uwe Middenafdeeling.

6. — *Deelneming in de winsten.*

De deelneming in de winsten kan opgevat worden in een algemeenen zin of in

een technischen zin, eigen aan de levensverzekering. Dit onderscheid moet met zorg worden gedaan.

In zake levensverzekering, hebben de winsten der verrichtingen hun voornaamsten oorsprong in de afwijking welke er bestaat tusschen de theoretische en de wezenlijke sterfte, in de bezuinigen op de beheerkosten gemaakt, in het verschil dat er bestaat tusschen den interest aan den verzekerde uitgekeerd en den wezenlijk bekomen interest, en eindelijk, in de meerwaarde door de belegde fondsen bereikt.

De levensverzekering kan opgevat worden als eene winstgevende zaak door een verzekeraar die van dezen handel zijn beroep maakt. Zij kan met meer menschevriendelijke bedoelingen worden opgevat door de verzekerden zelf, die de overschotten onder elkaar verdeelen, zonder de tussenkomst van een verzekeraar vreemd aan de eigen collectiviteit der aangeslotenen.

De goed beheerde onderlinge verzekeringsmaatschappij staat niet beneden de vennootschap op aandelen voor wat de hechtheid betreft. Zij biedt zekere voordelen aan van zedelijken aard die niet kunnen geloofend worden. Door het ontwerp wordt zij op gelijke wijze toegelaten als de maatschappij met vaste premien (1).

Een tussenliggende vorm is mogelijk. Er kunnen maatschappijen met vaste premien tot stand komen, die bezielde zijn met een geest van solidariteit, en die, in plaats van hunne overschotten uitsluitend te verdeelen onder de aandeelhouders, er hunne verzekerden mede bedelen voor het geheel of een gedeelte er van. Die handelwijze is geenszins onwettig, en de oprichters van verzekeringsmaatschappijen kunnen zelfs zich aangezet gevoelen om alzoo te handelen, ten einde te ontsnappen aan de vormvereischen en aan de betwijfelingen waartoe de vorm van de onderlinge verzekeringsvereniging zooals deze in het ontwerp wordt geregeld, aanleiding geeft.

Naar onze meening, houdt de besproken wet zich niet bezig met de deelname in de winsten der onderneming, in de algemeene beteekenis welke wij komen aan te duiden. De controle moet het volgende in het oog houden : deelt de maatschappij, welke zij ook weze, geene fictieve winsten uit? Vestigt zij voldoende reserves, wiskundige reserves en vrije reserves? Zoo ja, zal het overschot kunnen verdeeld worden ingevolge de standregelen, en zullen deze vrijelijk de wijze van verdeelen vaststellen : het geheel bedrag onder de aandeelhouders, een gedeelte onder de aandeelhouders en een ander gedeelte onder de aangeslotenen, of eindelijk : het geheel bedrag onder de aangeslotenen. Dienaangaande schrijft de wet niets voor, en zij zou hare bevoegdheid te buiten gaan, moest zij het doen.

Gemeenlijk, wanneer men spreekt van deelhebbing in de winsten, in zake de

(1) Het blijkt uit een samenvattende tabel, opgemaakt door het Zwitsersch Bond-bureau der verzekeringen, dat het aandeel der premien in dit land geïnd door de onderlinge verzekeringsverenigingen, — dat, in 1886, 32 t. h. bereikte van het totaal, tegen 68 t. h. voor de vennootschappen op aandelen, — in 1910 geklommen is tot 51.8 t. h. van het totaal voor de eerste, en 48.2 t. h. voor de tweede, hetgeen den opsteller van het verslag doet zeggen : dat de gunst van het publiek blijkbaar meer en meer gaat naar de onderlinge verzekering. (Verslag van 1910, uitgegeven in 1912, bl. XII en LX.)

levensverzekering, dan bedoelt men een meer bijzondere zaak. Er bestaan immers overeenkomsten « met deelhebbing » en overeenkomsten « zonder deelhebbing ».

De maatschappijen die het eerste stelsel toepassen bezitten een dubbel tarief, naar gelang de overeenkomst aan den verzekerde sommige bijzondere voordeelen belooft. Naar luid van een tarief, dat wij ter inzage hebben, geeft de verzekering van een kapitaal van 1,000 frank, betaalbaar, hetzij bij het overlijden, hetzij na tien jaar verzekering, aanleiding tot het uitbetalen eener jaarpremie van :

Leeftijd van den verzekerde.	Zonder deelhebbing.	Met deelhebbing.
—	—	—
20 jaar	94.20	99.20
30 »	94.50	100.80
40 »	96.50	103.30
50 »	101.10	108.30

Men ziet dat de premie van den verzekerde « met deelhebbing in de winst » hooger is dan deze van den verzekerde zonder die deelhebbing.

Voor dezen verzekerde moet de wet het tegenwicht van zijne bijkomstige stortingen waarborgen. Wanneer dus artikel 21 spreekt van de maatschappijen die de deelhebbing in de winst toepassen, dan geschiedt zulks in de veronderstelling dat in de contracten de verzekeraar zijnerzijds zich verbindt een deel van de winsten uit te keeren aan den verzekerde, en dat deze laatste zich verbindt eene hoogere premie te storten dan de andere verzekerden.

De specialisten van de verzekering hebben over de deelhebbing in de winst lange besprekingen gehouden. De heer Maingie, een onzer eerste deskundigen, adjunct-directeur van de « Compagnie belge d'assurances générales sur la vie » zou in de wet bepalingen willen doen inlassen van zoodanigen aard dat aan de maatschappijen die dit stelsel volgen bijna alle vrijheid ontnomen wordt (1). De actuarissen zelf hebben zich niet aangesloten bij den tekst voorgesteld door hun confrater. Bij den ingewikkelden vorm kwam nog het zeer ernstig bezwaar dat die tekst aan al de ondernemingen eene bepaalde methode voorschreef, die wel goed was, maar niet volstrekt noodig.

Wat moet afgekeurd worden is niet het gebruik, maar het misbruik. Men verhoogt de premie, met het opzet kunstmatige winsten te doen ontstaan en door dit lokmiddel de cliënten aan te trekken. Men beoefent het stelsel van de samenvoeging, zoodat alleen de verzekerden, die getrouw blijven tot aan het verstrijken van hun contract, hun deel in de winsten krijgen; degenen die niet kunnen volhouden tot op 't eind verliezen een deel van wat hun moest toekomen. Aldus verrijkt men sommige verzekerden met het geld dat anderen betaald hebben. Dit is het misbruik dat het wetsontwerp wil uitroeien. Daartoe dient artikel 21 : er zal eene afzonderlijke rekening zijn voor de deelnemenden en de niet deelnemenden in de winst, de verdeling zal geschieden volgens een technisch plan goedgekeurd door den controledienst, het aandeel in de winst zal ten voordeele van elken verzekerde ingeschreven worden op het einde

(1) *Bulletin des Assurances*, 1921, bl. 21.

van elk dienstjaar, en dit aandeel zal toegekend worden aan de verzekerden die den afkoop of de vermindering van hun polis bekomen, evenals aan dezen die tot op den vervalltermijn volhouden (1).

Moet men verder gaan en eene bepaalde methode voorschrijven ? Wij meenen het niet. Den ondernemingsgeest en de mededinging moet men zoo vrij laten als het maar eenigszins vereenbaar is met de rechtvaardigheid en het algemeen belang. En men moet vooral vermijden aan de maatschappijen, geboren uit den geest van solidariteit, het bestaan moeilijk te maken; alzoo zou men de veel kostbaardere vruchten van de samenwerking en de mutualiteit opofferen. Uwe Middenafdeeling zou het niet kunnen aannemen.

7. De buitenlandsche ondernemingen.

In welke mate en in welke voorwaarden zullen de buitenlandsche ondernemingen te onzent toegelaten worden om de levensverzekering te doen? Artikel 15 antwoordt op die vraag.

Het ontwerp bepaalde : « De buitenlandsche maatschappijen worden, op denzelfden voet als de Belgische, er toe gemachtigd in België levensverzekeringsverrichtingen te doen zoover in het land waar zij thuis hooren, gelijke voordeelen verstrekt worden aan de Belgische maatschappijen ».

Dit was de erkenning van het beginsel der wederkeerigheid, « wat maar al te natuurlijk is om verdere billijking te vereischen », zooals de Memorie van Toelichting het zegt. Dit was niet de zienswijze van sommige redenaars in den Senaat. De heer Digneffe, die — naar hij zegde — zich op het standpunt plaatste van de massa der Belgen die zich wenschen te verzekeren, en niet op het standpunt van de vreemde verzekeraars, wenschte alle beperking van wederkeerigheid te weren (*Handel. Senaat*, 5 December 1923, blz. 54 en 55). Ten slotte werd de zaak bij minnelijke schikking opgelost door een amendement waarbij een zekere ruimte werd gelaten aan de uitvoerende macht en luidende als volgt : « De Regeering kan echter de toelating weigeren aan de buitenlandsche maatschappijen, welker land van herkomst gelijke voordeelen weigert aan de Belgische maatschappijen ». (Art. 15, al. 1 *in fine*).

De hier gestelde voorwaarden drongen zich op. Het spreekt van zelf, vooreerst, dat de buitenlandsche maatschappijen moeten voldoen aan al de voorwaarden die van de Belgische maatschappijen worden vereischt. Andere eischen vloeien voort uit het feit dat die maatschappijen hun maatschappelijken zetel en hunne goederen in den vreemde bezitten : zetel van werkzaamheid in België te vestigen, vertegenwoordiging in België door een gevolmachtigde, bevoegdheid der Belgische rechtbanken, inrichting van een verschillend beheer

(1) Men heeft terecht doen opmerken dat de bepaling van de uitgestelde deelneming in de winst of van samenvoeging van de winsten in werkelijkheid eene tontine-verrichting is, vermits de toekenning aan de overlevenden, van het aandeel in een gemeenschappelijk vermogen van degenen die het eerst sterven, het echte kenmerk draagt van de verrichting als tontine gekend. (Duruyon, P. L'assurance-vie, Paris 1922, n° 36.) Artikel 37 van het ontwerp verbiedt de tontine als hoofdcontract; artikel 21, lid 3, verbiedt ze als bijkomende bepaling van eene verzekeringsverrichting.

en eene verschillende boekhouding, aanlegging en bewaring in België van de wiskundige reserves behorende tot de in België gesloten overeenkomsten. Deze laatste bepaling, welke het werk is van de Senatoriale Commissie, werd aan de indieners er van ingegeven door de droeve ervaring welke onze landgenooten bij de Deutsche maatschappijen hadden opgedaan, en die geheel het vermogen uit hunne spaargelden samengesteld, naar Duitschland zagen uitwijken (1). De verslaggever had overschot van gelijk toen hij schreef dat, zonder den waarborg betreffende de wiskundige reserves der buitenlandsche maatschappijen, al de overige bepalingen onnoodig werden.

De buitenlandsche ondernemingen moeten opgericht worden hetzij onder den vorm van vennootschappen op aandelen, hetzij onder den vorm van onderlinge verzekeringsverenigingen. De buitenlandsche cooperatieve verenigingen worden uitgesloten (zie verder bl. 20). Wat het juridisch statuut der buitenlandsche maatschappijen betreft, dit wordt geregeld door de bepalingen der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen betreffende de buitenlandsche maatschappijen, hetgeen beteekent, volgens eene verklaring van den achtbaren heer Moyersoën, dat die maatschappijen hare inwendige regeling behouden in de mate vereenbaar met beide hooger genoemde wetten. (*Handel. Senaat*, 5 December 1923, bl. 56.)

De heer Vauthier had aan den Minister van Arbeid gevraagd of de overeenkomst in België aangegaan door eene niet gemachtigde buitenlandsche maatschappij zou geldig zijn. De heer Moyersoën heeft daarop geantwoord : « Ik meen te mogen zeggen dat wanneer eene overeenkomst is getroffen tusschen den verzekeraar en den verzekerde, die overeenkomst geldig is, zelfs indien de buitenlandsche maatschappij niet gemachtigd is om in België te werken. Doch indien de overeenkomst werd gesloten in België, stellen de bestuurders van deze maatschappij zich bloot aan de bij de wet voorziene straffen. (*Handel. Senaat*, 5 December 1923, bl. 56.) — Het is vooreerst zeker dat de eenige verboden verrichtingen diegene zijn welke in België worden gesloten (art. 33 tot 35). Politiewetten en zekerheidswetten binden al degenen die het grondgebied bewonen (B. w. art. 3). Dit geldt namelijk voor de strafwetten (Str. w. art. 3).

De quæstie doet zich aldus voor : zijn de in België door niet gemachtigde maatschappijen gesloten verzekeringen geldig ? Wij kunnen het niet eens zijn met den achtbaren heer Moyersoën : het geldt hier eene wet van openbare orde, en iedere overeenkomst strijdig met de openbare orde is nietig. (B. w. art. 6 en art. 1131-1133). Indien de verboden verrichting wordt gedaan door eene niet gemachtigde maatschappij, zij weze eene Belgische of eene buitenlandsche, wordt zij gestraft en is nietig, en de verzekerde kan niet gedwongen worden dezelve ten uitvoer te brengen.

(1) De bevinding is voor ons des te pijnlijker, daar luidens de wet van 12 Mei 1901 (art. 90, al. 2) het Deutsche keizerrijk van de vreemde in Duitschland werkende maatschappijen eischte, dat zij de reserves van hunne Deutsche contracten zouden plaatsen naar de voorschriften van het bureau van toezicht over de private verzekering, en op zoodanige wijze dat zij er niet kunnen over beschikken zonder de toestemming van dit bureau. De Fransche wet schrijft voor, dit gedeelte van het actief der buitenlandsche maatschappijen neer te leggen in de deposito- en consignatiekas. (Wet van 17 Maart 1905, art. 7, al. 3.)

8. De Raadgevende Commissie : hare rol en hare samenstelling.

Eene uitvoerige bespreking heeft in den Senaat plaats gehad over de samenstelling van de Raadgevende Commissie. Artikel 22 van het ontwerp bepaalt dat er bij Koninklijk Besluit bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, onder den naam van Commissie voor private verzekering, eene Raadgevende Commissie wordt opgericht, samengesteld uit negen leden gekozen onder de personen bijzonder bevoegd in zake verzekeringstechniek en het verzekeringsrecht. Deze Commissie heeft als taak advies uit te brengen over de aanvragen tot toelating (art. 4); over sommige vraagstukken in verband met den afkoop van de polissen (art. 20); over de intrekkingen van de toelating (art. 28); over het afzien van de toelating (art. 31); over de hernieuwingen van de voorloopige toelating (art. 42); ten slotte, over al de vraagstukken betreffende de private verzekeringen, die de Minister haar onderwerpt (art. 22).

Uit deze opsomming blijkt, dat de Commissie louter raadgevend is. Zij neemt geene beslissingen. De Minister is door hare adviezen niet gebonden, hij kan ze al of niet als leiddraad nemen. Het is waar dat de hernieuwing van de voorloopige toelating enkel kan verleend worden op *eensluidend* advies van de Commissie (art. 42), hetwelk, voor een bijzonder punt, aan de vrije beslissing van het hoofd van het Departement eene beperking stelt die wij betreuren, maar die eene uitzondering is. Wat de eigenlijke controle betreft, deze wordt niet uitgeoefend door de Commissie maar door de Regeering (art. 23), dat wil zeggen door de diensten van Nijverheid en Arbeid, onder de leiding van den Minister; deze alleen past de fiskale dwangmaatregelen toe (art. 25), en stelt aan den Koning het intrekken van de toelating voor (art. 28). (*Handel. Senaat*, 20 November 1923, bl. 11; *ibid.* 4 December 1923, bl. 34).

Twee stelsels werden voorgesteld voor de samenstelling van de raadgevende Commissie. Eenigen wilden er de verzekeraars en de vast aangestelde actuarissen van de maatschappijen van levensverzekering uitsluiten. « Men ziet dadelijk in tot welke misbruiken men zou aanleiding geven en welke achterdocht benoemingen van dien aard zouden doen oprijzen, » schreef in zijn eerste verslag de heer de Ghellinck, die sindsdien echter van meening veranderd is. (*Handel. Sen.*, 20 Nov. 1923, bl. 11.) « Het schijnt mij niet aanneemlijk eene Commissie in te stellen die zou bestaan uit verzekeraars belast met het oordeelen over de hoedanigheid van de verrichtingen van andere maatschappijen die hunne mededingers zijn, » verklaarde de heer Digneffe (*Handel. Sen.*, 20 Nov. 1923, bl. 13; *ibid.*, 5 Dec. 1923, bl. 48-49), die sedertdien eene gansch andere houding heeft aangenomen en door een amendement heeft voorgesteld de Commissie samen te stellen uit drie bestuurders van verzekeringsmaatschappijen, uit drie actuarissen en drie andere bevoegdheden. (*Handel. Sen.*, 5 Dec. 1923, bl. 62.)

Anderen wilden daarentegen in den schoot van de Commissie de belangen doen vertegenwoordigen, zooals b. v. de heer Van Roosbroeck (twee amendementen : *Handel. Sen.*, 20 Nov. 1923, bl. 19, 5 Dec. 1923, bl. 62, 9 Januari 1924, bl. 197). Dit is natuurlijk niet aan te nemen. Het geldt hier niet belangen, maar wel bevoegdheden.

Ten slotte werd de oorspronkelijke tekst behouden, waarbij aan den Minister

van Arbeid de zorg wordt overgelaten de Commissie samen te stellen volgens de opvatting die hij in den Senaat heeft uiteengezet. « In deze Commissie, verklaarde de heer Moyersoën, moeten ambtenaren, vertegenwoordigers van de verzekeringsmaatschappijen en actuarissen zetelen, zonder dat de maatschappijen zoo sterk vertegenwoordigd wezen dat zij de werking der andere leden kunnen neutraliseeren of andere maatschappijen beletten zich te doen hooren. » (*Handel. Sen.*, 5 Dec. 1923, bl. 63.) « Men schijnt altijd te vreezen dat de Commissie personen zal tellen behoorende tot de eene of de andere private groepeeringsgroep, personen waarvan de aanwezigheid de andere maatschappijen zou kunnen hinderen. De Commissie zal zeker personen omvatten die tot verzekeringsgroepeeringsgroepen behoren, maar ik kan u verzekeren dat zij daar nooit een overwegenden invloed zullen hebben. » (*Handel. Sen.*, 9 Januari 1924, bl. 197.)

Uwe Middenafdeeling is van meening dat deze samenstelling niet zonder gevaar is. Het komt ons wenschelijk voor uit de Commissie al de verzekeraars te sluiten, welke zij ook wezen, en zoo mogelijk al de personen die op eenigerlei wijze van hen afhankelijk zijn. Artikel 8 van de Hollandsche wet van 22 December 1922 schrijft hetzelfde voor ten aanzien van de leden der Kamer van Verzekeringen: « Zij mogen niet op eenigerlei wijze verbonden zijn aan, of, anders dan als schuldeischer uit eene overeenkomst van levensverzekering, belang hebben bij eene onderneming, waarop deze wet van toepassing is. »

Men kan vertrouwen stellen in het Hoofd van het Departement om de Commissie op zoodanige wijze samen te stellen dat alle partijdigheid wordt geweerd. Maar het lijkt ons niet zonder bezwaar dat het den verzekeraars wordt mogelijk gemaakt zich op de hoogte te stellen van geheel de geheime organisatie en van de zwakke kanten der mededingende maatschappijen die de toelating vragen: grondslagen van de berekening der premien, wijze van aflossing der kosten, de gekozen berekeningen, en al de andere gegevens die door de bestuurlijke overheden kunnen gevraagd worden (art. 3, 5^o tot 7^o). Uwe Middenafdeeling dringt er sterk op aan dat te dien aanzien door den Minister van Nijverheid van Arbeid eene geruststellende verklaring zou afgelegd worden: het uitstekend en onmisbaar stelsel dat men ons voorstelt loopt gevaar tot gansch verkeerde uitslagen te leiden indien de Commissie niet uitsluitend uit onpartijdige en belanglooze personen wordt samengesteld. En dit te meer nog, daar de wet geene enkele strafbepaling inhoudt tegen de leden van het Comité die de geheime inlichtingen, die zij in 't uitoefenen van hunne opdracht hebben bekomen, zouden aan 't licht brengen; zou het Koninklijk besluit tot regeling van het toezicht geene maatregelen kunnen voorschrijven om de onbescheidenheden te voorkomen en zelfs, indien noodig, te straffen?

9. Besluit.

Onder voorbehoud van de voorafgaande bemerkingen, meent uwe Middenafdeeling dat noch de machtiging, noch de controle van aard zijn om de vlucht der levensverzekering in het land te stuiten. Alleen de verdachte ondernemingen en die welke slecht in elkaar zitten worden in hunne werking belemmerd: die van de laatste categorie zullen overigens tijd genoeg krijgen om zich

in regel te stellen. De slechte naam welke de levensverzekering in zekere mid-
dens bezit, wegens de talrijke misbruiken waartoe zij tot nog toe hebben aanlei-
ding gegeven, zal worden weggenomen en het Belgisch publiek zal ten slotte
de groote diensten bevroeden welke deze meest verbeterde vorm der spaarzaam-
heid kan bewijzen.

III. — JURIDISCHE VORM VAN DE LEVENSVZERZEKERINGSONDERNEMINGEN.

Naar luid van het wetsontwerp, moeten de levensverzekeringsondernemingen
worden gevestigd hetzij onder den vorm van vennootschappen op aandelen, hetzij
onder den vorm van onderlinge vereenigingen van levensverzekering. Alleen
bij wijze van uitzondering kunnen de Belgische cooperatieve levensverzekerings-
maatschappijen, die op den datum van 25 November 1923 bestaan, hunne wer-
king voortzetten (art. 2).

1. *Vennootschappen op aandelen.*

De handelsvennootschappen van levensverzekering, gemeenlijk maatschappijen
met vaste premien genoemd, zijn over 't algemeen opgericht onder den vorm
van vennootschappen op aandelen. « Al de ernstige maatschappijen met vaste
premien zijn, zoo zegt de Memorie van toelichting, naamlooze vennootschappen.

De wet zal dus alleen het gebruik bekrachtigen met het tot een vasten regel te
maken, ten einde aan het publiek de waarborgen te verschaffen die voort-
vloeien uit de wetgeving betreffende de vennootschappen op aandelen. » Bij deze
waarborgen voegt het ontwerp een andere betreffende de vorming van het maat-
schappelijk kapitaal (art. 6).

2. *Samenwerkende vennootschappen.*

Het oorspronkelijke ontwerp sloot de samenwerkende vennootschappen van ver-
zekering volstrekt uit. De Memorie van Toelichting stelt vast dat « de cooperatieve
vorm vaak werd aangenomen om een geldzaak te verduiken onder den schijn van
een onbaatzuchtig werk, en dat deze vorm aan de stichters toeliet te ontsnappen
aan de waarborgen welke de wet eischt van de maatschappijen op aandelen en
tevens zekere fiskale voordeelen te genieten. » Welnu, van twee zaken ééne,
ofwel de cooperatieve vennootschap is, in werkelijkheid, eene winstgevende onder-
neming, en dat zij alsdan den vorm aanneme van de vennootschap op aandelen
die meer waarborgen van stevigheid en van publiciteit aanbiedt; ofwel maakt de
cooperatieve vennootschap een werk uit van solidariteit en dan is de vorm der
onderlinge verzekeringsvereeniging te harer beschikking.

Over deze quaestie ontstond een levendige bespreking. De socialistische groep
drong er op aan dat de cooperatieve vennootschap werd toegelaten om de verzeke-
ring op het leven te doen en zij bood aan in de wet de waarborgen van juridische
orde te lasschen, welke onder de huidige regeling konden ontbreken. (De heeren
Rouvaux, *Handel. Senaat*, bl. 18. De Swarte, *ibid.*, bl. 35; Van Roosbroeck,
ibid., bl. 43.)

De Minister van Nijverheid en Arbeid verzette zich tegen de met dit doel voorgestelde amendementen. Doeh hij stemde er in toe den toestand van de bestaande samenwerkende vennootschappen te bevestigen, mits zekere bijzondere voorwaarden. De voorgestelde bepaling ten bate der cooperatieven in 't algemeen werd verworpen, en men werd het eens om aan de opsomming van artikel 2 toe te voegen: « Eene Belgische samenwerkende vennootschap die op 25 November 1923 regelmatig bestond en voldoet aan de vereischten opgesomd bij artikel 14 of aan deze vereischten heeft voldaan » : bepaald minimum van het maatschappelijk fonds, bekendmaking der rekeningen in het *Staatsblad*, hoofdelijke verantwoordelijkheid der beheerders. De gunst is uitsluitend van toepassing op de Belgische cooperatieven, de buitenlandsche maatschappijen van dezen aard blijven uitgesloten. (*Handel. Senaat*, 9 Januari 1924. bl. 195.)

3. *Onderlinge levensverzekeringsverenigingen : haar juridische vorm.*

De onderlinge verzekeringsverenigingen genieten een zeer vrij regime van gemeen recht : zij worden beheerd door hare reglementen, door de algemeene rechtsbeginselen en door de bepalingen der wet op de verzekeringen, in zoo verre zij niet onvereinbaar zijn met deze soort van verzekeringen. Zij worden voor de rechtbank vertegenwoordigd door hunne bestuurders. (Wet van 11 Juni 1874, art. 2). Dit is alles en, in beginsel, is het zeer wel.

De Memorie van Toelichting verklaart dat die regeling ontoereikend is, voor wat de levensverzekering betreft; zij komt feitelijk neer op de afschaffing van alle waarborgen, aangezien alles, of nagenoeg alles, wordt overgelaten aan de vrijheid der overeenkomsten. Het is onontbeerlijk aan de onderlinge verzekeringsverenigingen een eigen rechtsstatuut te geven, welk voortaan alle mogelijkheid van verwarring uitsluit en wiens bepalingen de ontoereikendheid van bovengemelden tekst aanvullen. »

Vandaar in het ontwerp een zeker aantal artikelen die bijzonder zijn berekend op dezen vorm van onderneming (art. 7 tot 13). Die bepalingen gaan uit van deze gedachte, dat men aan de wet op de samenwerkende vennootschappen de ontbrekende waarborgen moet ontleenen.

Dit was bepaald verkeerd, het was een kwalijk procédé van wetgevende techniek, dat onvermijdelijk sommige onverwachte gevolgen na zich moest sleepen : de onderlinge verzekeringsvereniging is geene handelsvennootschap, en sommige bepalingen der wet op de cooperatieven kunnen daarbij niet passen. Men begint in artikel 7 met te zeggen dat de Belgische onderlinge levensverzekeringsverenigingen worden opgericht naar de wijze bepaald voor de samenwerkende vennootschappen, zonder haren burgerlijken aard te verliezen.

Dat is reeds zonderling, en de opsteller van het ontwerp heeft zijne dwaling nog verergerd met op beperkende wijze de wetsbepalingen op de cooperatieven te vermelden welke in deze zaak niet toepasselijk zijn. Gelukkigig heeft de heer Seeliger sommige ongerijmdheden bemerkt welke men ging bedrijven en heeft hij zeer terecht doen opmerken dat de uitgezonderde artikelen niet de eenige waren die hier niet toepasselijk zijn. Het beginsel van zijn amendement was uitmuntend : de onderlinge levensverzekeringsmaatschappijen onderworpen laten

aan de wet van 1874 en, in plaats van vergelijkenderwijze te handelen, de bijkomende waarborgen aanstippen die zich opdroegen (*Handel. Senaat*, 5 Dec. 1923. bl. 51-52). Hij werd niet gevolgd.

De Minister van Nijverheid en Arbeid heeft het amendement niet aangenomen. Het beginsel blijft : de onderlinge verzekeringsvereniging is onderworpen aan de wet van 11 Juni 1874; doch, wat den vorm betreft, zal zij een coöperatieve wezen. Het is wel verstaan, dat zij onder dit kleed, hare burgerlijke persoonlijkheid behoudt.

Laat ons van meer nabij het regime onderzoeken waaraan de onderlinge verzekeringsverenigingen werkelijk zullen onderworpen worden. Zij zullen gevestigd worden op de wijzen voorgeschreven voor de samenwerkende vennootschappen : hetgeen beteekent, naar ik meen, bij authentieke of bij onderhandsche akte, met bekendmaking der standregelen in het *Staatsblad*. (Samengeordende wet op de vennootschappen, art. 2 en 9.) Dit is hetgeen de heer Seeliger voorstelde te zeggen *in terminis*, en dit was beter. Wij meenen dat dezelfde formaliteiten worden vereischt voor de wijzigingen der sociale akten. (Wet. venn., art. 12).

Wat de overige bepalingen betreft der wet op de vennootschappen, worden de eene behouden, de andere vervangen door bepalingen die eigen zijn aan de onderlinge levensverzekeringsverenigingen, hetgeen een onsamenhangend geheel uitmaakt. Men schrapt artikel 115, en de zelfstandigheid van de coöperatief verdwijnt : de vereniging zal niet eene coöperatief zijn : wat is, inderdaad, een coöperatief die niet bestaat uit vennoten waarvan het aantal of de inbrengen veranderen en wier aandeelen niet kunnen afgestaan worden? Het is wellicht al wat gij wilt, behalve een coöperatief. En nochtans dwingt de wet ons aan te nemen dat het er eene is... voor wat den vorm betreft. Dit artikel, evenals artikel 117, 4^o worden vervangen door artikel 8 waarbij een bepaald zekerheidsfonds wordt verplichtend gemaakt.

Artikel 116 blijft bestaan : benaming der vennootschap, minimum der vennoten, beheer — dit alles wordt geregeld zooals in de gewone coöperatieven. Dit geldt eveneens voor wat de verantwoordelijkheid der leden betreft : artikel 116 4^o, artikelen 118, 8^o en 119, 6^o, waaruit blijkt dat, behoudens het geval dat de standregelen er anders over beschikken, de leden hoofdelijk aansprakelijk zullen zijn voor alle sociale verbintenissen, en dit op hun geheel vermogen : opstellers van standregelen, neemt u in acht!

Artikel 117, behalve het n^o 4^o, is mede van toepassing : de akte van oprichting moet dus de benaming der vennootschap, haar doel, de juiste vermelding der vennoten bepalen.

De akte zal, daarenboven, de vermeldingen inhouden, voorzien bij artikel 118, en bij ontstentenis van bepalingen over de aldaar aangeduide punten, zal artikel 119 den duur der vennootschap, de toelating, het ontslag en de uitsluiting van leden, het beheer en het toezicht, het houden der algemeene vergaderingen, de verdeeling der winsten en der verliezen regelen. Daar de aangeslotenen, onzes dunks, de dubbele hoedanigheid bezitten van verzekerde en van lid der vereniging, blijkt uit n^o 2^o dat, bij gebrek van bepalingen der standregelen, het de algemeene vergadering is die de nieuw verzekerden zal toelaten! En daar

komt men ons nu spreken van winsten en verliezen, wat zeer natuurlijk is voor eene handelsmaatschappij, doch wat onvereinbaar schijnt met den aard der mutualiteit : men leze, zooals de heer Seeliger het zeer wel zegde « overschot of tekort van ontvangsten »

Artikel 120 wordt vervangen door artikel 9 der wet en, gelukkiglijk wordt artikel 121 vervangen door artikel 10.

Men heeft artikel 122 behouden, zeggende dat de vennoten slechts hun ontslag kunnen geven binnen de eerste zes maanden van het maatschappelijk jaar. Zonderling! Veronderstellen wij een verzekeringspolis welke op 1 September 1924 komt te vervallen : de vroegere verzekerde zal na dezen datum lid blijven van de maatschappij, indien hij niet zijn ontslag van de vereeniging heeft gegeven binnen de eerste helft van het maatschappelijk jaar, te weten uiterlijk op 30 Juni 1924. Hij blijft voor onbepaalden tijd lid, zoo hij niet schriftelijk ontslag neemt (art. 10). De toestand zal dezelfde zijn voor den verzekerde die ophoudt de premien te betalen en vraagt de polis te mogen afkopen. Tenzij men zegge de eenige zaak die men had moeten zeggen : de hoedanigheid van lid der vereeniging en de hoedanigheid van verzekerde dekken malkander in dezen zin dat de vennoot die ophoudt verzekerd te zijn, tegelijkertijd en automatisch ophoudt deel uit te maken van de vereeniging (1). Doch indien dit zoo is, wat beteekent dan de beperking van artikel 122?

De artikelen 123, 124 en 125 zijn zonder toepassing : het ontslag moet schriftelijk worden ingediend. Het wordt geteekend en gedateerd door hem aan wien het beheer en de sociale handteekening is toevertrouwd : aan den bestuurder der maatschappij heeft men daar een vervelende taak opgelegd. Waartoe kan die formaliteit dienen? Artikel 11 regelt de uitsluiting : heeft de opzegging van eene polis de uitsluiting van den vennoot voor gevolg? Men weet het niet en uwe Middenafdeeling durft geene oplossing voorstellen, gezien artikel 122 dat een onderscheid tusschen de verzekering en de aansluiting schijnt te onderstellen.

De artikelen 126 en 127 worden zonder bezwaar toegepast. Doch daar komt artikel 128 ons leeren dat de uittreding der vennoten moet bekend gemaakt worden : waarschijnlijk onachtzaamheid, aangezien de artikelen 10 en 11 geen gewag maken van dergelijke bekendmaking en dat de maatschappij niet gehouden is de lijst van de leden ter griffie neer te leggen, artikel 135 niet van toepassing zijnde.

De titel op naam, bedoeld in artikel 129, is vervangen door de verzekeringspolis (art. 10), hetgeen doet gelooven dat ondanks alles, de verzekering en de aansluiting slechts één en dezelfde zaak zijn.

Artikel 131 zegt ons dat het beheer der vereeniging ieder jaar een inventaris opmaakt.

Artikel 132 is niet toepasselijk : artikel 12 van het ontwerp regelt de quaestie.

Artikel 133 wordt vervangen door artikel 13 van het ontwerp.

De jaarlijksche balans moet neergelegd worden ter griffie van de rechtbank

(1) Het ophouden van de verzekering brengt niet met zich het ophouden van de aansluiting. J. J. HAGE, *Onderlinge verzekering*, Rotterdam, 1914, bl. 131. Ph. ASTRESSE, *Assurances mutuelles* t. 1, 1901, bl. 286.

van Koophandel (art. 134). Ware het niet oneindig beter de balans in het *Staatsblad* te doen bekendmaken, zooals de wet dit vereischt voor de samenwerkende vennootschappen toegelaten om de levensverzekering te doen (art. 14, 3^o)? Dit onderscheid is onverklaarbaar; hetgeen onontbeerlijk is voor de naamlooze vennootschap en voor de eigenlijk gezegde cooperatieve, is het ook voor de onderlinge verzekeringsvereeniging met cooperatieven vorm...

En, ziehier nu de grootste ongerijmdheid : om de redenen door den heer Seeliger uiteengezet (*Handel. Senaat*, 5 December 1923, bl. 52), vereischt de wet niet dat de lijst der leden ter griffie van de Handelsrechtbank wordt neergelegd (art. 135), maar artikel 137 blijft van toepassing, en het publiek wordt toegelaten kosteloos inzage te nemen van lijsten... die niet bestaan.

Artikel 153 der samengeordende wet op de vennootschappen zegt, dat de handelsvennootschappen, na hare ontbinding, gehouden worden te bestaan voor hare vereffening. Deze bepaling is niet eigen aan de samenwerkende vennootschap, zij geldt voor alle handelsvennootschappen. Wij meenen te moeten zeggen, dat zij van toepassing is op de onderlinge verzekeringsvereenigingen op het leven, krachtens den algemeenen tekst van artikel 7 van het ontwerp.

4. De valsche mutualiteiten.

Het ontwerp wil terecht de valsche mutualiteiten doen verdwijnen. Wat daarin moet gelaakt worden, zegt de Memorie van Toelichting, is « niet het inzicht geld te verdienen, maar wel de vermomming eener geldzaak onder het uiterlijk van een onbaatzuchtig werk ». Verder : « Voorzorgen zullen natuurlijk dienen genomen te worden om te vermijden dat ondernemingen uit winstbejag zich onder het uiterlijk der onderlinge vereenigingen zouden verduiken en derwijze eene belangloosheid voorwenden die noch in haar inzicht noch in haar daden licht. » En eindelijk : « Het openbaar belang eischt hier openhartigheid en klaarheid. Wanneer men eene winstgevende zaak op het oog heeft, moet men het onomwonden verklaren : niets is hatelijker dan het uitbuiten van de menscheelievendheid. »

Daaruit vloeien twee bijzondere bepalingen voort betreffende de onderlinge levensverzekeringsmaatschappijen :

Art. 7, lid 2. — Zij mogen het beheer harer zaken niet aan beheerondernemingen toevertrouwen. « Eene ware onderlinge vereeniging moet zelf haar zaken besturen, » zegt de Memorie van Toelichting. « Wanneer zulks het geval is, dan is de zoogezegde onderlinge vereeniging meestal slechts een bijinrichting van de beheeronderneming, welke in die schikking een middel ziet om winst te maken, zonder de gevaren op de loopen en de verantwoordelijkheid op te nemen, welke een maatschappij van verzekering tegen vaste premiën, die zich als dusdanig bij het publiek aanmeldt, zou moeten op zich nemen; dat is niet duldbaar. »

Art. 8, lid 3. — Het is verboden bijzondere voordeelen te bepalen voor de oprichters of voor een groep van vennoten. « Deze bepaling, zegt de indiener van het wetsontwerp, gaat uit van dezelfde gedachte : buiten de saamenhoorigheid en den geest van gelijkheid, bestaat er geene ware mutualiteit. » Dit is onbetwistbaar.

5. *Mogen de samenwerkende vennootschappen derden verzekeren?*

Hier rijst echter eene andere vraag op : mogen de samenwerkende vennootschap en de onderlinge verzekeringsvereniging derden verzekeren, anderen dan de deelgenooten, en die niet in aanmerking komen voor de winsten noch voor de eventueele verliezen ?

Het wetsontwerp staat het toe, meenen wij, aan de bestaande samenwerkende maatschappijen, gemachtigd om hare verrichtingen voort te zetten, want de eigenlijke samenwerkende vennootschap sluit den handel niet uit, integendeel, zij veronderstelt daden van handel. (M. DE SWARTE, *Handel. Sen.*, 4 Dec. 1923, bl. 37-38.) Het amendement van de Regeering, dat artikel 14 van het ontwerp geworden is, schijnt ons, van een wetgevend standpunt uit, de draagkracht van de beschouwingen daarover in het aanvullend verslag van de Commissie, te hebben vernietigd. (*Doc. Sen.* 1923-1924, n° 12, bl. 2.) Sommige cooperatieven verzekeren tegenwoordig derden, en artikel 14, dat haar betreft, legt haar te dien aanzien geene wijzigingen op. Wat de Minister eigenlijk wilde is, dat de bestaande samenwerkende maatschappijen op denzelfden voet werden gesteld als de maatschappijen met aandeelen. (*Handel. Sen.*, 4 Dec., bl. 44.)

6. *Mogen de onderlinge verzekeringsverenigingen derden verzekeren?*

Wat aangaat de eigenlijk gezegde onderlinge verzekeringsmaatschappij, werd in den Senaat gezegd dat deze, buiten hare leden, geen cliënteel mag opnemen die niet deel neemt aan de voordeelen en risico's van de onderneming. In antwoord op eene opmerking van den achtbaren heer Digneffe, betreffende de beheerondernemingen, zegt de verslaggever : « De mutualiteit moet alleen hare eigen leden verzekeren en zij mag hare verrichtingen niet uitstrekken tot personen die vreemd zijn aan de maatschappij. Wat zij niet rechtstreeks mag doen, mag zij ook niet onrechtstreeks doen door bemiddeling van eene beheeronderneming. Aldus zou men de wet ontduiken, en dit moet belet worden. » (*Aanvullend Versl., Doc. Sen.*, n° 12). In denzelfden zin sprak de heer Moyer-soen, toen hij verklaarde dat « de levensverzekeringsondernemingen kunnen verdeeld worden in maatschappijen die handel drijven in verzekeringen, en in onderlinge verzekeringsmaatschappijen die uitsluitend voor de leden werken ». (*Hand. Sen.*, 4 December 1923, bl. 43).

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering eene verklaring zou afleggen over de vraagstukken van juridischen aard die de bepalingen betreffende den vorm van de onderlinge verzekeringsmaatschappijen hebben doen oprijzen. Laten wij eene klare wet maken die geen aanleiding geeft tot uitleggingsmoeilijkheden. Een gebrekkige tekst en de twijfel dien hij doet oprijzen zouden de onderlinge verzekeringsverenigingen kunnen ten onder brengen.

IV. — VERBOD VAN DE TONTINE-VERRICHTINGEN.

Artikel 37 van het ontwerp luidt :

« Worden met loterijen gelijkgesteld en zijn strafbaar met de bij artikelen 302 en 303 van het Strafwetboek voorziene straffen, alle *spaar-, kapitalisatie- of ver-*

zekeringsverrichtingen, houdende bijeenbrenging van sommen om te slaan over de belanghebbenden, 't zij bij loting, 't zij naar een overlevingsbepaling waaraan vreemd blijft iedere verbintenis wiskundig berekend naar de persoonlijke bijdragen van de deelnemers ».

Dit is de veroordeeling, en brengt het verdwijnen mede, van de tontine-maatschappijen, van de kapitalisatie-maatschappijen, van de pseudo-mutualiteiten van verschillenden aard, niet uitgezonderd degene die, zonder kapitalen uit te deelen, zich beperken tot het afleveren van renten aan deelgenooten.

Blijven wij een oogenblik stil bij de drie categorieën van de meest verspreide ondernemingen die alle drie zonder den minsten twijfel onder de toepassing van dit artikel vallen :

1. De kapitalisatiemaatschappijen ;
2. De eigenlijke tontines ;
3. De maatschappijen genaamd « Chatelusiennes ».

1. De kapitalisatiemaatschappijen.

Ziehier waarin het contract van kapitalisatie bestaat : de aangeslotene verbindt zich gedurende een zekeren tijd eene bepaalde maandelijksche bijdrage te storten, en, anderzijds, verbindt zich de maatschappij hem eene bepaalde som uit te betalen, hetzij op den vervaldag van het contract, hetzij bij vervroegden termijn, bijaldien het nummer van het contract uit de bus komt bij een der lotingen waartoe de onderneming op gestelde tijden overgaat.

De kapitalisatiemaatschappijen, aldus begrepen, mogen in België geene verrichtingen doen zonder zich bloot te stellen getroffen te worden door de bepalingen van de artikelen 301 en 302 van het Strafwetboek.

Werden achtereenvolgens door de rechtbanken getroffen : de « Séquanaise Capitalisation », de « Constantia Capitalisation », het « Crédit à l'Épargne », de « Caisse centrale de capitalisation », de « Garantie des Prévoyants », « les Prévoyants », de « Caisse générale des Familles », en andere meestal Fransche maatschappijen. (Corr. Luik, 29 Juli 1911 en Hof van Beroep, Luik, 3 Februari 1912, *Pand. pér.*, 1912, n° 294 en *Pand. pér.*, 1913, n°s 413-414; Corr. Brussel, 14 Maart 1912, *Pand. pér.*, 1912, n° 1082; Corr. Doornik, 1 Juni 1912, *Pand. pér.*, 1913, n° 17; Hof van Beroep, Brussel, 23 December 1912, *Pand. pér.*, 1913, n° 406. Vergelijk Hof van Beroep, Brussel, 9 Augustus 1882, *Pas.*, 1882, II. 378.)

Vóór den oorlog, was de rechtspraak het hier over eens, thans is dit niet meer zoo. Twee correctioneële rechtbanken, die van Bergen (vonnis van 28 Nov. 1922) en die van Kortrijk (vonnis van 19 Febr. 1923), hebben beslist dat de verrichtingen der kapitalisatiemaatschappijen geen loterijen uitmaken, daar zij aan het publiek niet de hoop laten op een gewin dat uitsluitend zou verworven worden door de uitloting, en dat het toeval er zich bij beperkt het tijdstip der uitkeering vast te stellen, daar het gewin reeds verworven is naar luid van het contract dat de intekenaars tegenover de maatschappij verbindt. Die beslissingen schijnen verkeerd te zijn. Is het, inderdaad, niet een gewin, te danken aan het lot,

wanneer men vóórtijdig een kapitaal uitbetaald krijgt dat men, normaal, slechts twintig of dertig jaar later zou moeten optrekken (1)?

Wij waren niet in de gelegenheid een exemplaar te zien van de contracten der « Caisse fraternelle de Capitalisation » welke in de vonnissen wordt bedoeld, doch het is geenszins vermetel te denken dat hier, zooals overal, het uitkomen van het nummer bij de loting den aangeslotene ontslaat van alle verdere stortingen, en deze vrijstelling maakt, op hare beurt, een gewin uit dat uitsluitend door middel van het lot is verworven geworden. Alleen de vroegere rechtspraak kan, naar ons oordeel, gerechtvaardigd worden.

Wil dit zeggen dat deze verrichtingen altijd van bedrieglijken aard zijn en al de kapitalisatiemaatschappijen zich woekerwinsten aanschaffen? Niet noodzakelijk, maar toch gewoonlijk.

Een Fransche schrijver teekent de gewichtige en talrijke misbruiken waartoe de kapitalisatiemaatschappijen in zijn land hebben aanleiding gegeven : aanlokken de prospectussen, misbruik van het lokaas der loterij, avontuurlijke plaatsingen van fondsen gevolgd van geruchtmakende instortingen, draconische bedingen der polissen, misbruik der vervallenverklaringen, nietbestaan of ontoereikendheid van de terugkoopwaarden, overdreven winsten van zekere maatschappijen, die, overigens, in de balansen verdoken zijn (2).

Het verslag van den Zwitserschen Bondsraad over de Verzekeringen voor 1909 onderzoekt de techniek der kapitalisatie, en het stelt vast dat de maatschappijen die er zich aan overleveren de belangen van hunne aangeslotenen aan die van hunne aandeelhouders opofferen, dat zij door de verlokking eener loterij de duurte van hun tarief vergoeden, dat de waarden van terugkoop onrechtvaardig zijn, dat de aandeelhouders en de beheerders dikke dividenden en overgroote winstaandeelen trekken (3).

Kan men tegen deze misbruiken ingaas zóó dat de maatschappijen blijven leven en aan controle zijn onderworpen? Dat ware achteruitgaan. De voorgestelde tekst bevestigt inderdaad slechts de meest gevolgde rechtspraak : de verrichting verschaft winst door middel van het toeval, 't is eene loterij. Nu, door het Strafwetboek wordt de loterij op zich zelf reeds veroordeeld, afgezien van het misbruik dat men er van maken kan. Feitelijk streeft de wet naar de afschaffing van de sociale kwaal die voortspruit uit de verbreiding onder het volk van de zucht naar winstbejag enkel door het bloote toeval bekomen. « De wetgever, aldus een arrest, wil den ontzenuwenden invloed van de loterij bestrijden, alsmede de minachting van den arbeid die er het gevolg van is » (4).

(1) De som van 100 frank, welke thans wordt opgetrokken in plaats van binnen drie en dertig jaar en tegen 5 t. h. wordt uitgeplaatst, zal bij het verstrijken van het contract 500 frank bedragen. De titularis bekomt dus door het lot een winst gelijk aan verscheidene malen het beloop der verbintenissen vanwege de maatschappij.

(2) Wetsontwerp betreffende het toezicht en de controle van de kapitalisatiemaatschappijen. Overgenomen in het *Bul. des assurances sociales*, 1907, blz. 172-188.

(3) *Rapport féd.* voor 1909. Berne, 1911, bl. XLV tot XLVIII.

(4) NYPELS EN SERVAIS. *Code pén. interprété*, boek II, artikelen 301-302, n^o 4, bl. 287-288; *ibid.*, n^o 6, bl. 291; Cass. b., 25 Januari 1911; *Pas.*, 1911, I, 95.

Door het ontwerp wordt dus op dit punt niets nieuws ingevoerd en wij meenen, dat niemand het den wetgever euvel duiden zal, dat hij in dit opzicht de beteekenis der artikelen 301 en volgende voorgoed bepaalt.

2. *De eigenlijke tontines.*

De tontine is de groepeeriing van leden in eene vereeniging met bepaalden duur (10, 12, 15 jaar); de bijdragen van deze leden worden, na aftrok van de beheerskosten, in roerende, vaak loterij-waarden, omgezet en voor de gemeenschap gekapitaliseerd. Bij verloop van den termijn der vereeniging, wordt het vermogen, aldus samengesteld uit de bijdragen, dezer interesten, desgevallend de uitgetrokken loten tot waarde gemaakt en *onder de overlevenden* verdeeld. Het aangesloten lid kan niet voorzien, welke som hij trekken zal : deze som wordt bepaald, enerzijds, door het bedrag der beursnoteering van de waarden op den dag der vereffening, anderzijds, door het getal overlevenden, en, ten slotte, door het bedrag der inschrijving van ieder lid (1).

De tontine houdt voor het aangesloten lid, een specifiek gevaar in : sterft hij alvorens de vereeniging ontbonden is, dan zijn zijne gestorte premien verloren. Dit risico zal hij bestrijden door lid te worden van eene tegen-verzekeringskas; mits eene jaarlijksche bijdrage, betaalt deze kas aan de rechthebbenden, bij overlijden, alles of een gedeelte der bijdragen zonder de interesten terug.

De tontine-vereenigingen hebben geen eigen beheer : zij worden beheerd door eene financieele onderneming die gewoonlijk eene naamlooze vennootschap of eene cooperatieve is. En 't is dan ook deze maatschappij die de bijdragen en de tegen-verzekeringspremiën int, de kapitalen der leden plaatst, de waarden door middel der stortingen aangekocht beheert, en, bij ontbinding der vereeniging, de opbrengst onder de overlevenden verdeelt.

Dat is de tontine. Zij is eene « spaarmaatschappij samengesteld uit de bijeenvoeging van sommen onder de rechthebbenden te verdeelen... krachtens eene bepaling van overleving, zonder eenige wiskundige verbintenis bepaald in verhouding tot de afzonderlijke bijdragen of deelnemingen ». De tontine wordt getroffen door artikel 37 van het ontwerp.

Wat wordt ertegen aangevoerd? Laten wij onderscheid maken tusschen de verrichting op zich zelf en de misbruiken waartoe zij aanleiding gaf.

De verrichting op zich zelf.

De Memorie van Toelichting noemt haar « loterijen op den dood, die maar den schijn van de echte verzekering hebben en schadelijk zijn voor het algemeen belang ».

En zij geeft deze verklaring :

De tontines, die onder allerlei vorm voorkomen, bezitten het gemeenschappelijk karakter te streven naar de eindverdeeling, ten bate der overlevenden, van de samengevoegde bijdragen, zonder dat er een vooraf bepaalde verhouding bestaat tusschen de lasten door de verzekeringsnemers gedragen en de toevallige voordeelen die in uitzicht gesteld worden. De wet van het evenwicht wordt hierbij miskend; er bestaat geen geldelijke vergoeding van de gevolgen van 't toeval. De overleving speelt hier denzelfden rol als de loting bij een loterij, met

(1) SUMIEN, P. *Traité des Assurances terrestres et de la réassurance*, 1923, bl. 136.

dien verstande dat, *bij een loterij, er van een werkelijke gelijkheid der kansen sprake kan zijn, terwijl in een tontine zulks nooit het geval is.* Inderdaad, al de deelhebbenden worden op denzelfden voet behandeld, welke ook hun leeftijd zij; welnu de sterftekansen verschillen volgens den leeftijd. De tontine is dus een *onrechtvaardige loterij*, waarin men te vergeefs het moreele bestanddeel zoekt, dat aan iedere daad van voorzorg ten grondslag moet liggen. Worden de loterijen verboden, te meer dienen de tontines verboden te worden. »

In sociaal opzicht levert eene dergelijke verrichting niet het minste nut op. Integendeel. « Wanneer men een arbeider, huisvader, aanzet eene verzekering te sluiten in geval hij leeft tot een zekeren ouderdom, zooals een aanzienlijk getal tontine-maatschappijen en kapitalisatiemaatschappijen dit doen, dan bewijst men hem een slechten dienst; want men ontnemt hem het middel een veel dringenderen en heiligeren plicht te vervullen, den plicht zijn gezin te vrijwaren tegen de armoede in geval van vroegtijdigen dood van het gezinshoofd. » (Zwitsersche verslag van 1910.) En zooals men heeft gezien, wordt door de maatschappij, in geval van overlijden, slechts het tegenverzekerd gedeelte uitgekeerd.

De tontine-maatschappijen waarborgen niets. Zij verbinden zich niet een bepaald kapitaal, zelfs niet een minimum te betalen: de opbrengst van de verrichting zal afhangen van den koers der waarden op het oogenblik van de vereffening, evenals van het getal overlijdens. De administratie wordt gedaan door de beheermaatschappij, maar wel te verstaan op risico van de aangeslotenen. De daling van de aangekochte waarden is een verlies voor de deelgenooten, terwijl daarentegen de spaarkassen de uitkeering der gestorte sommen waarborgen, en dat, anderzijds, de verzekeringsmaatschappijen zich verbinden, in geval van leven, een bepaald kapitaal of eene overeengekomen rente te storten.

De misbruiken.

In de praktijk hebben de tontine-maatschappijen tot erge misbruiken geleid.

Zij doen de meest aanlokkelijke beloften, maar zorgen er wel voor ze niet in hare contracten te schrijven. Deze vermelden weliswaar, in groote letters, een bepaald kapitaal, maar dit kapitaal is niets anders dan het totaal der onderschreven aandeelen. De contractanten beelden zich in dat deze som hun is gewaarborgd met eene aanzienlijke vermeerdering, en de agenten doen het hun gelooven (1).

Overigens, beloven de maatschappijen hunne fondsen te plaatsen in secure waarden, brandkoffers te huren in de eerste banken; zij doen controleurs aanstellen onder de toetreders, doch dit alles geeft aan dezen geen ernstigen waarborg. De maatschappijen vermelden met aandrang de talrijke winstbronnen welke de stortingen zullen doen aangroeien: de interesten der belegde fondsen, de

(1) De maatschappij X... liet enkele jaren geleden onder het publiek prospectussen verspreiden met volgende tekst:

« Wilt ge u, met veel gemak, een kapitaal vormen na verloop van 12 jaren? Ja, welnu, ziehier wat gij moet doen:

Doet u inschrijven in de Spaarvereeniging van de maatschappij X... (Volgt de onstandige aanduiding van de stortingen)... Steunend op de uitslagen verworven door vroegere groepeerings, meenen wij te mogen zeggen dat dit stelsel het bedrag van uwe spaarpenningen kan verdubbelen in een tijdsverloop van twaalf jaren. » De klantenjagers zijn niet zoo terughoudend, en zij bevestigen natuurlijk, dat het alzoó zijn zal.

groote loten die zullen opgestreken worden, de bijkomende interesten te betalen in geval van vertraging der stortingen, het aandeel der afgestorvenen, het aandeel der ontslagnemers en dat der met verval getroffen deelgenooten.

Feitelijk, zijn de uitslagen nooit schitterend : de op den termijn der vereeniging (10, 15 of 20 jaar) opgetrokken sommen zijn zelden hooger dan het geplaatste kapitaal vermeerderd met een geringen interest (1). De vermindering der Staatswaarden maakt dat de vereenigingen die thans moeten gelijkwideerd worden, die verrichting in nog veel ongunstiger voorwaarden zullen ondergaan.

De bevinding moet ons niet verwonderen. Want, vooreerst, is de sterfte onder de deelgenooten minder dan de algemeene sterfte : voor verrichtingen van dien duur onderschrijven enkel jonge en goed gezonde personen. Doch het zijn vooral de beheerkosten, d. w. z. de winsten der beheerders, die zeer hoog loopen.

Eene maatschappij, die sedert 1918 zeer veel de buitengemeenten heeft bewerkt, neemt 5 t. h. voor beheerkosten op het geheel bedrag der inschrijving af te houden op de eerste annuïteit ; 2.5 t. h. van de tweede en derde annuïteiten, hetgeen de volgende uitkomsten oplevert : het onderschreven kapitaal 5,000 frank zijnde, te betalen per annuïteiten van 300 frank, eigent de maatschappij zich toe :

Op de eerste annuïteit van 300 frank	fr. 250
— tweede —	125
— derde —	125

Op de drie eerste stortingen van 900 frank fr. 500

of 10 t. h. van het onderschreven kapitaal, of meer dan de helft van het totaal der eerste drie annuïteiten. Daarbij moet gevoegd worden de jaarlijksche premie van tegenverzekering welke verschilt van jaar tot jaar en, voor 300 frank, fr. 1.75 bereikt op den leeftijd van 10 jaar, fr. 3.75 op 20 jaar, 4 frank op 30 jaar, 5 frank op 40 jaar, fr. 7.50 op 50 jaar, fr. 13.75 op 60 jaar, fr. 28.50 op 70 jaar. Men moet er nog 75 centiem bijvoegen voor jaarlijksche kosten van tegenverzekering. Men verlieze eindelijk niet uit het oog dat sommige onkosten, zooals

(1) De aanzienlijkste dezer vereenigingen kondigde in 1895 aan dat, voor 500 gestorte franks, zij na verloop van vijftien jaar 1,320 frank per overlevend lid zou uitkeeren.

Welnu, voor de volgende stortingen :

Een onderschreven aandeel : hoofdsom	fr. 600.00
Intreegeld	5.00
Tegenverzekeringspremiën	82.00
Tegenverzekeringsintreegeld	2.50
Te zamen	fr. 689.50

waren de uitkomsten als volgt :

De in 1909 gelijkwideerde vereeniging leverde op	fr. 923.00
— 1910 — — — —	823.00
— 1911 — — — —	801.00
— 1912 — — — —	750.00

Dit maakt ternauwernood 1.25 t. h.

De plaatsing in de Spaarkas, hoe weinig winstgevend ook, is beter en zekerder. *Arbeitsblad*, Januari 1913, blz. 119-120.

de inningskosten, de kwittantiekosten en andere van denzelfden aard ten laste blijven van de aangeslotenen.

Die cijfers zijn geenszins abnormaal, zij strooken met die der gelijkaardige ondernemingen.

Na verloop van vijftien jaar, bij de verdeeling, bemerkt de aangeslotene dat hij bedrogen is... Al het verhoopte gewin is opgeslorpt geworden door de overgrootte beheerkosten die de winst der maatschappij vertegenwoordigen (1). Dit kan des te minder worden aangenomen, daar het beheer van zulke onderneming betrekkelijk eenvoudig en gemakkelijk is, en dat, anderzijds, het maatschappelijk kapitaal geen gevaar loopt daar het voor de uitkomst der verrichtingen niet instaat.

Wij gewagen slechts voor memorie van de vervallenverklaringen, de ontoereikendheid van de afkoopwaarden, bijaldien die waarden bestaan, en van andere misbruiken die vermeld werden in zake kapitalisatiemaatschappijen.

Hetgeen wij hebben gezegd, laat ons toe te besluiten met het *Arbeidsblad* :

« De inrichters van deze maatschappijen verrijken zich ten nadeele van de arbeiders en dit zonder eenig risico te hebben geloopt en zonder de minste persoonlijke verbintenis te hebben aangegaan. Dit gemak van winst, zonder eenig risico, is de oorzaak van het ontstaan van talrijke maatschappijen die op dezelfde beginselen berusten. Men vindt er overal, in België, die aan hun hoofd hebben zeer achtenswaardige personen welke meenen een werk van voorzorg te steunen, aan een menschlievend werk mee te doen en wier persoonlijkheid wordt gebruikt om de handelingen te dekken van... sluwe lieden die de onwetendheid uitbuiten van het bijzonder publiek waartoe zij zich richten... De tontine-maatschappijen wenden de arbeidersklasse af van de zuivere verzorgswerken en het kwaad groeit steeds aan. Zij zijn verderfelijik en, dienvolgens, moeten zij krachtadig worden bestreden » (2).

3. De zoogenaamde « Chatelusiansche » vereenigingen.

De Chatelusiansche vereenigingen, aldus genaamd naar Chatelus, den stichter van de oudste dier maatschappijen, kunnen worden aangezien als « tontines » van een bijzonderen aard, meer onbeholpen en meer empirisch dan de andere. Zij hebben voor doel onder hunne leden, te beginnen met een zekeren duur van hun lidmaatschap (15 of 20 jaar), de jaarlijksche interesten te verdeelen van het kapitaal samengebracht door de stortingen van al de aangeslotenen. Gedurende de eerste vijftien of twintig jaren van haar bestaan, kapitaliseert de maatschappij al de ontvangen bijdragen en de interesten daarvan. Sedert het verstrijken van dezen termijn, verdeelt zij ieder jaar alleen de interesten van het aldus verzamelde fonds onder al de aangeslotenen die vijftien of twintig jaar lidmaatschap tellen.

Deze ondernemingen onderscheiden zich van de eigenlijk gezegde « tontines » daar zij niet het kapitaal maar slechts de interesten verdeelen, en daar de aangeslotenen van een bepaald jaar niet een afgezonderde vereeniging uitmaken, recht hebbende op de voortbrengst van het door hen gestorte kapitaal, met uitsluiting der

(1) Verslag Zwitserland, 1909. Bern, 1911, bl. XLIX.

(2) *Arbeidsblad*, Januari 1913, bl.

overigen : de interesten door geheel het kapitaal opgebracht worden onder al de aangeslotenen, die ten minste vijftien of twintig jaar lidmaatschap hebben, uitgedeeld. Zij zijn onderscheiden van de pensioenskasten, doordat zij aan de aangeslotenen niet een bepaalde rente waarborgen, daar deze moet verschillen naar gelang de bekomen interesten en het aanaal mededeelhebbenden.

Men heeft in den Senaat gezegd (*Handel. Sen.*, 6 December bl. 71) dat twee gewaardeerde rechtskundigen zouden verklaard hebben dat de rente-maatschappijen niet worden bedoeld in artikel 37 van het ontwerp. Dit is moeilijk te gelooven, want zonder eenigen twi fel houden zij zich bezig met spaarverrichtingen waarbij ook het samenvoegen van sommen, te verdeelen onder de belanghebbenden, begrepen is, krachtens eene bepaling van overleven die alle wiskundig bepaalde verbintenis uitsluit. » Artikel 37 maakt geen onderscheid tusschen de kapitalen en de interesten, het spreekt van de verdeling van samengevoegde « sommen ».

De Chatelusianaansche vereenigingen hebben in den Senaat een vurigen verdiger gevonden in den persoon van den heer Magnette. Moet het verbod uitgestrekt worden tot deze vereenigingen? Wij kunnen slechts antwoorden : *a fortiori* ja, zoo men de tontines verbiedt.

De verrichtingen van de chatelusianaansche maatschappijen zijn nog onrechtvaardiger dan deze van de tontines. Zij verrijken de intekenaars van de eerste jaren door middel van de sommen gestort door de latere deelgenooten. Men heeft slechts een oogenblik na te denken om zich daarvan rekenschap te geven : iemand moet gedurende twintig jaar lid zijn om te kunnen deelnemen aan de interesten.

Veronderstellen wij eene maatschappij gesticht in 1904, die in den loop van het eerste jaar 1,000 deelgenooten heeft aangeworven. Zij groeit altijd aan, en na twintig jaar telt zij 50.000 aangeslotenen.

In 1924 verdeelen de 1,000 aangeslotenen van het eerste jaar *al* de interesten van de sommen gestort sedert 19, 18, 17... jaren door 49,000 deelgenooten die, op het oogenblik van die verdeling, nog niet twintig jaar lid zijn.

Het onrechtvaardige van eene dergelijke onderneming blijkt duidelijk uit de woorden die wij in een prospectus vinden : degenen die gedurende twintig jaar hunne bijdrage hebben gestort trekken : 1^o de interesten van het kapitaal dat zij hebben gestort ; 2^o de interesten van de kapitalen gestort door andere deelgenooten die den pensioenleeftijd nog niet bereikt hebben ; 3^o de interesten van de kapitalen gestort door de overleden deelgenooten of door dezen die hunne rechten verbeurden door staking van de stortingen.

De Chatelusianaansche maatschappijen waarborgen geen bepaalde rente. En naarmate het getal pensioenen vermeerderd, vermindert het bedrag van het pensioen, om aldra lager te staan dan dat wat eene verzekering met uitgestelde rente biedt, of een pensioenverzekering met afgestaan kapitaal.

De voorstanders van de Chatelusianaansche maatschappijen antwoorden : « Inderdaad, de renten zijn niet in verhouding met de individueele stortingen. Dit onderscheidt de « vrije » voorzorg van de « officieele » voorzorg, dit is het kenmerk van de echte mutualiteit, die de onze is. » In een propaganda-vlugschrift, getiteld *Pour convaincre*, en geteekend J. Varendonck, doctor in de letteren, aandeelhouder en groepsvoorzitter van eene Chatelusianaansche maatschappij, wordt deze laatste

voorgesteld als een wagen, waar de deelgenooten zich beurtelings voorspannen, en waar zij, oud en versleten, zullen inklimmen en rusten, zich verzadigen en zich door anderen, jongere menschen, laten voorttrekken. « Dit beeld, zegt de schrijver, heeft geen ander doel dan te doen inzien dat de instelling een kenmerk van wederzijdsche hulp en onderlingen bijstand draagt die het veredelt, het heiligt en het maakt tot eene menschlievende instelling die elk eerlijk mensch zou moeten aanmoedigen » (bl. 17). Laten wij niet aandringen.

Een twintigtal jaren geleden, maakten de hier opgerichte maatschappijen veel gewag van de prachtige uitslagen welke in Frankrijk en Italië werden bereikt door de maatschappijen van denzelfden aard die, te dien tijde, de eerste pensioengelden uitdeelden : de « *Prévoyants de l'Avenir* », in 1880 te Parijs gesticht, en de « *Cassa mutua cooperativa italiana* », in 1893 te Turijn opgericht.

« Sedert 31 December 1901 — aldus het prospectus van eene Belgische maatschappij — hebben de leden van « *Les Prévoyants de l'Avenir* » die sinds twintig jaren lid zijn, eene rente getrokken, welke, tijdens tal van jaren, de som van 360 frank heeft bereikt. Deze leden hebben, gedurende twintig jaren, 1 frank per maand gestort, dat is 24 frank. Vanaf het eerste jaar reeds, hebben zij anderhalf maal zooveel als het gestorte kapitaal getrokken. »

Wat echter uit het prospectus niet blijkt, is dat de maatschappij, in 1881, 757 leden telde, 1,452 in 1882, 3,769 in 1883, getallen die in 1901 tot 262,403 waren gestegen, tot 296,092 in 1902, tot 347,951 in 1903. Op de samengevoegde interesten van deze stortingen werd een gedeelte aan enkele bevoorrechten uitgedeeld. De vermindering bleef niet uit : in 1906 werd nog slechts 120 frank uitgedeeld, en de renten der volgende jaren bedroegen fr. 54.60 — fr. 38.50 — 33.30 en 31 frank. Men heeft beweerd dat, volgens de aangenomen methode, hij die in 1900 lid zou worden, in 1920 nog slechts 12 tot 15 frank zou trekken. Deze monsterachtige ongelijkheid wekte verzet ; de maatschappij werd ongeldig verklaard bij vonnis van de rechtbank der Seine ; de zaak werd voor het Parlement gebracht, en eene wet kwam tusschenbeide waardoor voortaan de oprichting van dergelijke maatschappijen werd verboden ; insgelijks werd daardoor aan de bestaande maatschappijen verboden, tijdens de eerste tien jaren eene som uit te keeren die meer bedroeg dan een en half maal het gestorte kapitaal. Deze maatregel, die uitging van een Parlements lid, was onvoldoende (1)

Niet stichtender is de geschiedenis der Italiaansche onderlinge Spaarkas van Turijn. Deze maatschappij was begonnen met eene lijfrente van 2,000 lira toe te wijzen voor bijdragen van 1 lira per maand. De stootende onrechtvaardigheid sprong weldra in 't oog. Herhaaldelijk drongen de leden bij de maatschappij aan om de technische grondslagen der instelling te verbeteren. Met de hervorming werd een begin gemaakt : het maximum-pensioen werd op 200, daarna op 100 lira gebracht. De openbare bespreking ging niet enkel over de technische grondslagen der Kas, doch ook nog over de wijze van bestuur zelf. De zaak kwam ter ooren van de Kamer die tot een onderzoek deed overgaan, hetgeen een ellendig licht wierp op den technischen kant der zaak. De Regceering stelde een wetsontwerp voor waarbij de tontine- en verdeelingsmaatschappijen in Italië werden

(1) *Bull. Prévoyance*, Maart 1902, bl. 34 ; December 1908, bl. 198.

verboden. Het ontwerp ging op in de wet op het monopolie, waardoor tontine en verdeeling werden verboden en de vereffening der aan den gang zijn de verrichtingen werd bevalen (1).

Dat zijn de twee instellingen welke men eertijds als voorbeeld aan ons volk meende te kunnen stellen.

In den Senaat heeft men erg gebost met op de onvervreemdbaarheid van het gestorte kapitaal. Practischerwijs beteekent zulks, dat het aangesloten lid zijne stortingen met afgestaan kapitaal doet, doch zonder uit dien hoofde eene pensioensverhooging te bekomen.

Inderdaad, het door hem gestorte kapitaal zal, na zijn overlijden, dienen om interesten op te brengen ten bate van de overige aangeslotenen, wanneer, in eene goed ingerichte pensioenkas, het afgestaan kapitaal zelf wordt opgeslorpt door de rente die, in deze veronderstelling, hooger zal zijn dan die welke bekomen wordt door dezelfde stortingen gedaan met voorbehouden kapitaal.

Doch deze maatschappijen zijn niet eeuwigdurend : zij worden tot stand gebracht voor een bepaalden termijn. De standregelen voorzien zelfs de voortijdige ontbinding. Aan wie zal het kapitaal behooren, in geval van ontbinding ? Aan de aangeslotenen ? In beginsel hebben zij daar geen recht op. Aan de maatschappij ? Men zou het moeten denken : dit kapitaal immers, is een maatschappelijk goed en het zal tot de vrije beschikking zijn van de maatschappij, van zoodra al de verplichtingen — te weten de betaling der pensioenen —, zullen uitgevoerd zijn geworden, hetzij na den dood van den laatsten rentetrekke. Behoudens tegenstrijdige bepaling van de standregelen, zal de algemeene vergadering beschikken over de samengevoegde millioenen. De mogelijkheid alleen van dergelijke vereffening schijnt ons monsterachtig toe.

De betrokken maatschappijen schijnen het te hebben begrepen. De standregelen van eene Belgische naamlooze vennootschap van het bestudeerde type, houden in : « Bij het ontbinden der maatschappij, zal de vereffening geschieden door de zorgen van den algemeenen bestuurder en de leden van den werkenden beheerraad, tenzij de algemeene vergadering er anders over beslisse.

« Na aanzuivering van al de maatschappelijke lasten, wordt de noodige som afgenomen om het kapitaal, gestort op de (500) kapitaalsaandeelen, terug te betalen. Het saldo zal onder al de aandelen zonder onderscheid (500 kapitaals- en 2,000 oprichtersaandeelen) worden verdeeld. »

Zullen de aangeslotenen het recht hebben in de verdeeling van het onvervreemdbaar kapitaal deel te hebben ? Ja, volgens het lidboekje dat ik vóór mij liggen heb : « In geval van vereffening der maatschappij, zullen zij die de renten trekken en zij die ze later moesten trekken en die hunne stortingen hebben gedaan, recht hebben op de verdeeling van het onvervreemdbaar kapitaal. De vereffenaars moeten rekening houden met het bedrag der stortingen door elk hunner gedaan alsmede met den datum dezer stortingen. »

Een gelijkaardige schikking werd genomen door eene onderlinge vereeniging die hetzelfde doel beoogt, doch ditmaal in de standregelen zelf hetgeen

(1) Dr VINCENZO MAGALDI. « Les assurances populaires et le monopole des assurances sur la vie ». *Bulletin des Assurances sociales*, 1913, n° III, blz. 35-37.

meer zekerheid aan de aangeslotenen verschaft : « In geval van ontbinding, zal het actief worden verdeeld onder de leden der vereenigingen wier boekjes zijn bijgehouden tot op het oogenblik van de beslissing der algemeene vergadering en in verhouding van de door hen gedane stortingen. »

Deze beschikkingen zijn uiterst onbillijk. Ditmaal is het, inderdaad, niet meer het inkomen van de sommen door de vóóroverleden en vervallenverklaarde aangeslotenen gestort die dienen om de overlevenden te verrijken : het is het kapitaal zelf. Er zal een dag komen, waarop de Chatelusiansche maatschappijen er alle belang zullen bij hebben geen leden meer aan te werven, en zelfs hunne ontbinding uit te spreken. Hoe minder mededeelhebbenden er zullen zijn, des te hooger zullen de laatste renten zijn, des te grooter zal ook het aandeel zijn der overlevenden bij de vereffening der zoogezegde onvervreembare kapitalen.

De propagandamethoden van sommige rentemaatschappijen kunnen niet stilzwijgend worden voorbijgegaan. Hunne handelwijzen zijn dezelfde of overtreffen nog diewelke wij aan de tontine-maatschappijen hebben aangewreven. Het bijzonder publiek waartoe men zich wendt verbindt zich enkel wanneer men het gouden bergen belooft. Dat zal men dan ook doen.

Hieronder geven wij enkele uittreksels van prospectussen en van propaganda-artikelen die door eene dergelijke naamlooze vennootschap worden verspreid.

In vette letters : « *Eene rente van 360 frank voor een gestort kapitaal van 240 frank.* (Volgen de hierboven overgenomen inlichtingen betreffende « Les Prévoyants de l'Avenir. »)

Verder : Ieder verzekerde kan een maximum onderschrijven van 10 aandelen... » Had men dit toegestaan aan de « Prévoyants de l'Avenir », dan zouden de eerste gepensioneerden eene rente getrokken hebben van *3,600 frank voor een gestort kapitaal van 2,400 frank* (in groote letters). Het bedrag van de rente zal na eenige jaren verminderen... Wij denken nochtans dat de uitgekeerde rente nooit lager zal zijn dan 150 frank per aandeel, hetzij dus 3 of 4 maal meer dan de som die, voor dezelfde storting, wordt uitbetaald door de Algemeene Lijfrentekas van den Staat en de verzekeringsmaatschappijen.

» *Betaling van de bijdrage.* 1.05 fr. per maand, om 150 frank rente te trekken na 20 jaar storting.

2 fr. 10	per maand om	300 frank	pensioen te hebben.
3 fr. 15	»	450 »	»
4 fr. 20	»	600 »	»
5 fr. 25	»	750 »	»
6 fr. 30	»	900 »	»
7 fr. 35	»	1,050 »	»
8 fr. 40	»	1,200 »	»
9 fr. 45	»	1,350 »	»
10 fr. 50	»	1,500 »	»

» *Practische bewijzen en proeven door het stelsel geleverd.* (De paragraaf begint met er op te wijzen dat de « Prévoyants de l'Avenir » sommige jaren 560 fr. hebben betaald. De reclame dagteekent van Juni 1907, en zij vermijdt wel te

zeggen dat de « *Prévoyants* », reeds in 1906, nog slechts 120 fr. betaalden. Dan gaat het voort :)

» *Voorbeelden* : 4° Eene dienstmeid, 25 jaar oud, schrijft in voor 4 aandeelen van 1 frank per maand; als zij 45 jaar is moet zij niet meer dienen gaan, daar zij eene jaarrente van 600 frank trekt.

» 5° Een huisvader heeft drie kinderen; voor elk kind schrijft hij in voor twee aandeelen van 1 frank per maand, dus 6 frank per maand gedurende 20 jaar. Zoo heeft hij voor elk zijner kinderen eene rente gevestigd van 300 frank per jaar, die zij zullen trekken van af den leeftijd van 35 jaar.

Helaas is er van al deze vooruitzichten niets verzekerd, en *niets zal daarvan te recht komen*. Inderdaad, in het jaar 1924 zullen de eerste renteniers van voornoemde maatschappij voor de eerste maal, niet 360 frank trekken, zelfs niet 150 frank, welke som volgens het prospectus een minimum zou zijn, maar slechts 100 frank : er zijn niet meer dan 1,459 deelhebbenden, eigenaars van 2,794 aandeelen. De toekomst zal uitwijzen wat de massa, die over enkele jaren gaat volgen, nog zal trekken.

De beschuldigingen van dezelfde maatschappij tegen de Spaar- en Lijfrentekas zullen wij liever niet betitelen :

« Wij willen voor iedereen bewijzen hoe veel beter het stelsel van onze maatschappij is dan dit van de Lijfrentekas. Wanneer ik het officieele tarief naga, dan zie ik dat een kind van 15 jaar, door ononderbroken 1 frank per maand te storten, met afgestaan kapitaal, op 50jarigen leeftijd, eene jaarrente van 67,27 frank zal trekken, rente die, met voorbehouden kapitaal, tot 38,87 frank teruggebracht wordt. Dit kind zal dus gestort hebben van 15 tot 50 jaar, dus gedurende 35 jaar. Een ander kind van denzelfden leeftijd stort eveneens 1 frank per maand, maar bij ons. Twintig jaar later, dus 35 jaar oud, zal het eene lijfrente trekken van 150 frank. Wanneer de eerste zijn eerste jaarrente op 50jarigen leeftijd trekt, zal de tweede de zijne gedurende vijftien jaar getrokken hebben, of 2,250 frank ».

In de groote centra van het land, richt dezelfde maatschappij winterfeesten in, zomerfeesten, banketten en bals met groot orkest, zooals zij het zelf aankondigt. En in een harer mededeelingen lees ik : « Onze aangeslotenen komen alles te boven : ossengebraad, wild, gevogelte, nagerecht. Daarop bordeaux- en bourgognewijn, en daarna natuurlijk de beker der « Overwinning ».

Moet men zich verwonderen dat de beheerkosten ongehoorde sommen bereiken? Volgens de gegevens door de standregelen en de boekjes van twee maatschappijen opgeleverd, eene naamlooze (A) en eene onderlinge (B), bereiken de beheerkosten en de onderscheidene afhoudingen cijfers welke 10 tot 23 t. h. bedragen van het beloop der onderschrijving.

Hier volgt de omstandige opgave.

Maatschappij A (boekje art. 22).

Bedrag der onderschrijving.	Intreegeld.	Beheer- kosten.	Maandel. last.	Abonnement biad.	Totaal.	Onkosten. p. c.
A. 300 (20 jaar).	3	15 (1)	12 (2)	40	70	23,33
B. 500 (14 jaar).	3	35 (3)	25,20 (4)	28	91,20	18,24
C. 600 (10 jaar).	3	42 (5)	18 (6)	20	83	13,82

Buiten dit, eigent de maatschappij zich toe : het overschot van de reservekas, na regeling der jaarlijksche lasten en vestiging van de noodige reserve om de terugbetalingen door de standregelen voorgeschreven te verrichten ; 25 t. h. van de interesten toegepast op de met de betaling ten achter zijnde onderschrijvers ; een afneming van 5 t. h. op het beloop der pensioenen die zullen worden uitbetaald aan de renteniers.

Maatschappij B. (Standregelen.)

Bedrag der onderschrijving.	Intreegeld. art. 10.	Boekje. art. 10.	Bijdrage belast. art. 8.	Beheer 4 t. h. art. 51.	Innings- kosten. 2 t. h. art. 51.	Totaal.	Onkosten. t. h.
180 (15 jaar) . .	5	1	15	7,20	3,60	31,8	17,66
360 (15 jaar) . .	7,50	1	15	14,40	7,20	45,1	12,53
540 (15 jaar) . .	10	1	15	21,60	10,80	58,4	10,81

Er valt te bemerken dat de bijdrage in de kosten betrekkelijk zwaarder is voor de kleine onderschrijvers dan voor de groote.

Zooals in de eigenlijke tontines, worden de kosten van beheer vooraftgenomen op de stortingen van het eerste of van de eerste drie jaar, en deze sommen zijn het vaste eigendom van de beheerende maatschappij, wat ook later het lot wordt van de onderschrijving.

Men mag ten slotte niet uit het oog verliezen dat sommige kosten niet worden gedragen door de beheermaatschappij, maar ten laste blijven van het rentegevend kapitaal. Het zijn deze die voortvloeien uit den aankoop, den verkoop, de overdracht, het bewaren en het onderhouden van de eigendommen of de titels, enz., met een woord, al de uitgaven die niet vallen onder de categorie van uitgaven gedaan door de maatschappij om het aanwerven van inteekenaars te verzekeren en de stortingen te innen (maatschappij A).

(1) 5 t. h. behalve voor de vervroegd aangezuiverde onderschrijvingen : 7 t. h.

(2) 5 t. h. per maand gedurende 20 jaar.

(3) 7 t. h. behalve voor de vervroegd aangezuiverde onderschrijvingen : 10 t. h.

(4) 15 t. h. per maand gedurende 14 jaar.

(5) 7 t. h. behalve voor de vervroegd aangezuiverde onderschrijvingen : 10 t. h.

(6) 15 t. h. per maand gedurende 10 jaar.

Is het mogelijk het Chatelusiansche stelsel te verbeteren? Kan men de vastgestelde misbruiken bestrijden en te niet doen zonder het beginsel zelf van de verrichting aan te lasten? Men heeft het beweerd.

De belanghebbende ondernemingen hebben zekere maatregelen getroffen, of zijn bereid die te treffen, om de ongelijkheid die men haar verwijt te doen verdwijnen: vaststelling van een maximum voor de eerste jaren, vestiging van een reservefonds om de pensioenen aan te vullen in de slechte jaren, uitstel van betaling van de interesten tot een bepaalden leeftijd voor de jongste deelgenooten, vermindering in eene zekere mate van de rente voor dezelfden, enz. Dit zijn allemaal louter empirische middelen, en, zooals de heer de Ghellinck in den Senaat verklaarde, « dit veroordeelt heel het stelsel ». Ofwel zal men door middel van de bijdragen een gemeen fonds bijeenbrengen, en men zal het geheele bedrag van de interesten verdeelen onder al de leden die een bepaalden leeftijd hebben bereikt, en, in dit geval, zal men nooit de ongelijkheden wegnemen; altijd zullen de eenen voor de anderen betalen, en er zal geen evenwicht zijn van de persoonlijke verbintenissen. Ofwel zal men de sommen door elk van de deelgenooten gestort gebruiken om, uitsluitend te zijnen voordeele, eene rente te vestigen, met voorbehouden kapitaal of met afgestaan kapitaal; daar zal gelijke prestatie zijn, de waarde van de rente zal mathematisch bepaald worden. Het stelsel van de Chatelusiansche maatschappijen zal verdwijnen om plaats te maken voor de verzekering van eene bepaalde, persoonlijke lijfrente, de eenige vorm van voorzorg die overeenstemt met de vereischten van de techniek et de rechtvaardigheid.

De Belgische Werkliedenpartij en de Christene Syndicaten hebben, op verslag eenerzijds van den heer G. Grimard, anderzijds van den heer De Queker, vóór den oorlog stelling genomen tegen de Chatelusiansche maatschappijen. Zij hebben aan de volksklasse eenen dienst bewezen door te wijzen op de gevaren en op de misbruiken van de pseudo-mutualiteiten. Het is de taak van den wetgever het aangevangen werk van opruiming te voltooien en in de toekomst de Chatelusiansche verrichtingen te verbieden.

In den Senaat werd een amendement ingediend om de Spaar- en Kapitalisatiemaatschappijen te onttrekken aan de toepassing van de wet. Inderdaad, werd er gezegd, artikel 37 staat eigenlijk buiten het kader van de wet, men moet de vraagstukken rangschikken en zich later bezighouden met Spaarkas en kapitalisatie. (De Swarte, *Hand. Sen.*, 12 December 1923-1924, bl. 83-84; Magnette, *ibid.*, bl. 86). Daar werd op geantwoord dat deze maatschappijen zich wel degelijk met verzekeringen bezig houden. (de heer de Ghellinck, *Hand. Sen.*, *ibid.*, bl. 97 en de heer Moyersoen, *Hand. Sen.*, 13 December 1925, bl. 107).

Sommige bijkomstige vormen van de tontine, van de kapitalisatie en van de vereeniging van renten nemen de techniek over van de verzekering, terwijl andere verrichtingen echte loterijen zijn of geheel onwetenschappelijke handelingen van voorzorg. Maar wat geeft ons deze vraag! Wij willen enkel onthouden dat het beginsel zelf afkeuring verdient en men moet deze instellingen verbieden zoowel om de menigvuldige misbruiken waartoe zij leiden, als ons hun principe zelf.

Ziet men ten andere niet in dat, wanneer men de tontines-, de kapitalisatiemaatschappijen en de Chatelusiansche maatschappijen niet verbiedt, men in de wetgeving op de verzekeringen eene kloof laat bestaan die het heele gebouw

zou kunnen ten gronde richten? Zooals de verslaggever het in den Senaat zegde : « Het verwerpen van artikel 37 zou de geheele wet ontzenuwen, en zou ze nutteloos maken. » Een gewetenlooze financieelman, die zijn baantje van verzekeraar verboden ziet, zou zich op de spaarvereeniging en op de kapitalisatie werpen en zou vrijelijk slachtoffers maken, omdat de wetgever zou gemeend hebben dat hij zich niet zoo dadelijk met die verrichtingen moest bezig houden. Dit zou absoluut onlogisch zijn en eene onvergeeflijke fout.

Men heeft geklaagd dat men bestaande maatschappijen treft, en dat zulks een inbreuk is op verworven rechten. Dit is eene vergissing. Het zal aan die maatschappijen verboden zijn nieuwe dergelijke zaken te doen zoodra de wet van kracht zal zijn geworden. Naar luid van artikel 43, zal het echter toegelaten zijn de uitvoering van de vroeger gesloten contracten voort te zetten. De maatschappij zal dus voor de keuze staan ofwel binnen min of meer korten tijd hare ontbinding uit te spreken ofwel eene onderneming te worden die de toelating kan bekomen... Alle eerbiedwaardige rechten en belangen worden dus gevrijwaard. (De heer MOYENSOEN, *Handel. Sen.*, 6 Dec. 1923, bl. 7, 2de kol., 78, 1ste kol.; en *ibid.*, 13 Dec. 1923, bl. 107.)

Met verwijzing naar de voorgaande opmerkingen, stelt uwe Middenafdeeling u voor het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

EM. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

BIJLAGE

Overzicht van de voornaamste buitenlandse wetten.

1. — FRANKRIJK.

Wet van 17 Maart 1905. — Door deze wet worden aan denzelfden regel van toezicht onderworpen al de Fransche en buitenlandse levensverzekerings-ondernemingen, met vaste premien en van mutualistische aard, de tontines, en, sedert de wetten van 26 Maart 1921 en van 20 Februari 1922, de huwelijks- en geboorteverzekeringsmaatschappijen en de maatschappijen die vaste goederen op lijfrente verwerven. Zij werd aangevuld door eené reeks uitvoeringsdécreten. Ons ontwerp gaat in ruime mate uit van de beginselen der Fransche wet.

Alvorens in werking te kunnen treden, moet elke maatschappij hare inschrijving bij den Minister van Nijverheid aanvragen. De aanvraag wordt onderworpen aan het Raadgevend Comité voor de levensverzekeringen en de inschrijving wordt gegeven bij ministerieel besluit. Dit is eigenlijk geen « machtiging ». Indien de wettelijke en reglementaire voorwaarden wezenlijk bestaan, is het voor de maatschappij een recht om ingeschreven te worden, en de weigering van den minister kan bij den Raad van State worden aanhangig gemaakt « wegens machtsoverschrijding ».

De maatschappij moet zekere waarborgen aanbieden : zij hebben betrekking op de mededeelingen aan het publiek, op het maatschappelijk kapitaal, op de waarborgsreserve, op de tarieven van premie of bijdrage, op de kosten van eerste oprichting : een decreet van 20 Januari 1906 vestigt een minimum-tarief van premien ten einde de concurrentie bij aanbod te verhinderen. De Minister van Arbeid oefent een bestendige controle op de maatschappijen, te zamen met het raadgevend Comité der levensverzekeringen. De controle-dienst heeft het recht ter plaatse al de verrichtingen der maatschappijen na te gaan. De Minister mag vermaningen geven, alle wijzigingen, alle nuttige verbeteringen bevelen, voornamelijk in zake de berekening der wiskundige reserves; decreten regelen de aanwending der aan de maatschappij behorende waarden.

Aan de maatschappijen worden sommige maatregelen van bekendmaking opgelegd. De uitslagen van het Staatstoezicht en de toestand der gecontroleerde ondernemingen zijn het voorwerp van een jaarverslag dat in het *Journal Officiel* wordt afgedrukt. Deze voorschriften worden bekrachtigd door onderscheidene strafbepalingen, waarvan de voornaamste is het terugnemen der inschrijving.

Artikel 7 der wet voert een voorrecht in ten bate van de verzekerden, tot beloop van het bedrag der wiskundige reserves en der waarborgsreserve, alsmede van het bedrag der samengevoegde winstrekeningen van de verzekerden.

De buitenlandse maatschappijen moeten in Frankrijk een bijzonderen zetel en eene bijzondere boekhouding bezitten.

Hetzelfde regime is toepasselijk, doch met zekere bijzonderheden, op de maatschappijen van verzekering onder een vorm van mutualiteit of van tontine, op de kapitalisatie-ondernemingen en op de spaarmaatschappijen. (Zie betreffende de Fransche wet, Sumien, P. *Traité des assurances terrestres et de la réassurance*, Parijs, 1923, n°s 597-616, blz. 240-250.)

2. — ZWITSERLAND.

Bondswet van 25 Juni 1885, betreffende het toezicht op de private ondernemingen van verzekering. — Deze wet, die tot model heeft gediend voor de meeste der andere, en waardoor het ontwerp zich in zekere mate heeft laten leiden, onderwerpt aan het toezicht van den Bondsraad al de private ondernemingen van verzekering die in Zwitserland willen werken, welke ook hun vorm, hun nationaliteit en hun voorwerp zijn. Willen de ondernemingen in Zwitserland hun bedrijf uitoefenen, dan moeten zij aan zekere bepaalde vereischten voldoen, aan den Bondsraad stukken voorleggen die de grondslagen en de algemeene voorwaarden der polissen aanduiden en, inzonderheid, — voor wat betreft de levensverzekeringen —, de sterftetafels, het cijfer van den interest, de nettopremiën en de belasting van de premiën; de grondslagen, de methoden voor het berekenen der reserve, enz. Zij moeten een zekerheidstelling leveren. De Bondsraad doet uitspraak over de aanvragen tot machtiging. Ieder jaar, moet de Maatschappij aan den Raad een omstandig verslag en een jaarlijksche rekening overleggen. Desgevorderd, moet zij alle inlichtingen bezorgen welke de Raad verlangt, hare boeken voorleggen, enz. Te allen tijde, neemt de Raad de beslissingen die hij noodig acht in het algemeen belang en in dit der verzekerden. Hij kan de machtiging terugtrekken en aan de onderneming verbieden nieuwe verrichtingen te doen. Ieder jaar, doet het Bondsbureel der verzekeringen een omstandig verslag verschijnen over den toestand der aan zijn toezicht onderworpen verzekeringsondernemingen. De verslagen van het Bureel zijn zeer belangrijk en zeer leerrijk voor de verzekeraars zelf.

De zekerheidstelling moet in specie of in effecten worden gestort : zij dient als pand voor de verzekerden.

Het is aan de maatschappijen verboden die zekerheidsstelling te vermelden in hunne aankondigingen of prospectussen (Reglement van 12 October 1886). Bijaldien de machtiging wordt teruggetrokken, zal de zekerheidsstelling slechts worden teruggegeven wanneer de onderneming zal bewijzen dat zij al hare verbintenissen in Zwitserland heeft nageleefd.

Eene wet van 2 April 1908 regelt het verzekeringscontract. Zij wordt over 't algemeen gehouden voor een model in haren aard, en zij vrijwaart de rechten van den verzekerde oneindig beter den onze verouderde tekst van 11 Juni 1874.

3. — OOSTENRIJK.

Tot nog toe werd de quaestie geregeld door een ministerieel besluit van 5 Maart 1896. gezegd : *Assekuranz Regulativ*. Voór den oorlog, werd een wetontwerp ingediend. Men voorzag dat de bestaande grondbeginselen van de contróle, welke die zijn van de Zwitserche wetgeving niet zouden gewijzigd worden. De controle wordt

toevertrouwd aan een technischen dienst ingericht door den Minister van Binnenlandsche Zaken, waaraan een comiteit, uit vakmannen bestaande, is toegevoegd.

4. — DUITSCHLAND.

Bondswet van 12 Mei 1901. — Deze wet regelt voor gansch het Keizerrijk de machtiging en de controle der ondernemingen. Zij doet ten slotte niets anders dan de Zwitsersche en Oostenrijksche modellen navolgen. De bevoegde dienst is het Keizerlijk Verzekeringsambt.

5. — LUXEMBURG.

Wet van 20 November 1891. — Onderwerpt de levensverzekeringen aan de voorafgaande machtiging, aan de zekerheidsstelling en aan de controle.

6. — ZWEDEN.

Wet van 25 Juli 1903. — Laat zich door dezelfde gedachten leiden : voorafgaande machtiging, zekerheidsstelling, strenge controle en, in geval van vereffening : beheer door den dienst van toezicht zelf. De wet is toepasselijk op al de verzekeringsondernemingen, welk ook hun voorwerp zij.

7. — DENEMARKEN.

Wet van 1 April 1914. — Onderwerpt de verzekeringsmaatschappijen op het leven, zoowel de binnenlandsche als de buitenlandsche, aan de controle, volgens dezelfde beginselen als de Zweedsche wet.

8. — NOORWEGEN.

Wet van 29 Juli 1911. — Voorafgaande machtiging, zekerheidsstelling, bestendige controle door een Raad der verzekeringen.

9. — VEREENIGDE STATEN.

De Staten hebben een zeker aantal wetten uitgevaardigd, waarbij de voorafgaande machtiging, de controle worden ingericht, en de buitenlandsche verzekeraars tot zekere neerleggingen worden verplicht. Zij regelen de berekening der wiskundige reserves en schrijven modelpolissen voor (Standard policies). De New-Yorksche wetgeving is inzonderheid zeer streng : zij voert een nauwkeurig en zeer verzorgd toezicht in, uitgeoefend door een hoofdopzichter door den Staatsgouverneur voor drie jaar gekozen.

10. — ENGELAND.

Assurance Companies Act 1909 in werking getreden den 1^o Juli 1910. Verordende bekendmaking, stellen van een belangrijke zekerheidsstelling, onderzoek der technische grondslagen en der rekeningen van de onderneming door de Board of Trade, machtiging en controle door de rechterlijke macht in geval van versmelting, van afstand der portefeuille, van vereffening. Zoo het beginsel der bekendmaking

op het vóórplan blijft, toch is de wet van 1909 niettemin een groote stap vooruit op de baan der controle zooals zij is ingericht op het vasteland en aan de overzijde van den Oceaan.

11. — SPANJE.

Wet van 14 Mei 1908. — Machtiging en controle der « *Inspeccion de Seguros* » afhangende van het Ministerie van den Arbeid. Al de bekendmakingen, uitgaande van de verzekeringsmaatschappijen, zijn onderhevig aan voorafgaande goedkeuring door den dienst van toezicht. 50 t. h. van de wiskundige reserve te storten in de depositokas of in de Bank van Spanje. De wet voorziet zelfs, zoo noodig, het sekwesteren en het dwangbeheer.

12. — HOLLAND.

Wet van 22 December 1922 op het Levensverzekeringsbedrijf.

Het beginsel is ontleend aan de Engelsche wet : het is de bekendmaking verscherpt door eene strenge controle. De wet bepaalt zekere voorschriften betreffende den juridischen vorm van de naamlooze maatschappijen of van de onderlinge verzekeringsmaatschappijen. In beginsel moet het kapitaal (of het maatschappelijk fonds) ten minste 1 millioen florijnen bedragen. Alvorens hare werkzaamheden aan te vangen, onderwerpt de onderneming aan eene instelling, Verzekeringkamer genaamd, de stukken waaruit moet blijken dat hare inrichting overeenkomt met de wet ; — binnen eene maand laat de Kamer aan de onderneming weten of zij, naar hare meening, aan de bepaalde vereischten voldoet ; — eventueel beroep bij den Koning na den Raad van State te hebben gehoord.

Elk jaar verschaffen de toegelaten ondernemingen aan de Verzekeringkamer alle nuttige inlichtingen. De Kamer mag de boeken en de bescheiden van de verzekeraars onderzoeken of ze doen onderzoeken door mandatarissen met bijzondere bevoegdheid bekleed. De bewaarder van de boeken en bescheiden is verplicht deze bij elk verzoek voor te leggen.

De Verzekeringkamer mag adviezen uitbrengen, en deze adviezen bekend maken, wanneer de verzekeraar binnen een bepaalden termijn daar geen gevolg aan geeft. Het belanghebbend publiek kan zich dus op de hoogte stellen.

De verzekerden hebben geen voorrecht op de wiskundige reserve van den verzekeraar, maar deze mag zich alleen bezig houden met de levensverzekering.

De wet treft zekere maatregelen betreffende het afstaan en het versmelten van de ondernemingen. Zij regelt als volgt het geval van onvermogen : de rechtbank van eersten aanleg kan beslissen dat de onderneming zich bevindt in een « toestand welke bijzondere voorziening behoeft ». Van nu af draagt de Verzekeringkamer zorg voor de vrijwaring der belangen van de schuldeischers ; zij kan zelfs optreden in de plaats van de beheerders en de commissarissen. Wordt de toestand slechter, dan kan het faillissement van de maatschappij worden uitgesproken.

Daarna volgen eene reeks strafbepalingen.

Men heeft, in den loop van de besprekingen doen opmerken dat de wet niet preventief genoeg is : op het oogenblik dat de Verzekeringkamer en de rechtbank actief optreden, is het kwaad reeds geschied, en vaak onherstelbaar.